

*Penser la ville close : rue et périmètre de sécurité, Québec 2001*

Isabelle St-Amand

Mémoire

présenté

au

*Special Individualized Program*

Comme exigence partielle au grade de  
Maîtrise ès Arts  
Université Concordia  
Montréal, Québec, Canada

Avril 2004

© Isabelle St-Amand, 2004



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Acquisitions and  
Bibliographic Services

Acquisitions et  
services bibliographiques

395 Wellington Street  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

395, rue Wellington  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

*Your file* *Votre référence*  
*ISBN: 0-612-91118-7*  
*Our file* *Notre référence*  
*ISBN: 0-612-91118-7*

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

---

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this dissertation.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de ce manuscrit.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the dissertation.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

**Canada**



*SOMMAIRE*

Penser la ville close : rue et périmètre de sécurité, Québec 2001

Isabelle St-Amand

En avril 2001, la ville de Québec se fait l'hôte du troisième Sommet des Amériques, événement politique urbain de grande envergure réunissant les chefs d'État du continent en vue de la constitution d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Soixante mille manifestants affluent à Québec pour exprimer leur opposition à la ZLÉA. On érige dans la haute-ville un périmètre de sécurité pour faciliter la protection des dirigeants en les séparant de la masse de manifestants.

Ce mémoire examine la prise de possession géopolitique de la ville de Québec et la gestion de l'espace réalisée par les autorités à des fins de mise en scène du pouvoir. À partir de l'exclusion spatiale des opposants, il analyse la redéfinition des pratiques urbaines en fonction de la contestation. L'exploitation dramatique des manifestations violentes réalisée par les autorités pour diviser le mouvement de contestation est aussi étudiée. À l'image médiatisée s'oppose la réalité urbaine, qui se caractérise, entre autres, par un investissement carnavalesque des rues de la ville et par la mise à profit de formes festives de la contestation.

*ABSTRACT*

Penser la ville close : rue et périmètre de sécurité, Québec 2001

Isabelle St-Amand

In April 2001, Quebec city was host to the third Summit of the Americas, a significant political event bringing together the continent's heads of state in order to constitute a Free Trade Agreement of the Americas (FTAA). Sixty thousands protesters converged in Quebec city to express their opposition to the FTAA. A security perimeter was raised in the upper part of the city in order to facilitate the leaders' protection by separating them from the mass of protesters. This thesis engages with the geopolitical takeover of the city and the space management conducted by the authorities for the sake of staging the power. Based on the spatial exclusion of contesting citizens, the redefinitions of urban practices around protest are analysed. This thesis analyses the dramatic exploitation of violent protest by the authorities in order to divide the movement of opposition. The images which were constructed by the authorities and represented in the media opposed the experience of those on the city streets. This thesis will then examine the presence of a carnivalesque spectacle, and the forms of festive protest within the public space.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à témoigner ma reconnaissance à ma directrice, Marie-France Wagner, qui m'a initialement encouragée à entreprendre cette maîtrise. Avec sa grande rigueur intellectuelle et son étonnante force de travail, elle m'a dirigée efficacement dans toutes les étapes de ma recherche et de ma rédaction, tout en m'accordant une grande liberté d'exploration. À l'aide d'observations justes et fines, elle m'a aidée à structurer mes idées, à renforcer mon argumentation et à peaufiner mon écriture. En tant que directrice du Groupe de recherche sur les entrées solennelles, subventionné par le programme Grands travaux de recherche concertée du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), elle m'a donné l'occasion d'acquérir de l'expérience comme assistante de recherche, de réaliser des publications et de participer activement à différents séminaires, colloques et journées d'études. Je remercie également ma co-directrice Catherine Mavrikakis qui, par son esprit critique et son goût de l'indépendance, m'a poussée sur la voie de nouvelles réflexions. Je tiens à exprimer mes profonds regrets à ma co-directrice Sherry Simon pour avoir tant tardé à requérir son aide, que je souhaitais pourtant vivement et savais précieuse. Par l'octroi d'une bourse de maîtrise en recherche, le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) a grandement facilité la réalisation de ce projet. Mes remerciements vont également à l'École des études supérieures de l'Université Concordia pour l'octroi de deux *Research Assistantships*. Merci enfin aux membres de mon entourage, et tout particulièrement à Serge Ménard, pour leur tolérance à mon égard.

## *TABLE DES MATIÈRES*

<b>INTRODUCTION</b> .....	1
<b>Chapitre 1. IMAGINAIRE DE LA VILLE CLOSE</b> .....	6
1. 1. LE SOMMET DES AMÉRIQUES À QUÉBEC .....	6
1. 1. 1. Événement historique et politique .....	6
1. 1. 2. Québec, ville hôte .....	9
1. 1. 3. Périmètre de sécurité .....	16
1. 2. VILLE DU SOMMET DES AMÉRIQUES : ESPACE CLOS, PÉRIPHÉRIE .. ET SYMBOLIQUE .....	20
1. 2. 1. Ville close : contrôle et mise en scène .....	20
1. 2. 2. Périphérie : modes d'appropriation et formes d'expression ..	27
1. 2. 3. Périmètre de sécurité comme symbole de l'autorité et de... provocation .....	32
1. 3. VILLE ASSIÉGÉE, AFFRONTS ET BARRICADES .....	37
1. 3. 1. Ville assiégée .....	37
1. 3. 2. Provocation et résistance .....	40
1. 3. 3. Barricades .....	44
<b>Chapitre 2. SPECTACLE DU POUVOIR ET RAPPORT À L'ÉVÉNEMENT</b> .. .....	50
2. 1. CONTESTATION ET VILLE CLOSE .....	50
2. 1. 1. Mouvement de contestation et durcissement des autorités ..	51
2. 1. 2. Menaces et rumeurs à l'origine de la ville close .....	54
2. 2. FIGURE DU CASSEUR ET CRIMINALISATION DE LA DISSIDENCE ..	57
2. 2. 1. Construction de la figure du casseur .....	57
2. 2. 2. Figure redoutable du casseur .....	65
2. 2. 3. Association de la figure du casseur à celle du délinquant ..	68

2. 3. ESPACE URBAIN DÉCLOISONNÉ PAR LES INTERACTIONS . . . . .	75
2. 3. 1. Décloisonnement dans l'espace urbain . . . . .	76
2. 3. 2. Représentation et réalité . . . . .	78
<b>Chapitre 3. CARNAVALESQUE DANS L'ESPACE URBAIN . . . . .</b>	<b>84</b>
3. 1. PLACE PUBLIQUE ET FOULE HÉTÉROCLITE . . . . .	85
3. 1. 1. Amenuisement des frontières entre le privé et le public . .	86
3. 1. 2. Foule hétéroclite . . . . .	90
3. 2. APPROPRIATION ARTISTIQUE DE LA RÉALITÉ . . . . .	91
3. 2. 1. Action politique et démarche artistique . . . . .	92
3. 2. 2. Poétique du recyclage et de l'amalgame . . . . .	95
3. 2. 3. Masques et métamorphoses . . . . .	98
3. 3. TURBULENCES ET RENOUVEAU . . . . .	105
3. 3. 1. Transgressions ludiques . . . . .	106
3. 3. 2. Affrontements carnavalesques . . . . .	110
3. 3. 3. Renouvellement . . . . .	118
<b>CONCLUSION . . . . .</b>	<b>124</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE . . . . .</b>	<b>130</b>
<b>CORPUS . . . . .</b>	<b>133</b>
<b>ANNEXE - Tableau des signes et des acronymes. . . . .</b>	<b>146</b>
<b>ANNEXE - Carte du périmètre de sécurité. . . . .</b>	<b>147</b>

## INTRODUCTION

Les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle sont marquées par les grandes rencontres internationales sur la libéralisation du commerce à l'échelle mondiale ou quasi-mondiale, et, parallèlement, par une opposition concertée qui s'affiche dans la rue. En avril 2001, la ville de Québec se fait l'hôte du troisième Sommet des Amériques, événement politique urbain de grande envergure réunissant les chefs d'État des Amériques et des Caraïbes en vue de la constitution d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), au plus tard en 2005. Lié à la prise de possession politique et économique de l'espace continental, le projet de la ZLÉA s'accompagne d'un vaste mouvement de contestation, qui se manifeste à Québec par la présence dans la rue de dizaines de milliers d'opposants. Vu l'importance de la rencontre officielle, l'ampleur du mouvement de contestation et la nature du lieu, on érige dans la haute-ville un périmètre de sécurité, destiné à faciliter la protection des dirigeants en les séparant de la masse de manifestants.

Ce mémoire a pour objectif d'analyser la construction de la ville close et ses différentes composantes, afin d'étudier le découpage politique de l'espace, qui constitue l'ensemble de ma réflexion. L'ouvrage collectif dirigé par Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Denis Saint-Jacques (*Ville imaginaire, ville identitaire* :

*Échos de Québec*) aborde la ville comme un espace de représentation et comme un reflet et un générateur d'identités collectives. Les considérations sur l'urbain élaborées dans ce mémoire s'appuient sur cet ouvrage, particulièrement en ce qui a trait à la ville de Québec. Les théories de Michel Foucault (*Surveiller et punir*) sur les procédés de surveillance et de discipline, dont le quadrillage de l'espace, l'imposition d'une surveillance de tous les instants, le contrôle détaillé des individus au sein d'une multiplicité organisée, permettent d'éclairer le découpage, ainsi que la gestion de l'espace et de ses occupants opérée par les autorités au Sommet de Québec.

De même, l'utilisation politique, par les forces policières, de la pénalité établie et de la délinquance, comme le définit Foucault, sert à examiner la question de la judiciarisation de la dissidence et de la mise en valeur, dans l'espace urbain comme dans l'imaginaire, d'un illégalisme voyant et généralement réprouvé. Les théories de Foucault étayent les réflexions du philosophe Yves Michaud (*La violence*) sur les stratégies de la violence, l'importance des spectateurs dans les conflits politiques et les différents types de constitution de rapport au monde, de même que les manières de forger ces rapports pour en tirer profit politiquement. Enfin, les travaux de Mikhaïl Bakhtine (*L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*) appuient ma réflexion. En effet, Bakhtine s'intéresse à la culture comique populaire et au carnaval, ainsi qu'à ses traits caractéristiques, ses fonctions et son unité de style. L'espace-temps

propice aux démonstrations festives, ainsi que les formes et images carnavalesques qui y surgissent, servent de ligne directrice à l'examen des modes d'occupation de l'espace périphérique urbain à Québec, en marge de la rencontre au Sommet des Amériques.

Le premier chapitre pose la question de la dualité politique et spatiale entre le sommet officiel et le mouvement de contestation, puis de sa superposition aux représentations collectives d'une ville bipolaire. Il met ensuite en évidence l'occupation géopolitique de l'espace urbain opérée par les autorités dans le but de parfaire la mise en scène du pouvoir. Figure d'exclusion, le périmètre de sécurité témoigne d'une gestion centralisatrice de l'espace, des événements et des occupants, de même que d'une intransigeance ayant comme revers une marginalisation et une prolétarianisation des manifestants. En ce qui a trait à la périphérie, ce chapitre analyse les modes de réappropriation de l'espace urbain autour d'enjeux politiques, ainsi que les constructions de la ville close comme projection dans l'espace de l'organisation économique et politique contestée. Enfin, il mettra en lumière l'imaginaire de la confrontation associé à l'histoire militaire de la ville, de même qu'à la structure défensive éphémère, qui, à son tour, suscite l'idée d'une résistance passant par la constitution de camps opposés.

Le deuxième chapitre établit un lien entre l'évolution du mouvement de contestation et celui des politiques des autorités envers la dissidence, puis met en

perspective les différentes origines de la ville close. Sous l'éclairage de la théâtralisation du pouvoir politique, il analyse la construction de la figure du casseur et son utilisation politique dans le but de diviser les manifestants entre eux. L'arrestation spectaculaire d'un petit groupe de manifestants sert à montrer l'exploitation de la machine médiatique et la manipulation des rumeurs, réalisée par les autorités, ainsi que la mise à partie de la pénalité établie et la dramatisation de la violence politique comme acte criminel. En considérant les différents types de rapport au monde reconstruit par l'événement, ce chapitre illustre l'écart entre représentation et réalité, de même que les implications politiques résultant des perceptions de l'une comme de l'autre.

Le troisième chapitre s'intéresse à la ville close de l'événement, qui engendre, dans les rues de l'espace périphérique, un espace-temps propice aux grands rassemblements festifs et au surgissement de formes, d'images, de gestes et de relations au monde carnavalesques. Ce chapitre analyse les formes festives de la contestation, telles les renversements, les profanations et les rabaissements comiques des représentants et des symboles de la ZLÉA, de la société capitaliste, de la ville close, des chefs d'État et des forces de l'ordre. Suscitant le rire, les attaques contre l'ordre établi et les signes de l'autorité ont pour caractéristique de se faire à l'aide de moyens grotesques. En lien avec les oppositions qui se concrétisent dans l'espace urbain, ce chapitre étudie la nature et l'effet des

transgressions ludiques et des insultes grossières, puis souligne le caractère éphémère des modes de subversion par la désorganisation.

Ce corpus s'appuie sur un dépouillement minutieux et une analyse inductive de divers types de documents traitant du Sommet des Amériques à Québec : archives municipales; documents gouvernementaux; publications et rapports des forces policières et militaires, du Ministère de la santé et des services sociaux, de la Ligue des droits et libertés; périodiques; presse officielle; journaux communautaires, journaux de quartiers et publications indépendantes; film documentaire; sites Internet. Les rapports sur l'événement analysés ici servent à cerner la logique d'appropriation de l'espace, les constructions matérielles et imaginaires de la ville close, ainsi que les modes d'appréhension de l'espace urbain hôte. Ce mémoire ne fait pas une analyse des discours, mais utilise plutôt ces derniers dans le but de rendre compte des différentes composantes d'un événement politique qui investit l'espace d'une ville, Québec en 2001.

## CHAPITRE PREMIER

### IMAGINAIRE DE LA VILLE CLOSE

#### 1. 1. LE SOMMET DES AMÉRIQUES À QUÉBEC

##### 1. 1. 1. Événement historique et politique

À l'occasion du troisième Sommet des Amériques à Québec, du vendredi 20 au dimanche 22 avril 2001, les trente-quatre chefs d'État et de gouvernement des Amériques et des Caraïbes élus démocratiquement<sup>1</sup> se réunissent pour poursuivre les négociations en vue de la constitution de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)<sup>2</sup>. Visant l'établissement d'un vaste marché commun de la terre de Baffin à la Terre de Feu au plus tard en 2005<sup>3</sup>, les discussions s'articulent autour de trois thèmes, soit « le renforcement de la démocratie, la création de la

---

<sup>1</sup> Le gouvernement de Cuba, jugé non démocratique, est exclu du Sommet des Amériques sous la pression des États-Unis, même si la plupart des pays du continent souhaitent sa présence, *Radio Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/13a.asp>

<sup>2</sup> ZLÉA, site officiel, [http://www.ftaa-alca.org/View\\_f.asp](http://www.ftaa-alca.org/View_f.asp)

<sup>3</sup> En 2004, au Sommet de Monterrey, au Mexique, les dirigeants s'engagent à poursuivre les négociations visant la conclusion, en 2005, d'un traité de libre-échange intracontinental. À ce jour, le projet demeure problématique, *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/monterrey.asp>

prospérité et la réalisation du potentiel humain »<sup>4</sup>, tous liés à la question de la connectivité. Le projet d'intégrer les économies du continent dans un accord commun de libre-échange est lancé en 1994, lors du premier Sommet des Amériques à Miami, puis les négociations débutent officiellement en 1998, au Sommet de Santiago, au Chili, où le Canada est choisi pour accueillir le troisième Sommet des Amériques. Pour le Canada, l'événement constitue le point culminant d'une série d'activités panaméricaines majeures dont il a été l'hôte au cours des années quatre-vingt dix<sup>5</sup>, période lors de laquelle il devient un membre engagé des Amériques<sup>6</sup>. Symptôme de l'émergence d'une conscience continentale, le projet de la ZLÉA entraîne cependant son lot de divisions et de frictions.

Dans un contexte de mondialisation des marchés, les opposants craignent que l'accord de libre-échange n'ait pour effet de favoriser le développement de sociétés duales dans les Amériques. Comme pour consacrer le caractère bipolaire du processus de la ZLÉA, le mouvement de contestation, se formant à l'échelle continentale<sup>7</sup>, pense dès 1998 à organiser simultanément aux sommets officiels des sommets parallèles, portant sur le même sujet que ceux-ci. Bien que le parallélisme

<sup>4</sup> *Hola Québec*, [http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)

<sup>5</sup> En plus d'assumer la présidence des négociations sur la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (2001), le Canada a été l'hôte des Jeux panaméricains (1999), de la Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques (1999) et de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (2000), *AmericasCanada.org*, <http://americascanada.org/eventsummit/menu-f.asp>

<sup>6</sup> Adhésion à l'Organisation des États américains (OEA) (1990); signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) (1994); signature de l'Accord de libre-échange Canada-Chili (1997). *Hola Québec*, [http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)

<sup>7</sup> La mobilisation à l'échelle du continent prend forme en 1997, lors de la Conférence de Belo Horizonte, au Brésil, où l'Alliance sociale continentale (ACS) est créée. La Conférence mène également au premier Sommet des peuples, tenu en parallèle avec le Sommet des Amériques à Santiago.

des rencontres indique une direction commune, soit celle d'un rapprochement entre les pays du continent, il témoigne à la fois de voies divergentes. À Santiago, en 1998, et à Québec, en 2001, la tenue du premier et du deuxième Sommets des peuples affirme une séparation claire entre « les dirigeants » et « les peuples », les uns participant aux discussions à huis-clos et ayant accès aux textes des négociations<sup>8</sup>, les autres se voyant évacués du processus de la ZLÉA qu'ils contestent. Soixante mille manifestants, venus de partout dans les Amériques, affluent à Québec pour exprimer leur opposition à la mondialisation néolibérale et à la ZLÉA<sup>9</sup>.

Aux yeux des opposants, la libéralisation des marchés mène à « [s]ubordonner le politique à l'économique, l'exercice du pouvoir politique à l'enrichissement, le travail de tous à l'enrichissement de quelques-uns »<sup>10</sup>. Selon les opposants, le projet de la ZLÉA, qui englobe non seulement le commerce des biens, mais les services, la propriété intellectuelle et les investissements, menace d'accaparer le pouvoir des gouvernements élus de légiférer dans les domaines des services publics, des droits des travailleurs et de la protection de l'environnement. Cette prédominance de l'économique sur le politique est illustrée par la participation du Forum des gens d'affaires des Amériques au processus de la

---

<sup>8</sup> Les textes des négociations de la ZLÉA ne sont divulgués qu'après le Sommet de Québec.

<sup>9</sup> *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/13a.asp>

<sup>10</sup> « Mondialisation de la dignité humaine? », Thomas de Koninck, *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 7.

ZLÉA<sup>11</sup>, alors même que les parlementaires en sont exclus. De même, des grandes entreprises canadiennes se voient offrir, en échange de commandites, une occasion de s'adresser aux chefs d'État pendant la réception de bienvenue du Sommet de Québec<sup>12</sup>, alors que le premier ministre du Québec se fait refuser sa requête de s'adresser aux chefs d'État lors de la cérémonie d'ouverture ou lors des réceptions. La tension entre l'économique et le politique, ainsi que la dualité entre décideurs et contestataires, dirigeants et population, se matérialisent dans l'espace urbain.

### 1. 1. 2. Québec, ville hôte

Les rencontres officielles et parallèles constituent des points d'ancrage locaux pour les discussions de la ZLÉA, liées à la prise de possession politique et économique de l'espace continental. En 2001, le troisième Sommet des Amériques se déroule en milieu urbain, contrairement aux sommets économiques subséquents qui ont lieu, particulièrement à la suite des attentats terroristes contre le *World Trade Center* à New-York, en 2001, dans des endroits difficilement accessibles, comme les déserts<sup>13</sup>, les montagnes<sup>14</sup> ou les stations balnéaires<sup>15</sup>. Toute une géopo-

<sup>11</sup> *Le Devoir*, 14-15 avril 2001, G 8.

<sup>12</sup> Le gouvernement fédéral offre « une possible occasion de parler durant la réception de bienvenue des leaders » à toute entreprise prête à dépenser 500 000\$ pour commanditer le Sommet des Amériques. *Le Devoir*, 14-15 avril 2001, A 1. La participation du secteur privé à la rencontre, par le biais de commandites, est « perçue comme une incroyable occasion de rehausser l'image des entreprises canadiennes et québécoises les plus dynamiques sur le marché international ». De plus, elle permet d'augmenter le prestige des activités du sommet, *Hola Québec*, [http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)

<sup>13</sup> En novembre 2001, le Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a lieu à Doha, au Qatar; Le Qatar est choisi en février 2001, « après le revers essuyé à Seattle » lors de la dernière rencontre de l'OMC, mais avant les attentats contre le *World Trade Center*, *Organisation mondiale du commerce*, [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/minist\\_f/min01\\_f/min01\\_backgroundpaper\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min01_f/min01_backgroundpaper_f.htm); Politiquement, le

litique dicte le choix des lieux de rencontre. Par souci de maintenir un équilibre entre les villes importantes du pays<sup>16</sup>, le gouvernement fédéral choisit Québec comme ville hôte, celle-ci n'ayant pas accueilli de grand événement depuis le Sommet de la Francophonie dans les années quatre-vingt. De plus, la ville possède les infrastructures nécessaires et est « membre du club sélect des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO »<sup>17</sup>. Il faut noter que Québec se caractérise par une bipolarité physique et idéale opposant haute-ville et basse-ville, pouvoir et marginalité, culture consacrée et contre-culture. Lors de l'événement, les rencontres officielles et parallèles viennent se superposer à la dualité urbaine, qui se voit renforcée tout en étayant le caractère binaire de l'événement politique urbain. C'est qu'« il y a, sur la scène urbaine, un choc des imaginaires, dont l'histoire, parfois porte la marque profonde »<sup>18</sup>.

Construite sur un promontoire surplombant le fleuve Saint-Laurent, la haute-ville attire les établissements religieux, les centres administratifs et les infrastructures militaires, alors que la basse-ville, c'est-à-dire toute la bande de terre qui entoure l'escarpement au niveau du fleuve, développe une vocation commerciale, industrielle et portuaire. L'escarpement de la falaise, qui forme un

---

Qatar est une « monarchie absolue », *Le Robert des noms propres* [1974], 2000.

<sup>14</sup> En juin 2002, le Sommet du G8 se tient à Kananaskis, situé dans les montagnes rocheuses canadiennes.

<sup>15</sup> En juin 2003, le Sommet du G8 a lieu au bord du lac Léman à Évian, en France.

<sup>16</sup> Vancouver (APEC), Halifax et Toronto (G7), Moncton (Sommet de la Francophonie), *Hola Québec*, [http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)

<sup>17</sup> *AmeriquesCanada.org*, <http://www.americascanada.org/eventsummit/media/faq/faq-f.asp>

<sup>18</sup> Guy Mercier, Michel Parazelli et Richard Morin, cités dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, Lucie K. Morisset, Luc Noppen et Denis Saint-Jacques, Québec, Éditions Nota Bene, 1999, p. 210.

angle de plus de quarante-cinq degrés, rend toute ascension impossible. Place forte stratégique durant près de trois siècles, Québec a conservé les principales composantes de son ancien système de défense, ce qui en fait la seule ville fortifiée en Amérique du Nord. Les fortifications, chapeautées par la citadelle, délimitent le quartier Vieux-Québec-Haute-Ville. Adjacentes à la citadelle, les plaines d'Abraham, grand espace vert longeant l'escarpement, sont aménagées en parc urbain et historique à la mémoire des affrontements du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre les empires français et anglais<sup>19</sup>. L'autoroute Dufferin-Montmorency, survolant le quartier Saint-Roch, entre Québec et sa banlieue, découpe la vieille ville en deux : à l'est, les quartiers Vieux-Québec-Haute-Ville et Vieux-Québec-Basse-Ville, proclamés joyaux du patrimoine mondial par l'Unesco; à l'ouest, les quartiers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch, qui se démarquent par leur caractère ouvrier et populaire. Marqué par une forte dénivellation, le passage de la haute-ville à la basse-ville s'effectue par le biais de rues fortement inclinées ou d'escaliers abrupts. Sous les bretelles de l'autoroute, l'Îlot Fleurie œuvre comme jardin communautaire et centre d'artiste en plein air depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Les avantages stratégiques et symboliques de la forteresse naturelle, dominant le fleuve, sont signe du pouvoir détenu par les instances à qui revient le privilège de les occuper.

---

<sup>19</sup> Les plaines d'Abraham sont officiellement nommées le parc des Champs-de-Bataille.

L'événement politique urbain lié à la ZLÉA s'inscrit sur un fond de représentations collectives qui se rattachent à Québec, ville marquée par la dualité et par la réflexion dans le paysage social de la dénivellation topographique de l'endroit. Le Sommet officiel, « qui réunit les décideurs politiques et les diplomates les plus influents des Amériques »<sup>20</sup>, se déroule dans la haute-ville, la « ville institutionnelle », « ville-du-patrimoine-mondial », « capitale-historique-qui-charme-ses-visiteurs »<sup>21</sup>, alors que le Sommet des peuples, qui réunit des délégués d'organisations syndicales, communautaires et environnementales, se tient en contrebas, dans la basse-ville, « la ville diffamée, la ville proscrite, la ville-dont-on-a-préféré-ne-pas-parler »<sup>22</sup>.

Le choix géopolitique de l'emplacement du Sommet des Amériques s'appuie, d'une part, sur des considérations défensives, pour qui la topographie est un élément stratégique essentiel, d'autre part, sur une politique du prestige, pour qui les architectures urbaines possèdent une valeur symbolique indéniable. Réservé aux participants au sommet et aux forces de l'ordre, le lieu de rencontre occupe une place centrale surplombant le fleuve Saint-Laurent, fournissant au pouvoir un point d'observation panoramique sur toute la ville. Du château Frontenac, de la Terrasse Dufferin et de la promenade des Gouverneurs, on aperçoit le fleuve et la basse-ville alors que du Centre des Congrès, on balaye de la vue l'espace

---

<sup>20</sup> Le maire de la ville de Québec, *Hola Québec*,  
[http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)

<sup>21</sup> Lucie K. Morisset, citée dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 119.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 119.

périphérique où se déroulent les manifestations. L'édifice du complexe G, fermé à la population et aux fonctionnaires lors de l'événement, devient temporairement un « observatoire »<sup>23</sup>, réservé au ministre de la sécurité publique et aux forces de l'ordre. Les utilisations d'espaces obéissent à une logique de domination des lieux et à un désir de visualiser tout l'espace urbain de Québec à partir des hauteurs stratégiques du cap Diamant.

C'est comme puissance politique que les dirigeants siègent au sommet de la falaise et l'occupation des lieux se fait suivant une politique du prestige : il s'agit de frapper l'imagination pour imposer le respect et l'admiration. Les participants au Sommet officiel se réunissent au Centre des congrès de Québec, qui accueille régulièrement des « événements protocolaires internationaux »<sup>24</sup>, et les membres des médias accrédités transmettent leurs reportages à partir du Centre des médias de l'édifice. De même, une rencontre de discussion pour les partenaires des dirigeants a lieu au célèbre château Frontenac et une messe œcuménique pour les chefs d'État est célébrée à la chapelle des Ursulines<sup>25</sup>, dont le décor intérieur est considéré « comme l'un des chefs-d'œuvre de l'art de la Nouvelle-France »<sup>26</sup>. Accaparant les hauts lieux et leurs attributs symboliques, les dirigeants s'assurent d'un décor en mesure de rehausser le prestige de l'événement. Inversement, le

---

<sup>23</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-21-4.stm>; Le toit de l'hôtel Radisson tient également lieu d'observatoire, *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 14.

<sup>24</sup> *Québec Centre*, printemps 2001, vol. 17, n° 2, p. 2.

<sup>25</sup> *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 6; *Le Devoir*, 23 avril 2001, A 2.

<sup>26</sup> L'intérieur de la chapelle des Ursulines de Québec est l'œuvre de Pierre-Noël Levasseur, sculpteur québécois du XVIII<sup>e</sup> siècle, *Centre de conservation du Québec*, <http://www.ccq.mcc.gouv.qc.ca/realisations/sculptures/chandelier.htm>

Sommet des Amériques « consacre[...] de façon spectaculaire et notoire le rayonnement international de Québec »<sup>27</sup>. Puisqu'elle n'existe en tant que haut lieu que par rapport au reste de la ville, l'attrayante haute-ville est indissociable de son envers, la basse-ville.

Les opposants, dont les choix limités résultent de ceux, prioritaires, des dirigeants, se répartissent dans le quartier bordant les lieux de la rencontre officielle et dans les zones défavorisées, portuaires et industrielles dans la basse-ville. Ils se réunissent et sont logés dans les institutions d'enseignement de même que dans les centres communautaires, sportifs et artistiques, souvent reconnus comme lieux d'entraide, de création et de contestation<sup>28</sup>. Fidèle à sa tradition ouvrière, artisanale et commerçante, le quartier Saint-Jean-Baptiste accueille manifestants, résidants et curieux tout au long de l'événement. L'exclusion de l'Hôtel de ville de Québec et des Affaires municipales des lieux de la rencontre officielle est représentative du peu d'influence qu'exerce la ville sur le Sommet des Amériques. Illustrant le conflit des classes mis en évidence dans l'organisation, le maire de Québec se déclare « concierge de l'opération »<sup>29</sup> et précise bien que Québec a « zéro exposant zéro rôle à jouer lors du Sommet »<sup>30</sup>. En conformité avec la dénivellation physique et sociale de Québec, l'événement politique urbain se cons-

<sup>27</sup> *Québec Centre*, printemps 2001, vol. 17, n° 2, p. 2.

<sup>28</sup> Des forums et des activités publiques ont lieu au marché et au chapiteau du Vieux-Port, à l'École nationale d'administration publique, au Centre Horizon, au Complexe Méduse, à la Maison de la coopération et à la Caserne Ex-Machina, qui affiche à l'extérieur son propre message de contestation : « Les artistes sont libres et n'ont pas de comptes à rendre à la médiacrité », *Le Devoir*, 20 avril 2001, B 10.

<sup>29</sup> *Le Devoir*, 14-15 avril 2001, E 19.

<sup>30</sup> *Ibid.*

truit selon une prolétarisation des opposants, qui, n'ayant pas les moyens de s'offrir le prestige des hauts lieux, s'installent au pied de l'escarpement.

Le Vieux-Port et le quartier Saint-Roch voient leur vocation d'espace délaissé et marginalisé renforcée lors de l'événement. Les salles et les hôtels réservées en périphérie par les organisateurs du Sommet des peuples ayant été réquisitionnées par les autorités, le Sommet parallèle relocalise son principal lieu de rencontre, sa salle de presse, son poste d'accueil et une partie de ses activités au chaiteau et au marché du Vieux-Port. L'Îlot Fleurie, issu d'une transformation créative des espaces désaffectés au profit d'une mobilité accrue<sup>31</sup>, offre un espace permettant aux exclus urbains de refaire surface et de se recréer dans la ville « contre-identitaire »<sup>32</sup>. Lors du sommet, des groupes de musique et des disque-jockeys contestataires font danser de nombreux manifestants qui viennent se reposer et se ravitailler sous les bretelles de béton de l'autoroute. L'occupation du dessous de la ville, l'aspect délaissé des bas quartiers et le regard ascendant porté sur la haute-ville rappellent avec insistance la dualité qui caractérise l'espace urbain.

Entre les petites rues, où déambulent les manifestants, et l'image d'un événement politique urbain largement ouvert sur le monde, on retrouve la « contra-

---

<sup>31</sup> Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on exproprie les quartiers juif et chinois de la basse-ville pour poser les piliers de l'autoroute Dufferin-Montmorency, L. K. Morisset, citée dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 136.

<sup>32</sup> « Lettre à Monsieur D'Alembert », cité par Lucie K. Morisset, « Entre la ville imaginaire et la ville identitaire », dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 19.

diction originelle » de l'endroit, qui fait que « [c]'est en devenant, par excellence, la ville du secret bien gardé, de l'intimité la plus jalouse, que Québec peut naître à la vraie grandeur du monde »<sup>33</sup>. La haute-ville, qui s'offre comme théâtre de la représentation d'une puissance, fait rejouer ce paradoxe voulant que ce soit en se refermant en son centre que Québec s'ouvre à toute la planète<sup>34</sup>.

### 1. 1. 3. Périmètre de sécurité

Vu l'importance de l'événement, l'ampleur du mouvement d'opposition et la nature du lieu, on érige dans la haute-ville un périmètre de sécurité destiné à séparer les dirigeants, qu'il faut protéger, de la masse de manifestants, dont on craint la turbulence. Outre l'inconvenance causée, l'obligation pour les dignitaires de se frayer un chemin au milieu d'une foule de manifestants bruyants donnerait une représentation d'un pouvoir assailli, plutôt que maître de la situation. Comme l'indique le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) au sujet des rencontres internationales, les opposants menacent de faire dérailler la représentation :

Ces rencontres sont une source de revenus et permettent de mettre en valeur le caractère démocratique du Canada auprès de la communauté internationale. Les

---

<sup>33</sup> Gilles Marcotte, cité dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 97.

<sup>34</sup> Le gouvernement du Canada écrit : « Par l'entremise des participants et des 2 000 à 3 000 journalistes présents, les citoyens auront une occasion unique de faire connaître leur région à travers le monde ». *Hola Québec*, [http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm); La Sûreté du Québec écrit que lors de l'événement, « le monde entier avait les yeux tournés vers le Québec », « Rapport annuel de gestion 2001-2002 », *Sûreté du Québec*, p. 22.

activités de protestation et les manifestations pourraient cependant ternir cette belle image, surtout si la couverture médiatique est négative<sup>35</sup>.

À Québec, le périmètre vise à aménager un espace garantissant le déroulement harmonieux de la rencontre. En plus des impératifs de sécurité, des besoins de représentation conduisent à la division de l'espace urbain. Lors de l'événement, les deux espaces séparés, mais contigus, sont investis de façon diamétralement opposée, d'un côté par les participants au Sommet officiel, de l'autre par les manifestants. Afin de prévenir la transgression des limites entre l'espace figé de la zone close et l'espace mouvant de la périphérie, l'escouade anti-émeute, dotée d'un équipement de protection ultra-sophistiqué et armée de fusils à gaz lacrymogènes, de fusils à balles de plastique et de canons à eau, se déploie le long du périmètre de sécurité<sup>36</sup>. La *Ligue des droits* fait remarquer que, dans un contexte où les événements sont télédiffusés en direct dans le monde entier, une arme qui « permet de neutraliser un individu ou de disperser une foule sans qu'il y ait de contacts physiques entre les policiers et les manifestants » présente des avantages indiscutables<sup>37</sup>. Ainsi, de même que les gaz lacrymogènes ont l'avantage d'éviter les empoignades, « [l]'intérêt [des fusils à balles de plastique] en est surtout un d'image publi-

---

<sup>35</sup> Extraits du rapport n ° 2000/08 du SCRS intitulé « L'antimondialisation, un phénomène en pleine expansion », *Radio-Canada*, <http://radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/11a.asp>

<sup>36</sup> Les forces policières ont à leur disposition « un des meilleurs équipements de protection qui soit, ainsi qu'une panoplie d'instruments de répression », « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques, Québec avril 2001 », Rapport du comité de surveillance des libertés civiles, *Ligue des droits et libertés*, Montréal, 2001, p. 47.

<sup>37</sup> « Rapport sur l'utilisation des balles de plastique lors de manifestations », *Ligue des droits et libertés*, document de travail, 2002, p. 4.

que »<sup>38</sup>. Sont affectés au Sommet de Québec six mille cinq cents policiers, deux mille militaires comme soutien logistique<sup>39</sup>, ainsi qu'un nombre gardé secret de policiers étrangers et de policiers des escouades tactiques<sup>40</sup>. La quantification vise à accroître l'importance des effectifs de sécurité et à impressionner les opposants.

Le 1<sup>er</sup> avril 2001, en vue de l'événement, on installe dans le Vieux-Québec une clôture en treillis métallique fixée dans une base en béton, longue de près de quatre kilomètres, haute de trois mètres et délimitant une superficie de plus de seize kilomètres carrés<sup>41</sup>. L'architecture défensive éphémère englobe les plaines d'Abraham et la moitié sud des fortifications. Des points d'accès sont aménagés pour permettre aux individus autorisés de circuler entre la zone close et sa périphérie. Côté fleuve, la falaise tient lieu de barrière naturelle; à l'extrémité ouest se trouvent les plaines d'Abraham; à l'extrémité est se dresse le Château Frontenac.

Le périmètre clôturé déchire le tissu urbain. Il longe la partie ouest des plaines d'Abraham avant de bifurquer sur l'avenue Taché et de se poursuivre sur la rue de Claire-Fontaine, puis sur la rue de l'Amérique française, excluant le Grand Théâtre de Québec et le Parc de l'Amérique française. Découpant en deux le quartier Saint-Jean-Baptiste, la clôture passe derrière l'hôtel Radisson et, sur la rue Saint-

<sup>38</sup> « Rapport sur l'utilisation des balles de plastique [...] », *op. cit.*, p. 4.

<sup>39</sup> « Rapport annuel de 2001-2002 du Chef d'état-major de la Défense », *Défense nationale*, Canada, p. 6.

<sup>40</sup> *Le Devoir*, 28 mars 2001, A 5.

<sup>41</sup> Le périmètre de sécurité mesure 3,8 kilomètres. La superficie de la zone close est de 16,3 km<sup>2</sup>, Luca Palladino et David Widgington, *Counter Productive : Québec City Convergence Surrounding the Summit of the Americas*, Montréal, Cumulus Press, 2002, p. 90. Voir carte du périmètre en annexe.

Jean, se greffe à la clôture de l'Église St-Matthew, située à l'intérieur de la zone close. Le quartier Saint-Jean-Baptiste, dont l'expansion a longtemps été « soumise aux impératifs de défense de la ville »<sup>42</sup>, revoit en quelque sorte son histoire se rejouer en étant, cette fois, soumis aux impératifs de sécurité de la ville close. Au sommet, le quartier se retrouve au cœur de la zone de conflit. Empruntant la rue d'Aiguillon, le périmètre clôturé traverse la jonction de la Côte d'Abraham et de l'avenue Dufferin-Montmorency, puis se prolonge sur la rue Richelieu, au bout de laquelle il pénètre dans l'enceinte fortifiée, qu'il divise en deux. À l'intérieur des fortifications, le périmètre bifurque vers le fleuve sur la rue d'Auteuil et suit le mur jusqu'à la ruelle des Ursulines. La clôture grillagée, entrecoupée par le monastère des Ursulines, reprend sur les rues Desjardins, Sainte-Anne et du Trésor pour se joindre à l'enceinte bastionnée, en haut de la côte de la Montagne.

La ville close englobe des lieux clés du pouvoir provincial, dont l'Assemblée nationale du Québec, les Complexes G, H et J, ainsi que la colline parlementaire, dont l'édification, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, entraîne la démolition de la moitié des logements du quartier Saint-Jean-Baptiste<sup>43</sup>. La chapelle des Ursulines, le château Frontenac, les hôtels Radisson et Concorde, ainsi que le Centre des congrès de Québec sont inclus dans la zone close. Il s'agit de conserver du côté de

---

<sup>42</sup> *Ville de Québec*, [http://www.ville.quebec.qc.ca/fr/ma\\_ville/quartiers/portrait/portrait\\_saint-jean.shtml](http://www.ville.quebec.qc.ca/fr/ma_ville/quartiers/portrait/portrait_saint-jean.shtml)

<sup>43</sup> En quelques années, un mouvement composé d'une quinzaine d'organisations se mobilise pour exiger la conservation des logements. Né de ce mouvement, le Comité populaire de Saint-Jean-Baptiste participe activement aux protestations lors du Sommet des Amériques à Québec, *Alternative Libertaire*, <http://iquebec.ifrance.com/NouvelOrdre/anarchie-quebec.html>

l'ordre établi le poids symbolique d'importantes structures militaires et d'édifices gouvernementaux, religieux et hôteliers.

## 1. 2. VILLE DU SOMMET DES AMÉRIQUES : ESPACE CLOS, PÉRIPHÉRIE ET SYMBOLIQUE

Au Sommet de Québec, le gouvernement fédéral et les contestataires se ré-approprient, en fonction de leurs moyens et de leurs objectifs, l'espace façonné par l'urbanisme. De toute évidence, la gestion de l'espace, opérée par les autorités à l'intérieur du périmètre de sécurité, se situe aux antipodes de l'investissement de l'espace réalisé par les manifestants en périphérie. Déterminée par la barrière dressée entre dirigeants et opposants, la reconfiguration des lieux « symbolise[...] la séparation entre le pouvoir et la rue »<sup>44</sup>, le caractère douteux des négociations de la ZLÉA et l'autoritarisme des dirigeants.

### 1. 2. 1. Ville close : contrôle et mise en scène

La construction pour le Sommet des Amériques d'une cité hâtive et artificielle, ceinte d'une barrière en treillis métallique, est régie par un type de logique qui évoque celle de la ville pestiférée décrite par Foucault :

---

<sup>44</sup> *Le Journal économique*, juin 2001, vol. 10, n° 8, p. 107.

Dans un cas, une situation d'exception : contre un mal extraordinaire, le pouvoir se dresse; il se rend partout présent et visible; il invente des rouages nouveaux; il cloisonne, il immobilise, il quadrille; il construit pour un temps ce qui est à la fois la contre-cité et la cité parfaite<sup>45</sup>.

Le gouvernement fédéral confie l'organisation de l'événement d'envergure à un état-major composé de quatre corps de police, nommé le Comité directeur du Sommet des Amériques<sup>46</sup>. Ce dernier agit pour transformer la ville dans le cadre d'une opération spéciale et extraordinaire s'inscrivant dans un mandat de « protection du territoire »<sup>47</sup>. Le Comité directeur, avant de prendre en charge la gestion de l'espace urbain, obtient de la ville l'autorisation d'« occuper temporairement une partie du domaine public [...] afin d'y ériger des clôtures pour former un périmètre de sécurité »<sup>48</sup>. Exprimant les tensions entre les deux niveaux de gouvernement, le maire de la ville souligne la prévalence du pouvoir fédéral sur les autorités municipales : « C'est une ville canadienne où le fédéral a choisi d'accueillir les gens. C'est son invitation, ses invités, sa sécurité »<sup>49</sup>. La ville close se fait « contre-cité ». Elle est envahie et transformée par un pouvoir exogène et elle s'érige selon un principe d'exclusion spatiale. Toutefois, la ville close se veut également « cité parfaite »,

---

<sup>45</sup> Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1975, p. 239.

<sup>46</sup> Le Comité est constitué du Service de police de la Ville de Québec, de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et de la protection publique de la ville de Sainte-Foy. Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 20 décembre 2000, Dossier No 24000/1, Résolution CE-2000-6594.

<sup>47</sup> « Rapport d'activités 2001-2001 », *Sûreté du Québec*, p. 19.

<sup>48</sup> Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 20 décembre 2000, Dossier No 24000/1, Résolution CE-2000-6594.

<sup>49</sup> Paradoxalement, le maire se fait locateur d'une ville qui ne lui appartient pas : « Sur le principe, on convient que vous utilisez la ville. Notre contribution, c'est de vous la prêter », *Le Devoir*, 14-15 avril 2001, E 19.

car elle obéit à un principe d'exclusivité et rend possible un contrôle quasi total de l'espace, des individus et des événements.

La mise en place du périmètre de sécurité s'accompagne d'une gestion centralisatrice et détaillée des lieux et des occupants de la ville close. À l'exception des résidants et des commerçants qui tiennent lieu d'habitants idéaux, tous les citadins, tous les touristes et tous les manifestants, sont exclus de la zone protégée, dont l'accès est soumis à un contrôle strict. Trente-quatre chefs d'État, environ neuf mille participants au Sommet officiel, dont trois mille membres des médias accrédités<sup>50</sup>, mille employés, contractuels et bénévoles, un nombre inconnu d'agents de sécurité, de policiers et de militaires doivent se soumettre à une enquête policière<sup>51</sup> pour obtenir l'accréditation<sup>52</sup> donnant accès aux sites du sommet. Résidants et commerçants, qui n'ont pas accès aux sites du sommet doivent se procurer un laissez-passer, indiquant leur nom, prénom et sexe, qu'ils doivent accompagner d'une carte d'identité. Les renseignements recueillis lors de ce processus sont consignés dans une base de données<sup>53</sup>. Lors de l'événement, on enjoint les résidants de « minimiser [leurs] déplacements et de penser à [se] déplacer avec une preuve de

---

<sup>50</sup> On compte « [p]lus de 9000 participants de tous les horizons, des cadres supérieurs du secteur public aux leaders du commerce international et aux représentants des médias nationaux et internationaux », *Hola Québec*, [http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)

<sup>51</sup> *MiniMot*, vol. 9, n° 7, 11 décembre 2000, [n.p.].

<sup>52</sup> Le site *Hola Québec* affiche un lien « Sécurité-Sommet », diffusé par les organisations policières, expliquant la logistique et les procédures d'accès au périmètre. En août 2003, le lien n'est plus fonctionnel.

<sup>53</sup> On promet aux résidants que la banque de donnée sera détruite après le sommet. *MiniMot*, Comité des citoyens du Vieux-Québec, vol. 9, n° 7, le 11 décembre 2000, [n.p.]; Environ quarante-trois mille personnes sont autorisées à entrer dans le périmètre, *AmeriquesCanada.org*, <http://www.americascanada.org/eventsummit/media/faq/faq-f.asp>

résidence »<sup>54</sup>. La réinsertion contrôlée des individus dans la ville close permet d'examiner et de répertorier dans le détail chacun des occupants.

La recomposition de l'espace, opérée par les forces policières, vise à définir le champ de possibilités des participants au Sommet officiel et à réduire celui des opposants. En vue de l'événement, le Comité directeur monte la scène sur laquelle il dirigera les regards. Dans la ville close, des édifices publics et privés sont vidés de leurs occupants avant d'être réinvestis par les autorités. Les institutions d'enseignement ferment temporairement leurs portes, la fonction publique donne congé à cinq mille six cents fonctionnaires<sup>55</sup>, tous les hôtels, non seulement dans la zone close, mais dans toute la région, sont réquisitionnés par le Comité directeur<sup>56</sup> et tous les appartements disponibles à l'intérieur du périmètre sont loués par la Gendarmerie royale du Canada (GRC)<sup>57</sup>. La clôture, spécification d'un lieu hétérogène à tous les autres et refermé sur lui-même, vise à assurer un contrôle absolu sur l'espace que les autorités s'approprient, ainsi que sur l'événement et sa représentation.

Lors du Sommet des Amériques à Québec, la ville close est immobilisée dans le fonctionnement de mesures de sécurité intensives nommées « Opération

---

<sup>54</sup> *MiniMot*, vol. 10, n° 2, 16 avril 2001, [n.p.].

<sup>55</sup> Pour des raisons stratégiques, le périmètre de sécurité est fermé plus tôt que prévu et les fonctionnaires sont évacués en autobus, *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 3; *Le Devoir*, 24-25 mars 2001, A 3.

<sup>56</sup> *Le Devoir*, 17 avril 2001, A 7; *Québec Centre*, été 2002, vol. 6, n° 1, p. 5; *24 images*, n° 107-108, automne 2001, p. 48.

<sup>57</sup> *Topo-Info*, <http://www2.canoe.com/infos/dossiers/archives/2001/04/20010406-100407.html>

Quadrille »<sup>58</sup>. Les « services de police intégrés »<sup>59</sup> affectés au Sommet partagent des renseignements stratégiques et des connaissances opérationnelles et tactiques afin d'assurer une maîtrise globale de l'événement. Les forces policières et militaires se font omniprésentes et omniscientes dans l'espace urbain. Elles disposent d'un logiciel de modélisation et de visualisation tridimensionnelle de la ville de Québec et de ses environs, qui permet de faire une analyse exhaustive des situations conflictuelles et de mettre des stratégies à l'essai dans des scènes virtuelles<sup>60</sup>. À l'aide de systèmes de radar et de communications, les militaires assistent l'aéroport de Québec dans la gestion et la surveillance de l'espace aérien survolant la partie est de la ville<sup>61</sup>. De même, des hélicoptères dotés d'appareils de vision nocturne et de photographies aériennes permettent aux forces policières de capter la ville en tout temps. À l'intérieur du Centre des Congrès, quarante caméras sont stratégiquement placées afin de rendre les angles morts presque inexistantes, jour et nuit<sup>62</sup>. L'ensemble des activités de sécurité de l'édifice est relié à un poste de commandement central qui, lors de l'événement, est en relation avec la GRC et avec d'autres corps policiers, québécois et étrangers<sup>63</sup>. Dans l'espace clos, découpé,

---

<sup>58</sup> *Feuille d'érable*,

[http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=Vol4\\_17\\_\\_\\_Dnews3-6](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=Vol4_17___Dnews3-6)

<sup>59</sup> *Gendarmerie royale du Canada*, [http://www.rcmp-grc.gc.ca/priorities/integrated\\_f.htm](http://www.rcmp-grc.gc.ca/priorities/integrated_f.htm)

<sup>60</sup> Le logiciel, qui assure une bonne connaissance de la situation dans un environnement urbain complexe, permet de créer et d'analyser des modèles en trois dimensions à haute résolution, précis du point de vue géospatial et couvrant des grandes étendues, *Défense nationale*, [http://www.drev.dnd.ca/f/actualitesdisplay\\_f.asp?lang=f&page=33&news=45](http://www.drev.dnd.ca/f/actualitesdisplay_f.asp?lang=f&page=33&news=45); « Rapport annuel 2001-2002 », *Recherche et développement pour la défense du Canada*, p. 17.

<sup>61</sup> *Défense nationale*, [http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/8accs\\_f.htm](http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/8accs_f.htm)

<sup>62</sup> *Québec Centre*, été 2002, vol. 6, n° 1, p. 5.

<sup>63</sup> *Ibid.*

soumis à une visibilité de tous les instants, la surveillance témoigne d'un dispositif de contrôle et de centralisation influant sur l'imaginaire.

Ainsi à la limite de la fiction, la zone clôturée au centre du Vieux-Québec est décrite comme « un cocon bien protégé, sorte de ville irréaliste copiée d'un *Truman Show* »<sup>64</sup>. Un peu comme dans ce film<sup>65</sup>, les chefs d'État se rencontrent à l'intérieur d'une ville artificielle, que des forces policières ont renfermée derrière une clôture pour les isoler de l'espace urbain environnant. Policiers et militaires sont tous engagés par le Comité directeur du Sommet des Amériques, qui orchestre le déroulement de l'événement, diffusé en partie dans les médias du monde entier. L'espace publicitaire que constitue l'espace clos est fortement convoité : des grandes entreprises canadiennes soutiennent l'événement par le biais de commandites pour se faire connaître sur la scène internationale et le gouvernement provincial dépense deux millions de dollars en publicité pour donner de la visibilité au Québec<sup>66</sup>. Tout se déroule dans le calme et la représentation se veut impeccable. Seuls les membres des médias accrédités ont accès aux discussions officielles. Néanmoins, des phénomènes étranges surviennent dans la ville close et sèment le doute

---

<sup>64</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 5. Truman, le personnage principal du film de Peter Weir, est adopté par une chaîne de télévision et grandit dans une ville artificielle construite sous un dôme géant, plateau de tournage coupé du reste du monde. À son insu, il est le héros d'une série télévisée diffusée jour et nuit dans le monde entier. Filmé en permanence par des caméras cachées, Truman vit entouré d'acteurs engagés par un réalisateur qui orchestre sa vie. Toutefois, des phénomènes bizarres survenant autour de lui le poussent à se poser des questions.

<sup>65</sup> Toujours dans cette idée de la ville comme plateau de tournage, on parle du Sommet des Amériques comme d'une « superproduction avec des bombes », *24 images*, n° 107-108, automne 2001, p. 48.

<sup>66</sup> Des drapeaux et des affiches sont accrochés dans la ville close, ainsi qu'un panneau électronique sur le Québec devant le Palais des Congrès, *Le Devoir*, 11 avril 2001, A 1; *Le Devoir*, 6 avril 2001, A 8; *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 4.

sur son caractère imperturbable : la fumée des gaz lacrymogènes, poussée par le vent, pénètre dans le périmètre et retarde les cérémonies d'ouverture<sup>67</sup>, une montgolfière survole la zone aérienne interdite au-dessus du périmètre<sup>68</sup>, les accès qui devaient permettre la circulation entre les deux zones sont complètement bloqués et des employés d'hôtel pris dans le périmètre sont forcés de dormir dans les salles de lavage ou dans les réserves de savon de l'hôtel<sup>69</sup>. Comme sous le dôme de Truman, la ville remaniée derrière le périmètre tente de réaliser le fantasme d'une maîtrise de l'espace et de ses occupants à des fins précises, dans ce cas-ci, à des fins d'efficacité politique, médiatique et sécuritaire. Cette efficacité réside également dans la mise en scène d'un pouvoir, qui exploite un décor naturel pour mettre en valeur son influence dominante.

Le périmètre de sécurité délimite un espace rêvé, exempt de tout danger, où les éléments perturbateurs ou dangereux ne doivent pas pénétrer. Dans l'espace urbain, ce partage entre les uns et les autres apparaît comme le moyen idéal de « préserver la sécurité »<sup>70</sup>, c'est-à-dire de créer une « [s]ituation [...] tranquille qui résulte de l'absence réelle de danger »<sup>71</sup>. En opposant absence et présence de danger, la notion de sécurité sous-tend une conception dualiste du monde<sup>72</sup>. Puisque l'appari-

<sup>67</sup> *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 1; *24 images*, n° 107-108, automne 2001, p. 49.

<sup>68</sup> *Défense nationale*, [http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/8accs\\_f.htm](http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/8accs_f.htm)

<sup>69</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 3, août 2001, p. 9.

<sup>70</sup> Lettre de la GRC annexée à un extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 20 décembre 2000, (Dossier No 24000/1, Résolution CE-2000-6594).

<sup>71</sup> *Le Petit Robert*.

<sup>72</sup> Un porte-parole de la SQ affirme de but en blanc : « pas de clôture, pas de Sommet », *Vue du Sommet*, Magnus Isacson, Office national du film, 75 min, 2001.

tion du moindre danger fait disparaître l'état de sécurité, il est nécessaire d'identifier, puis d'exclure, tout élément à risque, ce qui comprend une grande part de doute et d'imprécision. L'intransigeance sous-tend l'organisation de la ville close car, comme l'indique le directeur général de la Sûreté du Québec (SQ), « [l]e pire danger, c'est de se faire prendre par surprise »<sup>73</sup>. Découle de cette configuration excluante un besoin de protection contre une menace que le clivage en soi n'élimine pas, mais qu'il repousse à la périphérie. Pour les autorités, l'enfermement spatial constitue un espace protecteur. Ainsi, l'appareil policier et le dispositif sécuritaire déployés dans la ville ne constituent pas un affront, ni une atteinte délibérée aux droits des citoyens, mais bien une réaction défensive visant à protéger les dirigeants contre un ennemi potentiel caché dans la foule, cantonnée hors les murs selon une pratique de l'exil-clôture<sup>74</sup>.

### 1. 2. 2. Périphérie : modes d'appropriation et formes d'expression

Au Sommet de Québec, la fermeture du centre a comme revers l'ouverture de l'espace périphérique, qui accueille des milliers de manifestants. Construite selon une pratique du rejet, la ville périphérique est appréhendée comme lieu de con-

---

<sup>73</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-7.stm>; À propos des mesures de sécurité, un journaliste écrit que « le pari est devenu une prison : il ne peut y avoir de dérapage ni de perte de contrôle. Tout doit être « Spic and Span ». Absolument. » *Le Devoir*, 20 avril 2001, B 4.

<sup>74</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 231.

testation et comme vecteur de communication essentiel à « l'exercice de la démocratie »<sup>75</sup>.

Le découpage de l'espace réoriente les pratiques urbaines et redéfinit les modes de circulation dans la ville, qui se voit réinvestie en fonction de la contestation. La clôture délimitant la ville close sectionne les artères et empêche brusquement la circulation : à l'extérieur, l'avenue Dufferin-Montmorency, la côte d'Abraham, la rue Saint-Jean, le boulevard René-Lévesque et la Grande-Allée se heurtent toutes à un mur infranchissable. Paradoxalement, les culs-de-sac formés par la barrière de sécurité se transforment en places publiques, où se rassemblent des milliers d'opposants à la ZLÉA. Témoignant d'une conscience de la ville comme espace à occuper, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste invite la population à descendre dans la rue : « C'est notre quartier, ce sont nos rues : occupons-les ! »<sup>76</sup>. En haute-ville, dans les quartiers bordant le périmètre de sécurité, ainsi qu'en basse-ville, dans le Vieux-Port et le quartier Saint-Roch, la circulation automobile se voit presque entièrement remplacée par les déplacements à pied. Ainsi, des voies de passage rapide sont converties en lieux de contestation. L'espace public, qui, avec l'avènement de la technologie du déplacement moderne, est devenu essentielle-

---

<sup>75</sup> Les manifestations sont vues comme « des protestations publiques légitimes qui sont une composante essentielle de l'exercice de la démocratie », *Association québécoise des organismes de coopération internationale*, <http://www.aqoci.qc.ca/archives/communiqués/2000/menard.html>

<sup>76</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 1.

ment « fonction de la mobilité »<sup>77</sup>, est reconsidéré lors du sommet comme lieu à occuper et à faire signifier.

En étant porteurs de sens, les grands rassemblements réhabilitent la rue comme espace politique et donnent à entendre les revendications par son entremise plutôt que par celle des institutions parlementaires. La *Ligue des droits et libertés* souligne pour les citoyens qui n'ont pas accès aux médias de masse pour exprimer leurs opinions, les manifestations demeurent un moyen d'expression privilégié<sup>78</sup>. Ainsi, manifester dans les rues de la ville se vit comme moyen d'« exercer sa citoyenneté »<sup>79</sup>. Cependant, puisqu'ils viennent manifester à Québec dans le but de se faire entendre des dirigeants réunis en haute-ville, les contestataires estiment que le très grand périmètre de sécurité brime leur droit à la liberté d'expression. En effet, en plus de restreindre l'accès à un espace public, le périmètre empêche les manifestants de se rendre exprimer leurs points de vue à une portée raisonnable des chefs d'État et de gouvernement<sup>80</sup>. Parce qu'elle isole les dirigeants, la ville close constitue une entrave à la liberté d'expression<sup>81</sup>.

<sup>77</sup> Richard Sennett, cité dans *Penser la ville : choix de textes philosophiques*, Pierre Ansay et René Schoonbrodt, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1989, p. 282.

<sup>78</sup> La Cour suprême du Canada écrit : « La démocratie représentative, qui est en grande partie le fruit de la liberté d'exprimer des idées divergentes et d'en discuter, dépend pour son existence de la préservation et de la protection de [la liberté d'expression] », citée dans « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 52.

<sup>79</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 6, 11.

<sup>80</sup> Un journaliste et manifestant à la Marche des peuples écrit : « Quant aux chefs d'État, à qui nos messages étaient adressés, ils n'ont même pas su que nous existions, confinés qu'ils sont demeurés dans leur forteresse au sommet », *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 7.

<sup>81</sup> En 2002, dans son rapport sur les événements survenus lors de la conférence de l'APEC, en 1997, un juge recommande aux dirigeants de la GRC de prendre les mesures nécessaires, lors de grands événements, « pour permettre aux manifestants pacifiques de voir les délégués et d'être vus par eux dans leur démarche

Les manifestations constituent l'ébauche d'une union réelle de groupes autour d'une cause commune, défendue, le temps de l'événement, dans un espace géographiquement limité. Quatre grandes marches tracent différents chemins, certaines à l'écart, d'autres en direction du périmètre de sécurité. Le soir précédant l'événement, environ deux mille manifestants défilent pacifiquement de l'Université Laval à l'Îlot Fleurie, à l'écart du périmètre de sécurité, dans le cadre de la Marche aux flambeaux « [c]ontre la grande noirceur des exploités »<sup>82</sup>. Vendredi, jour d'ouverture du sommet, deux marches quittent au même moment l'Université Laval. Elles empruntent des trajets séparés pour se rendre devant le périmètre de sécurité, près du Grand-Théâtre et au sommet de la côte d'Abraham, où elles comptent respectivement environ cinq mille et mille manifestants<sup>83</sup>. Samedi, le deuxième Sommet des peuples se conclut par la Marche des peuples des Amériques, « grande manifestation unitaire et festive »<sup>84</sup> ayant pour thème « Bâtir ensemble des Amériques solidaires »<sup>85</sup>. La marche, qui rassemble entre trente mille et soixante mille manifestants, sans compter les haies formées de chaque côté des rues, part du Marché du Vieux-Port et se rend au parc d'Expo-Cité, en basse-ville.

---

et d'éviter de réunir ces derniers sur un campus universitaire où ils sont isolés et protégés contre toute manifestation visible et audible de dissidence », *La Gazette*, vol. 64, n° 1, 2002, p. 8.

<sup>82</sup> La Marche aux flambeaux est organisée par la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA), *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/13a.asp>; *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 3; « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 8.

<sup>83</sup> La première marche est organisée par la CLAC et la CASA, la seconde par le Groupe opposé à la mondialisation des marchés (GOMM), « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 9-10.

<sup>84</sup> *Droit de parole*, mars 2001, cahier OQP 2001, p. 4.

<sup>85</sup> Programme officiel du deuxième Sommet des peuples des Amériques, p. 40.

Deux contingents se greffent au défilé, qui occupe des rues entières sur quatre kilomètres<sup>86</sup>. Les trajets témoignent d'une volonté de se réapproprier la ville par le mouvement, comme l'indique le slogan « À qui la rue? À nous la rue! »<sup>87</sup>. À l'opposé de la fixité des institutions et de la clôture, il y a une valeur politique de marcher. De fait, un mouvement politique de contestation doit se montrer capable d'avancer, de progresser et de faire changer les choses. Enfin, puisque que la présence physique est signifiante, le seul fait de se montrer dans la rue constitue un geste politique.

En marge du Sommet des Amériques à Québec, en dépit de l'impossible communication avec les dirigeants, c'est la rue comme lieu d'expression et la parole comme acte. La rue s'ouvre aux assemblées publiques. Un résidant, équipé d'un micro et d'un amplificateur, transporte « sa tribune portative de coin de rue en coin de rue toute la fin de semaine, causant des attroupements aussi massifs qu'inoffensifs »<sup>88</sup>. En tant qu'action politique, la « prise de parole »<sup>89</sup> permet une certaine réappropriation du débat et des enjeux, ce qui favorise l'élargissement de

<sup>86</sup> Le premier contingent, formé de militants d'OQP-2001 et de membres du Syndicat de la fonction publique du Québec, se réunit au Musée du Québec, sur les plaines d'Abraham, où le rejoignent des étudiants partis de l'Université Laval. Le contingent, qui compte environ dix mille personnes, rejoint le cortège principal en basse-ville, *Réseau du Forum social* [...], <http://www.reseauforum.org/oqp2001/Avril2001%20Archives/carte.htm>; *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 8. Le deuxième contingent, rassemblant de un à deux mille manifestants, se met en branle à l'église Saint-Roch, puis se greffe à la grande marche. *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 5; *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-22.stm>

<sup>87</sup> M. Isacson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*

<sup>88</sup> *L'Actualité*, 26, n° 9, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 51; De même, la ville de Québec « donne[...] une place aux citoyens en installant une tribune sonorisée devant l'Hôtel de Ville », *MiniMot*, vol. 10, n° 2, le 16 avril 2001, [n.p.].

<sup>89</sup> *Bulletin FSE*, n° 59, mai-juin 2001, p. 3; Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste lance un appel à la population : « Contre le fait de clôturer et militariser Québec : Faites-vous entendre ! » *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 1.

l'espace de contestation. De même, les tracts, les affiches, les graffitis et les publications des opposants créent un espace discursif constituant une extension de la ville. Tirant profit de la « démocratisation de la technologie »<sup>90</sup>, les contestataires montent des sites Internet et écrivent dans les médias électroniques alternatifs, dont *Indymedia* et le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ), créé spécialement pour le sommet<sup>91</sup>. Par le biais de ces tribunes médiatiques ouvertes à la participation citoyenne, l'écran d'ordinateur devient le symbole même de l'espace qu'on se redonne.

### **1. 2. 3. Périmètre de sécurité comme symbole de l'autorité et de provocation**

Ressentie comme expression de la domination sociale des dirigeants et comme marque de l'oppression sociale de la population, l'exclusion spatiale est interprétée comme atteinte à la démocratie et inspire facilement des allusions à des régimes autoritaires et à la confrontation. Le périmètre de sécurité est l'obstacle symbolique où viennent se rejoindre, de façon visible, les forces de l'ordre et les contestataires. Ce qui est en jeu, c'est l'occupation de la ville close dans la mesure où elle affiche le pouvoir de l'État de s'approprier la place publique, d'en restreindre

---

<sup>90</sup> « Rapport sur les plans et les priorités de la GRC de 2001-2002 », *Gendarmerie Royale du Canada*, p. 23.

<sup>91</sup> Le CMAQ est à la fois un point de rencontre physique et une plate-forme virtuelle d'échange d'informations alternatives et indépendantes, qui vise à susciter les débats et la participation citoyenne autour de Québec 2001. Lors de l'événement, le CMAQ opère à partir du Complexe Méduse, coopérative de producteurs et de diffuseurs artistiques, culturels et communautaires située entre la haute-ville et la basse-ville, <http://www.cmaq.net/fr/index.php>

dre l'accès et d'avoir recours à une violence légale, jugée abusive par les manifestants et par une partie de la population<sup>92</sup>.

Pour les opposants, la ville close constitue la projection, dans l'espace urbain, de ce qu'ils reprochent à la ZLÉA :

[Le mur allait] représenter exactement ce que bien des gens ordinaires redoutent des discussions entourant la Zone de libre-échange des Amériques [...] : l'absence de transparence, de clarté, d'accessibilité aux discussions, bref, l'impression que quelque chose se trame au-dessus des populations concernées, qu'on souhaite plutôt tenir dans l'ignorance malgré l'importance des enjeux...<sup>93</sup>

Si le périmètre tient la population à l'écart des dirigeants et entrave la liberté d'expression et de réunion, cela signifie, pour les contestataires, que la ZLÉA pratiquera également l'exclusion. Au Sommet de Québec, les chefs d'État s'entendent sur la clause démocratique, qui exclut des négociations de la ZLÉA tout pays qui ne se conforme pas à cette exigence. Des manifestants, toutefois, critiquent le manque de concordance entre les discours des dirigeants et leur action dans l'espace urbain<sup>94</sup>. Plusieurs soulignent le paradoxe faisant que pour discuter de la libre circulation des biens et services dans les Amériques, on doit restreindre la circulation des

<sup>92</sup> En effet, « la transformation « physique » [de l'espace urbain] donne à l'œil la possibilité de voir les structures, les idées et les fondements de la construction », Chantal Hébert et André Ouellette, cités dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 78.

<sup>93</sup> *Le Journal économique*, juin 2001, vol. 10, n° 8, p. 107; Déplorant l'exclusion des parlementaires du processus d'intégration économique de même que le secret entourant les négociations, le président de l'Assemblée nationale du Québec déclare que les chefs d'État agissent « comme s'ils étaient des monarques élus à la tête d'oligarchies politico-technocratiques », *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/organisation/4-12.stm>

<sup>94</sup> OQP 2001 écrit à ce sujet : « Les belles déclarations des chefs d'État barricadés sur la démocratie, la transparence et l'ouverture aux groupes contestataires sont en parfaite contradiction avec les gestes qu'ils posent effectivement », *L'Infobourg*, novembre 2001, cahier spécial OQP-2001.

personnes dans la ville de Québec<sup>95</sup>. Par conséquent, le « on-ne-peut-plus-anti-démocratique-périmètre-de-sécurité »<sup>96</sup> est brandi comme preuve que les participants au sommet « ourdissent quelque chose de croche »<sup>97</sup> :

Si cet accord vise réellement le bien-être des citoyens des Amériques, comment se fait-il que des centaines de millions de citoyenNEs [sic] sont tenus à l'écart et que nos dirigeants ressentent le besoin de se cacher dans de véritables forteresses pour négocier?<sup>98</sup>

L'idée de la ville close comme reflet de l'organisation politique est également exploitée dans le slogan : « *This is what democracy looks like* »<sup>99</sup> scandé par les manifestants devant la clôture protégée par les forces de l'ordre. Parce qu'il repousse les manifestants en périphérie et leur barre le chemin de la parole, le périmètre se mérite l'appellation de « barrières anti-peuple »<sup>100</sup>. L'objet clôture devient donc rapidement le symbole vers lequel convergent les divergences.

Les impressionnantes mesures de sécurité et la puissante présence policière amènent des manifestants à faire allusion aux régimes totalitaires. À l'aide d'expressions hyperboliques, ils mettent en relief l'idée de la clôture grillagée comme structure oppressive, illégale et arbitraire. Inscrite sur la base de béton de la clôtu-

<sup>95</sup> Un journaliste, dans l'article « Le Sommet des paradoxes », note qu'« à l'heure du libre commerce, il fallait passer au détecteur de métal et exhiber son accréditation pour acheter un paquet de cigarettes au seul dépanneur encore ouvert sur la Grande Allée », *Le Journal de Québec*, 21 avril 2001, p. 13.

<sup>96</sup> *L'Infobourg*, août 2001, p. 2; On parle aussi de « la clôture antimilitants », *Le Soleil*, 2 avril 2001.

<sup>97</sup> *Droit de parole*, mars 2001, p. couv.

<sup>98</sup> OQP-2001, cité dans OQP-2001, <http://www.oqp2001.org/fr/pages/documents.htm>

<sup>99</sup> M. Isacsson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*; De même, un député néodémocrate canadien reproche au gouvernement fédéral de transformer la ville de Québec en véritable forteresse militaire, signe, selon lui, d'une atteinte à la démocratie, *Topo-Info*,

[http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/fev28\\_sommet2-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/fev28_sommet2-cp.html)

<sup>100</sup> *Droit de parole*, vol. 28, n° 3, mai 2001, p. 7.

re<sup>101</sup> et fréquemment employée par les opposants et les journalistes, l'analogie « Mur de la honte » dérive inévitablement vers de nombreuses allusions au fascisme<sup>102</sup>. Pour accuser la ville close d'être incompatible avec la clause démocratique de la ZLÉA, un opposant écrit que « Québec a reçu des démocraties derrière le même type de grillage qui protégeait, il y a une dizaine d'années encore, les dictateurs de tout acabit »<sup>103</sup>. L'idée d'une action délibérément posée par les autorités contre la population revient fréquemment. Pour exprimer l'outrage et marquer comme illégitimes les pratiques urbaines de la ville close, les configurations thématiques dessinées par les dits et écrits des manifestants réduisent souvent à la criminalité les chefs d'État et d'entreprise œuvrant pour la ZLÉA et la mondialisation du capitalisme<sup>104</sup>.

Bien que du point de vue logistique, le périmètre facilite la tâche aux forces policières; du point de vue politique, il entraîne un problème de légitimité. Craignant que les forces de l'ordre exercent des pouvoirs devant être l'exclusivité d'une instance politique, un avocat, plaidant sa propre cause, conteste en Cour supérieure le fait que ce sont les forces policières, et non le Parlement formé des élus

<sup>101</sup> M. Isacsson, *Vue du Sommet*, op. cit.

<sup>102</sup> Un membre de l'Opération SalAMI affirme qu'il ne suffit par d'un vote tous les quatre ans pour faire une démocratie. Pour donner du poids à son propos, il a recours à une comparaison très chargée de sens au fait que Hitler avait été élu démocratiquement. De même, un manifestant explique aux policiers alignés devant lui que la Convention de Genève interdit les armes chimiques et que depuis le procès de Nuremberg, nul ne peut invoquer l'obéissance aux ordres pour justifier la violations de droits, M. Isacsson, *Vue du Sommet*, op. cit.

<sup>103</sup> Lettres, *Le Devoir*, 26 avril 2001, A 6; Dans la ville, le graffiti « Clôture, bavure, dictature » associe périmètre, abus et régime autoritaire, *Le Soleil*, 22 avril 2001, A13.

<sup>104</sup> « *Capitalism is organized crime* »; « Non au pillage global », L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, op. cit., p. 36, 39; « Sommet des assassins », M. Isacsson, *Vue du Sommet*, op. cit.

du peuple, qui ont décidé du contour du périmètre et des conditions à remplir pour y accéder<sup>105</sup>. Il ajoute que seul le Parlement, et non des policiers, est habilité à suspendre des droits reconnus par la Charte. La Cour supérieure soupèse la question de l'équilibre à conserver entre le « droit de s'exprimer, en particulier par la tenue de manifestations pacifiques [et] le droit à la sécurité de la personne »<sup>106</sup>, puis juge que la restriction à la liberté d'expression que constitue le périmètre est justifiée par des impératifs de sécurité<sup>107</sup>. Ainsi, la sécurité devient le prétexte de la gestion de l'espace. Dès lors, la gestion de l'espace urbain lors de l'événement est sous le contrôle des forces policières, ce qui fait craindre un glissement de pouvoir à leur profit, puisque leur pouvoir s'accroît en fonction des besoins de sécurité<sup>108</sup>. Lors d'une conférence de presse tenue après les affrontements violents et les nombreuses arrestations, des groupes de manifestants dénoncent « l'État-policier du Québec »<sup>109</sup>. Les effectifs policiers considérables affectés au sommet, le Monastère des Ursulines, transformé en section du périmètre, puis monopolisé par les forces policières, de même que la zone policière autonome spécialement aménagée à la pri-

<sup>105</sup> L'avocat Marc-F. Tremblay réclame une injonction pour mettre fin à la construction du périmètre de sécurité ou pour lui permettre de venir manifester devant le Centre des congrès de Québec lors du Sommet des Amériques, *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-10.stm>

<sup>106</sup> Rapport du groupe d'observateurs indépendants formé par le ministre de la Sécurité publique [...], *op. cit.*, p. 8.

<sup>107</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 52-53.

<sup>108</sup> Un journaliste écrit que « le risque existe d'un glissement progressif du pouvoir au profit des forces policières, ne serait-ce que temporairement », *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 6; Walter Benjamin aborde la question de la police qui, pour garantir la sécurité, intervient sans reconnaître, à l'instar du droit, de « catégorie métaphysique », dans « Pour une critique de la violence », p. 35-37.

<sup>109</sup> Représentants de la CLAC et de la CASA cités dans *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20\\_extremistes-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20_extremistes-cp.html)

son d'Orsainville<sup>110</sup> participent de cet imaginaire de la ville close comme État policier. Au Sommet de Québec, le redécoupage de l'espace urbain et la réorganisation des pratiques urbaines en fonction du centre deviennent des signes d'un autoritarisme autour duquel se construit l'opposition.

### 1. 3. VILLE ASSIÉGÉE, AFFRONTS ET BARRICADES

Encerclée une structure défensive éphémère, la ville close perchée sur le promontoire s'inscrit dans la lignée historique de Québec, ville fortifiée. Évoquant l'idée d'une ville assiégée, les exclus se construisent comme résistance et forment un camp opposé à celui des dirigeants. L'événement politique urbain a comme noyau dramatique des scènes d'affrontements, d'où surgit un imaginaire des barricades et de la guerre de rue.

#### 1. 3. 1. Ville assiégée

En exploitant la falaise comme barrière naturelle et en tirant parti des avantages stratégiques et symboliques des ouvrages défensifs de la ville, la configuration de la ville close rappelle les sièges de Québec qui ont marqué le XVIII<sup>e</sup>

---

<sup>110</sup> On transfère temporairement la majorité des détenus de la prison d'Orsainville, officiellement appelée l'Établissement de détention de Québec, pour libérer 600 places en prévision des arrestations de manifestants lors du sommet, « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 4; *Le Soleil*, 1<sup>e</sup> avril 2001, A 3; *Fish Piss*, vol. 2, n<sup>o</sup> 2 Fall/Winter 2002, p. 23.

siècle<sup>111</sup>. Fréquemment évoquée, l'idée d'un siège de Québec rejoué par les chefs d'État est illustrée avec un humour fantaisiste dans un journal communautaire des quartiers centraux de Québec. Représenté comme un vautour-cowboy perché au sommet de la ville, le président des États-Unis assure sa suprématie à l'aide d'un plumage-canon. Le président du Mexique, moins riche en technologie, joue du couteau sur le flanc de l'escarpement pour tenter de conquérir sa part, alors que le premier ministre du Canada, plus sournois, s'inspire de la prise de Québec par les Anglais pour rejouer le coup de la falaise. Au pied du promontoire, derrière le périmètre, apparaît une foule de manifestants qui exprime son refus de la ZLÉA, sa colère et ses idéaux<sup>112</sup>. Au Sommet de Québec, la prise de possession de l'espace urbain par les autorités semble commandée par l'art militaire, d'autant plus que la topographie et l'histoire de la ville rappellent l'idée du siège.

Édifiée à même les fortifications, la structure défensive éphémère en treillis métallique est loin d'évoquer les cours d'école et les terrains de tennis, mais participe plutôt d'un imaginaire de la confrontation. La zone protégée englobe le Parc historique national des Fortifications de Québec, le manège militaire et la Citadelle, tous témoins du passé militaire de la ville. L'utilisation de matériel et d'in-

---

<sup>111</sup> Des syndicats soulignent la dimension symbolique « de Québec qui, avec ses murs de pierre et son château en proue, représente la résistance française d'un siècle révolu », *L'Itinérant*, <http://www.itinerant.qc.ca/sommet.html>; <http://www.itinerant.qc.ca/arch2001/art-04-26/art-04-21.html>

<sup>112</sup> *Droit de parole*, mars 2001, page couverture; Quelques mois avant l'événement, les organisateurs du Sommet des peuples estiment qu'il est en train de « se créer une mentalité d'état de siège qui sera préjudiciable à la liberté d'expression et de manifestation », *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/fev6\\_sommet-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/fev6_sommet-cp.html); De même, une résidente déplore l'« état de siège où les citoyens n'avaient plus droit de cité », *MiniMot*, vol. 10, n° 3, 15 juin 2001, [n.p.].

frastructures de l'armée, ainsi que le soutien logistique offert par environ deux mille soldats, contribuent aussi à l'idée d'occupation militaire<sup>113</sup>. Comme pour tenir un conseil de guerre, les chefs d'État se réunissent entre eux, sans leurs aides de camp habituels, pour une retraite à la Citadelle<sup>114</sup>. Les plaines d'Abraham sont incluses dans le périmètre de sécurité, ce qui a pour effet d'empêcher les manifestants d'encercler les chefs d'État et d'éviter que soit rejoué un scénario de bataille sur ce site historique<sup>115</sup> marqué par la confrontation<sup>116</sup>. Paradoxalement, la mise en place d'un scénario défensif qui empêcherait le conflit sous-tend que l'affrontement est anticipé. Avant l'événement, le ministre de la sécurité publique a recours à un cliché évoquant le conflit potentiel pour justifier les imposantes mesures de sécurité : « Si tu veux la paix, prépare la guerre »<sup>117</sup>. Si l'on considère que « [l']urbanisme [...] se résume, finalement, à la traduction en dessins et en mots, et éventuellement en pierres, des projets de ville qui se sont formés en premier lieu dans

---

<sup>113</sup> Les Forces canadiennes ont notamment assuré : le transport en Airbus Polaris de certains chefs d'État de Miami à Québec de même que de policiers de la GRC entre Vancouver et la ville hôte, le transport de dignitaires, un appui en hélicoptères, le service d'opérateurs radio, des vivres et logements aux forces policières, un soutien médical, une équipe d'intervention spécialisée en matières dangereuses, ainsi qu'une garde d'honneur et de la musique, *Feuille d'érable*, [http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=Vol4\\_17\\_\\_\\_Dnews3-6](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=Vol4_17___Dnews3-6); Pour le sommet, des infrastructures militaires sont utilisées, dont le manège de Saint-Malo, la citadelle et l'hôpital de la base militaire de Valcartier, *Ibid.*

<sup>114</sup> *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 6.

<sup>115</sup> En 1759, les troupes des empires français et britannique livrent bataille sur les plaines d'Abraham, car la ville n'est alors « pas en mesure de subir un siège selon les règles de l'art ». En effet, lorsque les troupes britanniques se présentent devant les murs de Québec, la fortification de la capitale est encore incomplète, Luc Noppen et Lucie K. Morisset, *Québec de roc et de pierres*, Commission de la capitale nationale du Québec et Éditions MultiMondes, Québec, 1998, p.25-26. En 2001, si la ville close doit être assiégée, elle le sera derrière la clôture du périmètre de sécurité.

<sup>116</sup> Les plaines d'Abraham ont été maintes fois « théâtre d'émeutes et de confrontations entre marginaux et forces de l'ordre » lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, *Le Devoir*, 23 avril 2001, A 2.

<sup>117</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/2-15.stm>

l'imagination »<sup>118</sup>, on conclut que l'idée d'une foule, des affrontements et d'un espace protecteur a présidé à la construction de la ville close.

### 1. 3. 2. Provocation et résistance

La nette division de l'espace urbain favorise l'émergence de camps opposés clairement définis : d'un côté, les dirigeants que le périmètre de sécurité protège, de l'autre, le « peuple » qu'il brime. Perçues comme une provocation, les mesures de sécurité entraînent l'idée de l'autodéfense et de la résistance.

Alors que le périmètre de sécurité et le déploiement policier sont considérés comme une protection nécessaire par les autorités porteuses de l'ordre établi et de la tradition, ils sont ressentis comme de l'intimidation par des manifestants et résidents à l'intérieur comme à l'extérieur de la barrière. Les mesures de sécurité éveillent la peur, particulièrement chez les résidents et les commerçants, comme l'exprime un journal de quartier :

L'érection du mur de la honte et la présence annoncée de plusieurs milliers de policiers et militaires dans votre quartier vous inquiètent sérieusement? Les matraques, les gaz lacrymogènes, le poivre de cayenne, les canons à eau, les balles de plastique, les hélicoptères et tout ce qu'on ne sait pas encore vous font peur? Bref, grâce aux « mesures de sécurité » du Sommet des Amériques, vous vivez maintenant dans l'insécurité la plus totale?<sup>119</sup>

---

<sup>118</sup> Guy Mercier, Michel Parazelli et Richard Morin, cités dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 210.

<sup>119</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 1; M. Isacson, *Vue du Sommet*, op. cit.

Paradoxalement, la quiétude des dirigeants a comme revers l'angoisse des résidents. L'opposition sécurité-insécurité joue sur la dualité de l'opresseur et de l'opprimé, du fort et du faible, de l'agresseur et de la victime. Corroborant l'idée selon laquelle « l'attachement à l'espace pourrait amener le développement d'un sentiment d'agression lorsque le milieu local subit une transformation rapide ou dans le cas d'une menace réelle ou appréhendée »<sup>120</sup>, des résidents considèrent la venue du sommet dans leur ville comme une « agression caractérisée »<sup>121</sup>. En identifiant ainsi l'agresseur, ils se classent parmi les opprimés. L'idée du conflit est omniprésente dans le découpage de l'espace urbain, ainsi que dans son réinvestissement. Aux yeux de nombreux manifestants, la cité des reclus et les mesures de sécurité constituent un acte de violence du gouvernement et des forces de l'ordre à l'endroit de la population<sup>122</sup>. Plus particulièrement, la présence policière, vue comme génératrice de violence, annonce une confrontation imminente. En apercevant dans les rues de Québec les nombreux véhicules policiers et « camionnettes remplies de brigadiers anti-émeute », un militant se rappelle les mots de Richard Desjardins : « Y'a tellement de police ici-dedans, ça va prendre des bandits bien

---

<sup>120</sup> Martin Simard, cité dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, op. cit., p. 234.

<sup>121</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 1. De même, le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) affirme que « [d]e telles mesures ne font qu'augmenter les tensions sociales », *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/nov14\\_sommet-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/nov14_sommet-cp.html)

<sup>122</sup> Un militant français bien connu affirme : « La violence est du côté de l'État canadien. C'est le gouvernement canadien qui a construit ce mur, c'est lui qui a transféré les prisonniers d'une prison pour les amener dans une autre, pour faire de la place pour soi-disant arrêter des manifestants », *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/13a.asp>

vite... »<sup>123</sup>. Au cœur de la provocation existe une relation dialogique, puisque police et bandit n'existent pas l'un sans l'autre.

En réponse à la provocation s'organise un mouvement d'opposition qui ne détient pas le pouvoir, mais qui conteste un projet et des pratiques qu'il juge injustes. À Québec, les manifestations contre la ZLÉA semblent matérialiser dans l'espace urbain « une épreuve de force entre le pouvoir (économique et politique) et le peuple »<sup>124</sup>. Non limitées à la revendication par le biais de l'expression sur la place publique, les manifestations peuvent aussi être envisagées sur le mode du conflit. Comme l'explique le philosophe Yves Michaud, la contestation s'inscrit dans un contexte politique tendu, marqué par le recours à des « stratégies de la violence » qui peuvent résulter en une escalade ou en une ritualisation du conflit<sup>125</sup>. Ainsi,

[...] dans les pays industrialisés, la manifestation de masse est une forme ritualisée d'affrontement : les adversaires montrent leur nombre avec l'intention de ne pas utiliser la force tout en laissant entendre qu'ils le pourraient<sup>126</sup>.

Puisque les grands rassemblements font planer la menace d'un conflit en puissance, la force exhibée s'accroît proportionnellement au nombre d'adversaires présents. À Québec, alors que la grande majorité des manifestants participent de ce

<sup>123</sup> *L'Aut'journal*, mai 2001, p. 8.

<sup>124</sup> Le journaliste et participant à la Marche des peuples ajoute : « À la mauvaise foi, au mépris, à l'abus de pouvoir, à la désinformation et à l'intimidation, qui ont été largement pratiqués ces derniers jours, il faut répondre par l'engagement et la force du nombre », *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 7.

<sup>125</sup> Yves Michaud, *La violence, Que sais-je?*, Paris, 1986, p. 62-65.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 63-65.

combat ritualisé avec la parole pour toute arme<sup>127</sup>, une minorité de manifestants déroge au rituel et précipite l'affrontement en s'en prenant physiquement au périmètre de sécurité et à l'escouade anti-émeute<sup>128</sup>. Bien que les fortifications soient des ouvrages défensifs, les manifestants ne se considèrent pas comme des assaillants lorsqu'ils attaquent le périmètre. Ils se voient plutôt du côté d'une population qui reprendrait légitimement l'espace accaparé par les autorités. Ainsi, ils définissent leurs actes comme une posture d'« autodéfense »<sup>129</sup> en accord avec laquelle ils tentent de contrer la violence exercée contre eux par le biais des mesures de sécurité. Face au projet de la ZLÉA négocié par les dirigeants et face aux armes et à l'équipement de pointe des forces policières, ces manifestants se disent opprimés accusés à la résistance<sup>130</sup>. Par le biais de la parole, de l'écrit ou de la présence physique, ils envisagent un conflit les opposant, en tant que résistants, à des autorités dont les actes leur apparaissent provocateurs. Élément symbolique essentiel, le périmètre de sécurité contribue à établir ostensiblement, selon les camps respectifs, le caractère répressif des autorités de même que la violence des manifestants<sup>131</sup>.

<sup>127</sup> Au Tam Tam Café, lors d'une soirée appelée « le Sonnet des Amériques », on invite les poètes à venir manier « la lame acérée de leurs mots », ces derniers étant « l'arme de l'âme », *Droit de parole*, vol. 28, n° 3, mai 2001, p. 5.

<sup>128</sup> En vue du sommet, un regroupement lance un appel à la formation d'un regroupement circonstanciel ayant pour but de « montrer aux élites dirigeantes qu'aucune clôture n'est assez forte pour résister à la force de la population quand éclate la colère de classes », *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 6; Au sujet du lien entre les manifestations pacifiques et violentes, Yves Michaud écrit : « [I]a violence continue la politique, mais par d'autres moyens [...]. L'avertissement solennel d'un leader syndicaliste au gouvernement, la démonstration pacifique et la manifestation violente appartiennent à un continuum d'actions qui se renforcent et se rendent crédibles les unes les autres », *op. cit.*, p. 63.

<sup>129</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 6.

<sup>130</sup> Soulignant le renversement des positions, des syndicats affirment : « La résistance est maintenant de l'autre côté des murs de la forteresse », *L'Itinérant*, <http://www.itinerant.qc.ca/sommet.html>; <http://www.itinerant.qc.ca/arch2001/art-04-26/art-04-21.html>; Des manifestants arborent une grande bannière sur laquelle est inscrit le mot « résistance », *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 25.

<sup>131</sup> Cet aspect est étudié dans le chapitre II. de ce mémoire.

### 1. 3. 3. Barricades

Autour du périmètre de sécurité, les divergences politiques liées à l'appropriation de l'espace se concrétisent sous forme de conflit urbain, marquant les camps et catalysant les antagonismes<sup>132</sup>. Retranchés derrière les « barricades », les adversaires s'affrontent tout en prenant appui l'un sur l'autre.

Le périmètre de sécurité forme la ligne de contact entre la ville close des dirigeants et la cité périphérique des opposants. Chargée de sa défense, l'escouade anti-émeute riposte fermement aux « assauts [...] sur la barricade grillagée »<sup>133</sup> : environ cinq mille « grenades de gaz lacrymogènes » et mille balles de plastique<sup>134</sup> sont lancées en direction des manifestants. Sont également utilisés des « fusils lançant à bout portant un irritant chimique en poudre »<sup>135</sup>, des canons à eau, ainsi qu'une douzaine de chiens, « pour l'effet psychologique que leurs jappements peuvent produire sur les manifestants »<sup>136</sup>. Tout au long de l'événement, des bruits de tirs et le vrombissement des hélicoptères se font entendre. Formant une barrière

---

<sup>132</sup> « Séparés par un grillage [...], deux mondes se regardent en chiens de faïence à Québec », *Le Figaro*, cité dans *Le Journal de Québec*, 21 avril 2001, p. 22.

<sup>133</sup> *Le Devoir*, 23 avril, A 2.

<sup>134</sup> Exactement 5 148 « grenades de gaz lacrymogènes » et 903 balles de plastique sont lancées pendant la durée du Sommet, « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 48.

<sup>135</sup> « Rapport du groupe d'observateurs indépendants formé par le ministre de la Sécurité publique [...] », *op. cit.*, p. 12.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 13.

de brouillard difficilement franchissable entre la foule et le cordon policier<sup>137</sup>, les gaz lacrymogènes « donn[e]nt à la ville de Québec des allures de zone de guerre »<sup>138</sup>. Pour se protéger, l'espace habité se referme sur lui-même en recouvrant fenêtres et vitrines de panneaux de contreplaqué. Des manifestants renvoient les grenades de gaz lacrymogènes à l'escouade anti-émeute, en plus de lui lancer des pierres, des cocktails Molotov et des projectiles improvisés. Dans la ville jonchée de débris, une centaine de légers incendies sont allumés<sup>139</sup>. Les forces policières procèdent à des arrestations de masse et des camionnettes non identifiées enlèvent des opposants sur la rue, évoquant des captures en temps de conflit, d'autant plus que de nombreuses personnes arrêtées et détenues subissent des traitements abusifs<sup>140</sup>.

Objet d'une concentration policière exceptionnelle, la ligne de front divisant la haute-ville désigne le quartier Saint-Jean-Baptiste comme le terrain d'un affrontement direct entre l'escouade anti-émeute et les manifestants. Les confrontations violentes dans les rues, les balles de caoutchouc et de plastique potentiellement mortelles<sup>141</sup>, les blessés<sup>142</sup> et le sang participent d'un imaginaire de « guérilla urbai-

---

<sup>137</sup> Les gaz lacrymogènes brûlent les yeux, coupent le souffle et causent des larmoiements, des quintes de toux et parfois même des vomissements, ce qui pousse les manifestants à fuir, *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 1; La Régie régionale de la santé et des services sociaux émet un avis public recommandant aux résidents de protéger les aliments des gaz, de garder les animaux domestiques à l'intérieur et de fermer portes et fenêtres pour empêcher le produit d'entrer, *Le Soleil*, 22 avril, A 2.

<sup>138</sup> *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/13a.asp>

<sup>139</sup> *Le Devoir*, 24 avril, A 5.

<sup>140</sup> *La Ligue des droits* parle de « traitement cruel et inusité » violant le droit d'être traité avec humanité et dignité, « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 56.

<sup>141</sup> « Rapport sur l'utilisation des balles de plastique [...] », *op. cit.*, p. 2; Au sommet, les balles de plastiques sont utilisées pour la première fois au Canada dans le cadre d'une manifestation, *Ibid.*

ne ». Les rumeurs circulent et se renouvellent constamment, les résidants font jouer les postes de radio suivant les événements en direct et les journalistes restent à l'affût au cœur des affrontements. Les barricades, « obstacle fait de l'amoncellement d'objets divers pour se mettre à couvert dans le combat de rue »<sup>143</sup>, sont constituées non pas de barriques, mais de voitures servant à bloquer la rue à l'escouade anti-émeute. Par association à la guerre civile et la révolution, on parle généralement de « monter aux barricades » pour signifier qu'on veut se rapprocher du périmètre de sécurité<sup>144</sup>. Lorsque les manifestants font tomber une section de la barrière, on annonce qu'ils ont fait « une brèche dans le mur »<sup>145</sup>. Initialement positionné le long de la clôture, le cordon policier élargit progressivement le périmètre en avançant méthodiquement en direction de la basse-ville. L'agrandissement de la zone interdite est rendu possible par le remplacement de la clôture grillagée immobile par une barrière humaine mobile.

Faisant allusion à l'implication forcée des résidants dans les événements, un manifestant fait remarquer qu'« [i]l aura suffi de 48 heures aux habitants de la pé-

---

<sup>142</sup> Entre le 17 avril et le 22 avril 2001, les centres hospitaliers donnent des soins à environ 200 personnes, essentiellement des policiers, des manifestants et des citoyens, « Sommet des Amériques, 21-21-22 avril 2001 », Rapport de la Coordination ministérielle en sécurité civile du Ministère de la santé et des services sociaux dans le cadre de la tenue du Sommet des Amériques à Québec [...], *Coordination ministérielle en sécurité civile*, Québec, 2001, annexe 26, p. 1; À ce nombre s'ajoutent les personnes traitées sur la rue par des unités de soin mobiles, à partir du 20 avril, et dont le nombre est inconnu de la CMSC au moment de la publication du rapport, *Ibid.*, p. 2.

<sup>143</sup> *Le Petit Robert*.

<sup>144</sup> Un résidant constate que « l'envie était palpable chez plusieurs de ceux et celles qui manifestaient dans la basse-ville de monter aux barricades ». *L'Aut'journal*, mai 2001, p. 1.

<sup>145</sup> Le terme « brèche » signifie « [o]uverture dans une enceinte fortifiée; percée d'une ligne fortifiée, d'un front » *Le Petit Robert*.

père capitale pour passer leur cours 101 de guérilla urbaine »<sup>146</sup>. En désignant les résidants comme premières victimes du conflit, la configuration du périmètre les pousse à se positionner dans le camps des exclus afin de s'assurer une certaine protection contre les attaques. Un commerçant affiche dans sa vitrine un message de malveillance à l'égard du sommet, initiative stratégique qui lui vaut la sympathie des passants<sup>147</sup>. La participation au mouvement de contestation, la présence au milieu des affrontements et les inconforts causés par les gaz lacrymogènes amènent le développement d'un sentiment d'engagement dans le conflit, comme le raconte un humoriste contestataire venu à Québec donner un spectacle :

Et quand nous avons [...] joué notre spectacle [...] devant une foule aux yeux rougis (et ce n'était pas l'émotion...), en criant pour couvrir le bruit des hélicoptères et en arrêtant chaque fois qu'on entendait des tirs, j'avais vraiment l'impression de faire partie de la résistance<sup>148</sup>.

Le conflit urbain entre deux camps retranchés derrière des barricades suscite une forte conscience, chez les occupants de la périphérie, d'une communauté d'appartenance. Inversement, se retrouver entre deux camps s'avère inquiétant. Suite au déplacement du cordon policier dans les rues du quartier Saint-Jean-Baptiste<sup>149</sup>, des résidants se retrouvent dans une sorte de *no man's land* borné par une double clôture, métallique et humaine<sup>150</sup>. Entre autres, un résidant du quartier Saint-Jean-Baptiste fait l'expérience de cette inconfortable position de l'entre-deux : alors

<sup>146</sup> *L'Actualité*, 26, n° 9, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 50.

<sup>147</sup> *Le Devoir*, 17 avril 2001, A 1.

<sup>148</sup> Un Zapartiste, cité dans *L'Aut'journal*, mai 2001, p. 8.

<sup>149</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 16.

<sup>150</sup> *Le Devoir*, 23 avril A 4.

qu'il s'apprête à sortir de chez lui, un policier anti-émeute le prévient qu'il fait mieux de rester à l'intérieur, sous peine d'arrestation<sup>151</sup>. Vécu sous le mode du conflit, le clivage entraîne la constitution de factions opposées et rend nécessaire la cohésion des camps respectifs.

La répression des manifestants, opérée par les autorités, ainsi que les attaques contre les policiers anti-émeute, auxquelles se livrent les manifestants, se double d'un rapprochement des deux groupes qui, paradoxalement, se sollicitent constamment l'un l'autre, dans leurs textes comme dans leurs actions respectives.

Entre deux salves de grenades lacrymogènes d'un côté, de cailloux, de pommes et d'enjoliveurs de l'autre, on s'observe, on s'interpelle et on se filme. Un autre front a été établi. La soirée sera longue<sup>152</sup>.

S'ils cristallisent l'imaginaire des camps opposés, les affrontements ont également pour effet de lier entre elles les factions adverses, signe de la dualité au cœur de l'événement politique urbain.

Ainsi, la ville de Québec confère une certaine efficacité à la mise en scène du pouvoir politique, qui exploite simultanément la barrière naturelle, constituée par le promontoire, et le décor architectural des hauts lieux, magnifié par la concentration spatiale des institutions gouvernementales, des sites touristiques et des

---

<sup>151</sup> Confiné chez lui, le résidant mange une boîte de petits pois pour souper et se voit obligé de garder un linge contre sa bouche toute la nuit pour se protéger des gaz lacrymogènes, *L'Actualité*, 26, n° 9, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 51; On rapporte également des « habitants prisonniers de leurs propres maisons, incapables souvent d'en sortir sous peine d'étouffer », *Le Devoir*, 23 avril 2001, A 4.

<sup>152</sup> *Le Devoir*, 21-22 avril, A 3.

infrastructures militaires. Le périmètre de sécurité permet d'aménager un espace à accès restreint et contrôlé, à l'intérieur duquel les activités codées et la stricte surveillance assurent la représentation de l'événement, telle qu'elle est planifiée par les autorités. Revers de l'exclusivité gardée de la zone close, la périphérie redéfinit les pratiques urbaines autour de la contestation. Perçue comme le reflet de la ZLÉA dans l'espace urbain, la ville close devient symbole d'autoritarisme et de provocation. Bien qu'articulé autour des notions de territorialité, le conflit opposant forces de l'ordre et manifestants ne se limite pas à l'espace urbain, mais fait partie intégrante d'un mouvement politique d'envergure internationale. Ainsi, « les adversaires ne sont pas les seuls en présence, mais doivent compter avec des spectateurs dont le soutien ou l'hostilité sont importants »<sup>153</sup>. Il s'agit donc de dépasser le cadre de la ville pour se gagner les spectateurs et accroître son influence politique.

---

<sup>153</sup> Y. Michaud, *op. cit.* p. 63.

## CHAPITRE DEUX

### SPECTACLE DU POUVOIR ET RAPPORT À L'ÉVÉNEMENT

#### 2. 1. CONTESTATION ET VILLE CLOSE

Dans les sociétés contemporaines développées, le rapport au monde passe en grande partie par les images, véhiculées en quantité énorme par les moyens de communication de masse<sup>154</sup>. Par conséquent, la réalité du conflit urbain opposant forces de l'ordre et manifestants possède une influence politique moindre que sa représentation hors du cadre de la ville. Pour déterminer les enjeux politiques, il importe donc de modeler, en exploitant la machine médiatique, le rapport des individus aux faits et aux événements. Dans le cadre du Sommet de Québec, les autorités veillent non seulement à maîtriser les actions des opposants, mais la manière dont elles apparaissent : les représentations, plus que les affrontements réels, finissent par devenir l'enjeu de la bataille politique entre autorités et contestataires<sup>155</sup>.

---

<sup>154</sup> Y. Michaud, *op. cit.*, p. 48-49.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 50-51.

Présenté comme étant à l'origine des mesures de sécurité, le manifestant violent devient l'objet d'une instrumentalisation politique visant à contenir un mouvement de contestation qui prend de l'ampleur et se radicalise.

### **2. 1. 1. Mouvement de contestation et durcissement des autorités**

Fruit de mois de travail d'organisation, de réseautage et d'éducation populaire, la mobilisation contre la ZLÉA qui s'affiche à Québec s'inscrit dans une série de manifestations qui entretiennent, depuis quelques années, une inquiétude grandissante lors des grandes rencontres internationales. Dans son rapport annuel, la GRC constate l'étendue du mouvement de contestation et sa nature de plus en plus provocante.

La confiance du public envers le gouvernement et ses institutions démocratiques traditionnelles s'érode graduellement, comme en témoigne la défiance accrue de l'autorité. Résultat, les comportements visant à mettre au défi l'élite sociale, comme les manifestations contre la mondialisation, sont de plus en plus nombreux. Les Canadiens se disent méfiants face à leurs élus et aux institutions publiques, et ils s'inquiètent de l'abaissement des normes d'éthique commerciale. Ils sont plus portés à remettre en [question] l'autorité [...] et à réagir par des modes d'action politique non traditionnels<sup>156</sup>.

En tant qu'espaces politiques, les manifestations contre la mondialisation sont autant d'occasions de défier ouvertement les élus et les institutions publiques, d'autant plus que la méfiance envers l'autorité ne se limite pas à « quelques casseurs », mais se manifeste dans le public en général. À l'origine des manifestations se trou-

---

<sup>156</sup> *Rapport sur les plans et les priorités de la GRC de 2001-2002*, Gendarmerie Royale du Canada, p. 23.

vent des luttes politiques et économiques, qui s'articulent autour de la mondialisation, de la perte de confiance envers les institutions démocratiques et de l'abaissement des normes de l'éthique commerciale. La radicalisation du mouvement de contestation, doublée du partage de revendications communes, laisse présager une concertation entre différents groupes. À cet égard, la Déclaration finale du deuxième Sommet des peuples des Amériques, parce qu'elle condamne sans réserve le projet de la ZLÉA, est accusée de faire « le jeu des extrémistes qui y puisent les arguments et l'appui nécessaires pour justifier la casse à laquelle on a pu assister [dans la journée du samedi] »<sup>157</sup>. Sans doute qu'un tel jeu pourrait finir par constituer une force politique et peut-être déboucher sur des luttes, comme celles de petits groupes politiques présents à Québec, désireux « non pas simplement de faire céder le pouvoir ou de rapporter une mesure intolérable, mais de changer le gouvernement et la structure même du pouvoir »<sup>158</sup>. Enfin, pour les forces de l'ordre, les déviances les plus intolérables sont celles qui sont les plus visibles, comme celles qui s'affichent dans les lieux publics ou qui défient ouvertement les pouvoirs publics<sup>159</sup>. Par conséquent, on tente de mettre en fonction des mécanismes dissuasifs visant à restreindre les excès lors des grands rassemblements.

---

<sup>157</sup> La Déclaration du deuxième Sommet des peuples dénonce radicalement le projet de la ZLÉA : « Nous rejetons ce projet de libéralisation des échanges et des investissements, de déréglementation et de privatisation. Nous nous opposons à un projet néolibéral raciste, sexiste et destructeur de l'environnement »; *Le Devoir*, 22 avril 2001, A 12; De même, des petits groupes politiques prenant part à la mobilisation contre le sommet (la CLAC, la CASA, la GOMM et OQP-2001) surmontent leurs différents et rendent publique une déclaration commune exprimant leur refus sans concession de la ZLÉA : « Non, simplement non ! » à la ZLÉA, *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 3.

<sup>158</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 319.

<sup>159</sup> Jean-Paul Brodeur, « Le besoin de police », *Le Devoir*, 6 mai 2003.

À l'ampleur grandissante du mouvement de dissidence et au recours de plus en plus fréquent aux modes d'action politique non traditionnels, comme la désobéissance civile et l'action directe, répond un durcissement des politiques des autorités. La Ligue des droits et libertés constate que depuis 1998,

[l]es agissements des forces policières sont symptomatiques d'un phénomène de dénigrement, de marginalisation et de criminalisation de la dissidence, particulièrement celle des mouvements de lutte contre la mondialisation et la libéralisation des échanges<sup>160</sup>.

Lors d'événements politiques urbains contestés, ce phénomène de dénigrement, de marginalisation et de criminalisation de la dissidence apparaît avec une évidence particulière. À Québec, lors du sommet, le maintien de l'ordre nécessaire à tout système politique devient une tâche plus immédiate et plus visible. Selon les autorités policières, environ deux pour cent des manifestants seraient des tenants de l'action directe violente<sup>161</sup>, qui consiste à tenter de faire tomber des sections de la clôture du périmètre de sécurité et à participer aux affrontements avec l'escouade anti-émeute. En exhibant son acte de contestation, le manifestant violent amène l'escouade anti-émeute à afficher aux yeux de tous son action répressive. S'il est vrai que, dans les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, on assiste à une escalade de la violence entre policiers et manifestants, on constate également l'utilisation politique de cette violence, que l'on marginalise à l'aide de la figure du casseur, associée par amplification, à celle du délinquant.

---

<sup>160</sup> Denis Barrette, « La liberté d'expression dans la rue : judiciarisation de la dissidence et quelques moyens de défense », *Bulletin de la ligue des droits et libertés*, décembre 2002, p. 23.

<sup>161</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 46.

## 2. 1. 2. Menaces et rumeurs à l'origine de la ville close

Les actions des manifestants mises de l'avant pour justifier les mesures de sécurité masquent l'existence d'une menace plus grave et plus sourde, celle d'un attentat, d'un enlèvement ou d'une attaque de nature biologique ou chimique contre les chefs d'État et les dignitaires rassemblés en un même lieu<sup>162</sup>. Le Sommet de Québec est l'un « des événements les plus importants de l'année à l'échelle internationale »<sup>163</sup> de même que « la plus grande rencontre de chefs d'État et de gouvernement jamais tenue au Canada »<sup>164</sup>. Dans son rapport annuel, la GRC constate que lors d'événements internationaux comme ce sommet à Québec, « [l]es dignitaires canadiens et étrangers risquent d'être la cible de violence pour des motifs personnels, criminels ou politiques ou d'être visés par le crime organisé »<sup>165</sup>. De plus, quatre-vingts pour cent des attaques visant les grandes personnalités internationales se produisent au cours de leurs déplacements<sup>166</sup>. Dans cette éventualité, la

<sup>162</sup> Rapport de la Coordination ministérielle en sécurité civile [...], *op. cit.* p. 11.

<sup>163</sup> *Travaux publics et Services gouvernementaux Canada*,  
<http://www.tpsgc.gc.ca/min/prof/achievements2001/4-f.html>.

<sup>164</sup> *Hola Québec*, [http://www.americacanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americacanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm).

<sup>165</sup> « Rapport sur les plans et les priorités de la GRC pour 2000/2001 », *Gendarmerie Royale du Canada*, p. 29. À propos de la menace posée par le crime organisé dans le cadre du Sommet des Amériques, Jean-Paul Brodeur écrit dans *Le Devoir* : « On ne peut manquer de noter le *timing* de l'arrestation d'une centaine de membres du groupe de motards des Hells Angels, un mois environ avant l'inquiétant Sommet des Amériques. [...] Comme un incident violent impliquant des motards serait malvenu au moment où toute la presse internationale sera au Québec, il aura paru expédient de plonger ces milieux dans le coma avant d'assigner le gros des troupes [policières] à leur prochaine mission à Québec », dans « Paraître le plus fort », *Le Devoir*, 29 mars 2001, A 7.

<sup>166</sup> Heather Hamilton, « Des balles aux bombes : les nouveaux véhicules blindés de la GRC protègent les dignitaires dans leurs déplacements », *La Gazette*, vol. 64, n° 1, 2002, p. 12. Depuis les années quatre-vingt-dix, les engins explosifs sont utilisés dans la moitié des attaques perpétrées contre les personnalités de marque dans le monde. *ibid.*, p. 13.

GRC équipe d'un tout nouveau blindage anti-explosion certains véhicules servant au transport des dignitaires. De toute évidence, la nature de la menace n'est pas la même selon sa provenance. Pour un terroriste, il s'agit d'assassiner ou d'enlever un personnage public, à l'aide d'explosifs ou d'armes à feu. Pour un manifestant violent, il s'agit d'engager des bagarres avec l'escouade anti-émeute, le plus souvent à l'aide de pierres ou de cocktails Molotov. Les grandes manifestations, quant à elles, n'ont pas pour but une violence meurtrière, mais compliquent la tâche policière qui est celle d'assurer la sécurité en contrant le désordre.

Les forces de l'ordre affectées à l'événement peuvent compter sur les ressources de trois services de renseignements, soit ceux du SCRS, ceux de la GRC et ceux de la SQ. En vue du sommet, la Commission d'accès à l'information (CAI) invite à limiter les caméras de surveillance dans les lieux publics et à ne jamais utiliser les bandes pour garnir les banques de renseignements, sauf dans le cas exceptionnel d'« actes illicites ou criminels en train d'être commis ou sur le point d'être commis »<sup>167</sup>. Néanmoins, les forces policières installent sur différents édifices de la vieille ville des caméras fixes, fonctionnant en permanence lors de l'événement<sup>168</sup>, ce qui permet de surveiller et d'enregistrer les actes des manifestants et des résidants, sans égard à la nature criminelle ou non des actes. Le contrôle de la représentation se joue sur la rue : les passants, qui font partie de ce dispositif tel qu'il est orchestré par les autorités, participent au spectacle sans l'avoir voulu, en

---

<sup>167</sup> *Le Devoir*, 31 mars-1<sup>er</sup> avril 2001, A 4; <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-2-1.stm>

<sup>168</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-2-1.stm>

plus de n'avoir aucun pouvoir sur la sélection, le recadrage ou la mise à l'écart des images saisies. Enfin, les rapports policiers composés à partir des renseignements obtenus au cours des infiltrations, des arrestations, des enquêtes et des procès permettent de documenter la surveillance des groupes dissidents pour mieux les contrôler. De tels « procédés d'écriture [...] permettent d'intégrer, sans qu'elles s'y perdent, les données individuelles dans un système cumulatif »<sup>169</sup>. C'est cette circulation efficace entre l'individualité descriptible et la multiplicité ordonnée qui est à la base des procédés de surveillance grâce auxquels l'ordre se maintient sans avoir recours à la force<sup>170</sup>.

À Québec, le périmètre de sécurité sert principalement à éviter un engorgement causé par le grand nombre de manifestants et par le chaos provoqué par les tenants de l'action directe. Outre que de ternir l'image de la rencontre, le désordre pourrait rendre plus difficile la protection des dignitaires et entraver l'action des policiers advenant un assassinat ou un enlèvement<sup>171</sup>. Si le Sommet de Québec devient le théâtre de « la plus grande opération de sécurité policière jamais organisée au Canada »<sup>172</sup>, c'est donc en raison d'une combinaison de facteurs. Dans les justifications du périmètre et des mesures de sécurité, toutefois, cette réalité s'efface

---

<sup>169</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 223.

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> Un policier explique que sans le périmètre, il aurait fallu sécuriser tous les édifices, ce qui aurait rendu impossible toute circulation dans les rues avoisinantes, *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/2-17.stm>; Un autre policier affirme qu'« un engorgement [...] compromettrait sérieusement les capacités des forces de l'ordre », *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoPolitiqueArchivessommet/avr10\\_sommetcasse-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoPolitiqueArchivessommet/avr10_sommetcasse-cp.html)

<sup>172</sup> H. Hamilton, *op. cit.*, p. 12.

devant la figure du casseur, objet d'une instrumentalisation à des fins non seulement sécuritaires, mais politiques. Autour de l'événement, les autorités misent sur l'imaginaire pour cultiver la crainte et aviver l'hostilité envers la violence du manifestant.

## 2. 2. FIGURE DU CASSEUR ET CRIMINALISATION DE LA DISSIDENCE

### 2. 2. 1. Construction de la figure du casseur

Pour justifier l'installation du périmètre de sécurité et l'ampleur du déploiement policier, les autorités évoquent les grandes manifestations contre la mondialisation néolibérale, où les bris de propriété privée et les affrontements entre manifestants et policiers ont obtenu une grande visibilité médiatique. Le casseur, semeur de désordre, a pour corrélatif le policier, gardien de l'ordre et de la sécurité. Quelques mois avant le sommet, la GRC écrit à la Ville de Québec :

L'expérience des dernières années lors de rencontres internationales qui se sont tenues à travers le monde à Seattle, [à] Washington, [à] Londres, [à] Davos, [à] Windsor, [à] Prague et tout récemment [à] Nice, nous apprennent que pour préserver la sécurité des chefs d'État, de la population et des manifestants, il est nécessaire d'établir un périmètre de sécurité avec une protection adéquate<sup>173</sup>.

---

<sup>173</sup> Lettre annexée à un extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 20 décembre 2000, Dossier No 24000/1, Résolution CE-2000-6594.

Si la nature concertée et dirigée de la mobilisation est à la base de l'ampleur de ces manifestations, le personnage central qui apparaît le plus souvent est le « casseur ». À Seattle, en 1999, où les manifestants réussissent à bloquer la Conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et à Prague, en 2000, où des manifestants accompagnent l'assemblée du Fonds monétaire international (FMI), les manifestations sont dès lors marquées par des « dérapages symboliques »<sup>174</sup> bien médiatisés. En vue du Sommet de Québec, le ministre québécois de la Sécurité publique dit craindre des manifestations pires qu'aux États-Unis et en Tchéquie. Le premier ministre du Canada évoque également ces événements pour convaincre de « l'obligation de protéger les leaders »<sup>175</sup> à Québec. Exprimant une opinion largement répandue, le représentant personnel du premier ministre établit un lien explicite entre Seattle et les manifestants violents : « Québec ne doit pas être un autre Seattle, où quelques casseurs ont réussi à mobiliser l'attention au point de faire perdre de vue les discussions »<sup>176</sup>. Ainsi, les groupes planifiant « des actions spectaculaires » bénéficiant d'« une visibilité internationale »<sup>177</sup> se retrouvent au centre des préoccupations des dirigeants et des forces policières. L'action directe violente, qui s'affiche sur la place publique, vaut pour toutes les confusions et tous les désordres, en tant qu'ennemi commun dont il faut se protéger. Dans un contexte où les autorités veulent décider du lieu et de la teneur de la représentation, le casseur

---

<sup>174</sup> *Le Devoir*, 6 mars 2001, A 3.

<sup>175</sup> *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 12.

<sup>176</sup> *Revue commerce*, avril 2001, p. 18.

<sup>177</sup> Le directeur général de la Sûreté de Québec cité dans *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-7.stm>.

devient en quelque sorte celui qui vient voler le spectacle, montrer qu'il peut avoir lieu derrière les barricades<sup>178</sup>.

La crainte de l'endommagement des biens publics ou privés, que l'on veut à tout prix marginaliser, est fondamentale dans le schéma d'exclusion qu'on observe à Québec. Le personnage du manifestant violent joue un rôle-clé dans la défense de la légitimité du périmètre de sécurité en Cour supérieure. Convaincus qu'il y aura « de la casse », les avocats représentant les gouvernements du Canada, du Québec et de la ville de Québec demandent le maintien intégral du périmètre de sécurité<sup>179</sup>. Les policiers brandissent également le spectre du casseur pour défendre la ville close, lorsqu'ils déclarent qu'« il est probable et prévisible que des groupes subversifs et violents viennent investir Québec »<sup>180</sup>. Avant l'événement, un policier identifie publiquement les groupes jugés inquiétants, soit « les groupes d'action directe[,] des casseurs, des anarchistes [qui] n'ont rien à foutre avec les idées du Sommet »<sup>181</sup>. L'affirmation qui revient souvent, c'est celle que ces groupes doivent être discrédités et pourchassés, car ils rejettent non seulement la ZLÉA, mais également le capitalisme et l'État. C'est donc l'idée politique derrière l'action directe qui est désapprouvée. Paradoxalement, la critique selon laquelle les casseurs

---

<sup>178</sup> Avant l'événement, un militant évoque les casseurs et les anarchistes « qui entendent bien jeter un peu de désarroi dans le show hyper planifié prévu à Québec », *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 5.

<sup>179</sup> *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr10\\_sommetcasse-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr10_sommetcasse-cp.html).

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> Le directeur général de la Sûreté du Québec, cité dans *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-7.stm>

« n'ont pas d'idées »<sup>182</sup> et ne pensent qu'à tout détruire<sup>183</sup> se fait également entendre. Parmi ces casseurs, les forces de l'ordre identifient le « Black Block, un groupe hétéroclite d'anarchistes prônant la violence »<sup>184</sup>. Les membres du Black Block constituent la figure emblématique du casseur. Tout de noir vêtus, équipés d'un masque à gaz et armés de cocktails Molotov, ils apparaissent généralement à la une des journaux imprimés ou télédiffusés pour leurs « frappes symboliques contre des cibles économique-politiques »<sup>185</sup> : vitrines de multinationales cassées, véhicules des médias abîmés ou bagarres avec l'escouade anti-émeute. En venant mettre de l'incivilité dans la ville, le manifestant violent marque son mépris pour la propriété privée, les forces de l'ordre et le gouvernement, ce qui entache l'image de l'ordre établi.

Outre les Black Block<sup>186</sup>, le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) et la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) sont parmi les groupes les plus radicaux à Québec. Non seulement s'opposent-ils au patriarcat et à toute hiérarchie, mais ils rejettent aussi les accords de libre-échange et le capitalisme qui, selon eux, « soumett[e]nt [la] vie[...] à la loi du plus fort et à la domination

<sup>182</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-21-7.stm>.

<sup>183</sup> Dans la même veine, le premier ministre belge et président en exercice de l'Union européenne déclare, en marge du Sommet du G 8 à Gênes en juillet 2000 : « Je mets à part les casseurs. Ils n'expriment pas une opinion. Ils cherchent la violence et cela n'a rien à voir avec le G 8 », cité par Francis Dupuis-Déry, dans une analyse de ces regroupements circonstanciels, *Les Black Block : quand la liberté et l'égalité se manifestent*, Québec, LUX éditeur et Francis Dupuis-Déry, 2003, p. 46.

<sup>184</sup> *Ibid.*; *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-22-4.stm>

<sup>185</sup> F. Dupuis-Déry, *op. cit.*, p. 14.

<sup>186</sup> Au Sommet de Québec, les Black Blocs, ces regroupements circonstanciels d'individus qui se forment à l'occasion d'événements spécifiques, de même qu'une grande diversité de groupes d'affinité, s'en prennent au périmètre de sécurité, aux policiers anti-émeute et à quelques succursales de banque, F. Dupuis-Déry, *op. cit.*, p. 134.

de la marchandise »<sup>187</sup>. Envisageant « un projet de société radicalement égalitaire »<sup>188</sup>, ces regroupements prônent l'autonomie, l'aide mutuelle et la démocratie directe. La CASA et la CLAC s'organisent par le biais d'assemblées générales ouvertes et décisionnelles, où se prennent toutes les décisions importantes et où sont créés divers comités de travail. En plus de se mobiliser pour l'événement, ces groupes organisent des ateliers et des conférences, produisent des journaux, des émissions de radio et des sites Internet et s'investissent dans leurs communautés, par exemple en appuyant les sans-statut, en défendant l'accès au logement et, plus récemment, en contestant la guerre en Irak. Dans le cadre du sommet, la CASA et la CLAC « adopte[nt] une attitude de confrontation et refuse[nt] les alternatives réformistes » qu'elles jugent « sans possibilité d'impact majeur sur tous ces types de processus antidémocratiques »<sup>189</sup>. Toutefois, ce qui se retrouve au centre des débats, c'est surtout le fait qu'elles se déclarent « [r]espectueuse[s] de la diversité des tactiques »<sup>190</sup>. De façon générale, les tenants de l'action directe violente jugent que la « vraie violence » provient du capitalisme et de l'État et que les actes de confrontation permettent, entre autres, d'exprimer de façon visible, sur la place publi-

---

<sup>187</sup> Principes de base de la CASA et de la CLAC, *Indymedia*, [http://montreal.indymedia.org/front.php3?article\\_id=168](http://montreal.indymedia.org/front.php3?article_id=168); *CMAQ*, [http://www.quebec2001.net/who\\_fr.php](http://www.quebec2001.net/who_fr.php)

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> Principes de base de la CASA et de la CLAC, *Indymedia*, [http://montreal.indymedia.org/front.php3?article\\_id=168](http://montreal.indymedia.org/front.php3?article_id=168); *CMAQ*, [http://www.quebec2001.net/who\\_fr.php](http://www.quebec2001.net/who_fr.php)

<sup>190</sup> En respectant la « diversité des tactiques », la CASA et la CLAC refusent d'adhérer à la division des groupes d'opposition selon des critères de violence et de non-violence. Ils proposent donc d'établir trois zones (vert/pacifique, jaune/désobéissance civile, rouge/action directe), où chacun pourra manifester à sa manière. Cette approche vise aussi « à encourager le déploiement de la créativité sous toutes ses formes à travers des initiatives allant de l'éducation populaire à l'action directe », Principes de base de la CASA et de la CLAC, *Indymedia*, [http://montreal.indymedia.org/front.php3?article\\_id=168](http://montreal.indymedia.org/front.php3?article_id=168); *CMAQ*, [http://www.quebec2001.net/who\\_fr.php](http://www.quebec2001.net/who_fr.php).

que, « une désapprobation radicale à l'égard d'un système injuste »<sup>191</sup>. Au sommet, toutefois, on déconstruit le discours du « casseur » pour l'évider de sa teneur politique et ne conserver que sa charge violente. De plus, en identifiant les tenants de l'action directe comme principale cause des mesures de sécurité excessives, on amplifie le danger qu'ils représentent et on incite les autres manifestants à se dissocier d'eux. C'est bien la tactique de « diviser pour mieux régner » qui est mise en œuvre. Puisque dans la mise en scène du politique, les manifestations pacifiques font partie du spectacle permis, les bons manifestants sont ceux qui suivent le spectacle sans tenter de l'interrompre.

Le portrait caricatural du casseur, aux antipodes de celui du pacifique, contribue à diviser les manifestants selon des notions de moralité et de légitimité. Le premier ministre du Canada déclare que seulement ceux qui manifestent pacifiquement méritent d'être écoutés : « Les manifestants pacifiques venus exprimer leurs légitimes inquiétudes sont les bienvenus à Québec ». Par contre, « [l]es violences [que constituent les attaques contre la clôture du périmètre] sont inacceptables en démocratie »<sup>192</sup>. L'action directe violente est l'objet d'une réprobation générale qui a pour corrélatif l'établissement d'un code de conduite clair pour le manifestant, ainsi qu'une hiérarchisation des opposants selon leur degré de conformité à ce co-

---

<sup>191</sup> F. Dupuis-Déry écrit que « [l]es escarmouches [que constituent les actions directes] sont autant de *microrévolutions* par lesquelles les manifestants libèrent, au péril de leur corps, l'espace (la rue) et le temps (quelques heures) nécessaires pour vivre momentanément une expérience politique forte en dehors des normes établies par l'État. » Il ajoute que « l'action directe change [...] la façon de penser le rapport à la ville, à la propriété et à la politique », *op. cit.*, p. 29-30.

<sup>192</sup> Le premier ministre du Canada, cité dans *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 7.

de. De façon générale, la casse n'est pas discutée en termes de tactique politique, aux regrets des partisans de l'action directe, mais en termes moraux de ligne de conduite<sup>193</sup>. Ainsi, toute « [d]émonstration collective, publique et organisée d'une opinion ou d'une volonté »<sup>194</sup> tirerait directement sa légitimité du fait qu'elle se dissocie de toute violence et qu'elle condamne toute action ou idée qui irait en ce sens. L'importance du débat sur la violence montre le souci de plusieurs groupes de prouver leur légitimité en se déclarant publiquement pacifiques et catégoriquement opposés à toute violence<sup>195</sup>.

L'affirmation voulant que les actes violents, dommages à la propriété et confrontations avec les policiers, discréditent le mouvement de contestation dans son ensemble a pour conséquence la condamnation des tenants de l'action directe, ce qui se traduit par une surveillance des manifestants entre eux. Au sommet, la Marche des peuples constitue son propre service d'ordre, composé d'environ mille manifestants<sup>196</sup>, pour empêcher que des groupes d'action directe se joignent au défilé. Dans un processus d'auto-régulation étonnant, la manifestation se voit policée

<sup>193</sup> Selon *Le Petit Robert 1*, la morale est un « [e]nsemble de règles de conduite considérées comme bonnes de façon absolue ».

<sup>194</sup> Quatrième acception du mot « manifestation » du *Petit Robert 1*.

<sup>195</sup> Suite aux affrontements du vendredi, une porte-parole du Sommet des peuples répète à plusieurs reprises : « Nous sommes pacifiques et nous sommes pacifistes », *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20\\_peuples-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20_peuples-cp.html); Cette position est souvent réitérée par les représentants du Sommet des peuples, *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 4.

<sup>196</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-22-2.stm>; *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Index/nouvelles/200104/21/007-marche-samedi.asp>; De la même façon, lors du tournage du film documentaire *Vue du Sommet*, un manifestant pacifique accompagné d'une femme enceinte se rend près du périmètre et accuse, devant les caméras, un manifestant qui tolère l'action directe violente d'être la cause du recours aux gaz lacrymogènes, qui pourraient nuire à la santé du bébé, M. Isacson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*

par ses propres participants. Pour « neutraliser les effets de contre-pouvoir » qui naissent d'une multiplicité organisée, les autorités s'efforcent de « faire jouer les relations de pouvoir non pas au-dessus, mais dans le tissu même de la multiplicité »<sup>197</sup>.

La figure du casseur opposée à celle du manifestant pacifique contribue à alimenter les rivalités existantes entre les différents groupes de contestation. En réaction aux actions des manifestants qui réussissent à faire tomber une section de la clôture du périmètre, les organisateurs de la Marche des peuples déplorent la violence et s'en dissocient publiquement de crainte qu'elle ne fasse peur aux marcheurs potentiels<sup>198</sup>. Pour mieux cultiver les craintes et soulever la colère, un lien idéal est créé entre les actions directes violentes et la menace qu'elles posent pour la sécurité des manifestants pacifiques<sup>199</sup>. Le jeu sur la crainte assez généralement partagée des manifestations violentes favorise la montée réciproque des méfiances, des haines et des peurs<sup>200</sup>. Avec la ville close apparaissent « [d]es décors, des perspectives, des effets trompe-l'œil qui grossissent la scène, la rendent plus redoutable qu'elle ne l'est, mais plus claire aussi »<sup>201</sup>. Le périmètre de sécurité, la

<sup>197</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 255-256.

<sup>198</sup> Une porte-parole du Sommet des peuples considère que « si on présente Québec comme étant à feu et à sang, ce qui n'est pas le cas, cela va avoir un effet dissuasif pour la participation à la [M]arche [des peuples prévue samedi] », *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20\\_peuples-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20_peuples-cp.html); *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 4.

<sup>199</sup> Après le Sommet des Amériques, un porte-parole de la SQ affirme : « Des centaines de personnes étaient présentes à Québec pour déstabiliser les manifestants pacifiques avec l'intention de casser, d'incendier et de blesser », *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/13a.asp>

<sup>200</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 92.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 133.

prison d'Orsainville, les policiers et les soldats, les armes, les arrestations, les infiltrations et les discours entourant les préparatifs contribuent à rendre l'événement effrayant, comme en témoigne la montée du climat d'inquiétude<sup>202</sup>, de « psychose »<sup>203</sup> et de paranoïa<sup>204</sup> qui précède l'événement. Essentiellement, la « violence représentée »<sup>205</sup> a pour objectif de minimiser le recours à la force. Ainsi, pour réprimer la dissidence politique, les forces policières ont recours à la manipulation des appréhensions et des rumeurs de même qu'à la désinformation<sup>206</sup>.

### 2. 2. 2. Figure redoutable du casseur

La figure du casseur, figure du désordre, subit une amplification dramatique. En vue de l'événement, les forces policières utilisent le Mouvement Germinal<sup>207</sup>. Les membres de ce groupuscule organisent une action de protestation consistant à tailler une ouverture dans la clôture du périmètre de sécurité « pour permettre aux citoyens de manifester devant les lieux mêmes où se t[ien]t l'événement [...], comme cela devrait être possible dans une démocratie »<sup>208</sup>. Afin de se donner

<sup>202</sup> *Le Devoir*, 29 mars 2001, A 7; Rapport de la Coordination ministérielle en sécurité civile, p. 18.

<sup>203</sup> *24 images*, n° 107-108, automne 2001, p. 48-49; *MiniMot*, vol. 10, n° 3, le 15 juin 2001, [n.p.]; *Le Devoir*, 17 avril 2001, A 1; *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/peuples/3-2.stm>

<sup>204</sup> *Topo-Info*, [http://www.canoc.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20\\_peuples-cp.html](http://www.canoc.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr20_peuples-cp.html)

<sup>205</sup> Jean-Paul Brodeur, *Les visages de la police : pratiques et perceptions*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, p. 35.

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>207</sup> Un membre du Mouvement Germinal explique que le nom du groupe fait « référence au roman d'Émile Zola dont le titre [Germinal] évoque la justice sociale prête à éclore. Le nom Germinal fait également référence au calendrier républicain de la Révolution française. Dans ce calendrier, Germinal avait remplacé avril, le mois du Sommet des Amériques », dans *Le Couac*, juin 2001, [http://www.lecouac.org/article.php3?id\\_article=35](http://www.lecouac.org/article.php3?id_article=35)

<sup>208</sup> *Ibid.*

le temps d'agir à l'insu des policiers, ils planifient de faire diversion à l'aide de simulateurs de grenades qui « imitent le bruit d'explosif sans créer d'explosion »<sup>209</sup> et de bombes fumigènes qui ne produisent « qu'un épais nuage de fumée »<sup>210</sup>. Ils précisent qu'ils n'ont ni l'intention « d'exercer une violence irréfléchie »<sup>211</sup> ni de causer des blessures aux autres manifestants<sup>212</sup>. Il s'agit donc d'un geste de contestation politique visant expressément la clôture du périmètre.

Bien que ce mouvement soit infiltré depuis l'automne 2000<sup>213</sup>, c'est à moins de trois jours de l'événement que certains de ses membres font l'objet d'une arrestation spectaculaire bien diffusée. Après les arrestations, la police convoque une conférence de presse. L'affaire fait la une des journaux, la veille même de l'événement<sup>214</sup>. Dans cette atmosphère chargée de tensions, le public apprend que les autorités policières ont intercepté des manifestants en route vers Québec avec, en leur possession, « des bombes fumigènes, des bombes déstabilisatrices, des masques à gaz, des lance-pierres, des boucliers, des bâtons, des billes de verre et d'acier ainsi

<sup>209</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-20-4.stm>

<sup>210</sup> *Ibid.*

<sup>211</sup> *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 12; Énoncé de principe du Mouvement Germinal, *A-Infos*, <http://www.ainfos.ca/01/may/ainfos00234.html>

<sup>212</sup> Énoncé de principe du Mouvement Germinal, *A-Infos*, <http://www.ainfos.ca/01/may/ainfos00234.html>

<sup>213</sup> Les policiers infiltrèrent le groupe par l'entremise d'une fausse compagnie de transport entre Québec et Montréal qui fait paraître des annonces d'emploi dans *Le Journal de Québec* et *Le Journal de Montréal*. Deux membres du Mouvement Germinal, engagés par la « compagnie », font part de leur plan à l'agent infiltrateur, prétendument employé, qui se joint au groupe en vue du Sommet des Amériques. Il est présent dans la voiture au moment des arrestations, *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 12.

<sup>214</sup> En première page du *Devoir* apparaît une photo du matériel saisi, que les policiers ont soigneusement exposé sur une table lors de la conférence, 19 avril 2001, A 1.

que des casques »<sup>215</sup>. Pour dramatiser, on ajoute que « les accusés [...] avaient un accès direct au matériel de l'armée canadienne »<sup>216</sup>. Les forces de l'ordre laissent délibérément planer le doute d'une menace obscure en s'abstenant de divulguer « le nom ou l'envergure de cette organisation, qu'elles décrivent comme étant très structurée et très organisée »<sup>217</sup>, de même qu'« en période de recrutement intensive »<sup>218</sup>. La charge violente attribuée au Mouvement Germinal constitue pour les médias « un aliment de choix »<sup>219</sup>.

Les policiers soutiennent, en employant un conditionnel hypothétique, que l'intention du Mouvement Germinal « aurait été de s'infiltrer au sein de groupes de manifestants pacifiques [...] et de commettre certains actes criminels »<sup>220</sup>. Ils ajoutent que « [l]a Marche des peuples de samedi était une de leurs cibles »<sup>221</sup>, comme si l'objectif de ce mouvement était de s'attaquer à d'autres manifestants. Provoquant la suspicion et même la terreur, les policiers affirment que les bombes déstabilisatrices auraient pu « blesser violemment »<sup>222</sup> d'autres personnes et que « les bombes fumigènes auraient pu servir à créer une certaine panique lors des manifestations »<sup>223</sup>. Selon les forces policières, ces arrestations stratégiques tiennent lieu

---

<sup>215</sup> *Le Devoir*, 19 avril 2001, A 8.

<sup>216</sup> *Ibid.*

<sup>217</sup> *Ibid.*

<sup>218</sup> *Ibid.*

<sup>219</sup> Comme l'explique Yves Michaud : « Le fait que la violence se présente comme une crise par rapport à l'état normal crée par principe une affinité entre elle et les médias » op. cit., p. 48-49.

<sup>220</sup> *Ibid.*

<sup>221</sup> *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr18\\_arrestations-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr18_arrestations-cp.html)

<sup>222</sup> *Le Devoir*, 19 avril 2001, A 8.

<sup>223</sup> *Ibid.*

d'avertissement dissuasif : « On voulait dire qu'on n'aura pas de tolérance pour les gens qui viennent à Québec pour causer des problèmes et commettre des actes criminels »<sup>224</sup>. Après avoir donné de nombreux détails alarmants, les autorités policières refusent de commenter davantage les arrestations, pour mieux laisser se propager la rumeur. En exagérant nettement le danger représenté par le Mouvement Germinal, on accentue les craintes et on frappe l'imaginaire populaire qui reproduira dans les rumeurs le discours de la loi<sup>225</sup>. Le premier jour de l'événement, les médias insistent sur le fait que les « sept présumés criminels » du mouvement sont « détenus à la prison d'Orsainville »<sup>226</sup>, qui accueille « ses premiers locataires depuis qu'elle a été vidée de ses détenus »<sup>227</sup>. Les autorités exhibent aux yeux de tous la machination démasquée, signe que la surveillance est infaillible et que les actes violents ne se commettent pas en toute impunité. La supervision et la punition ne visent pas tant à empêcher le spectacle qu'à se le réapproprier pour y diriger les regards.

### 2. 2. 3. Association de la figure du casseur à celle du délinquant

La représentation du tenant de l'action directe comme délinquant ainsi que son association à l'univers carcéral permet à la fois de le marquer comme indésirable et ainsi de le démarquer des autres manifestants.

---

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 133-134.

<sup>226</sup> *Le Devoir*, 20 avril 2001, A 1.

<sup>227</sup> *Ibid.*

[La prison] contribue à mettre en place un illégalisme voyant, marqué, irréductible à un certain niveau et secrètement utile, — rétif et docile à la fois; elle dessine, isole et souligne une forme d'illégalisme qui semble résumer symboliquement toutes les autres, mais qui permet de laisser dans l'ombre celles qu'on veut ou qu'on doit tolérer. Cette forme, c'est la délinquance proprement dite<sup>228</sup>.

Dans cette association, on transforme la violence politique en criminalité. Ainsi, la judiciarisation de la dissidence isole le manifestant qui tolère ou pratique l'action directe violente. De plus, la surveillance intensive et la multiplication des procès qui en résultent créent un observatoire politique. Parmi les groupes de manifestants infiltrés avant le sommet<sup>229</sup>, le Mouvement Germinal constitue un groupe relativement restreint d'individus sur lesquels on peut effectuer une surveillance constante et qu'on s'efforce de séparer d'une population qui aurait pu les soutenir<sup>230</sup>. En facilitant le contrôle, la prévision et la manipulation des gestes des opposants, les autorités renforcent leur emprise sur la représentation, laquelle se donne comme spectacle à regarder, plutôt qu'à penser

Avant le sommet, un avocat fait un réquisitoire contre la structure même de la ville close, qui associe les manifestants à des délinquants. Selon lui, le périmètre de sécurité a pour effet de créer un « crime par association et par anticipation »<sup>231</sup>. En effet, en plus de constituer une mesure répressive prise avant même que des

<sup>228</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 322-323.

<sup>229</sup> Selon les déclarations des forces policières, « tous les groupes jugés susceptibles d'utiliser la violence [sont] infiltrés avant le Sommet », « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 47.

<sup>230</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 324.

<sup>231</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/3-20.stm>.

actes criminels soient commis, le périmètre exclut la majorité des citoyens et des manifestants sans distinction, ce qui les associe à des criminels potentiels<sup>232</sup>. De la même façon, en réquisitionnant la prison d'Orsainville pour détenir les manifestants arrêtés au Sommet, on aménage dans la ville un espace qui, s'il exploite sans doute l'infrastructure et les équipements de l'établissement de détention, associe néanmoins les manifestants à la criminalité, dans l'espace urbain comme dans l'imaginaire. Révisées en prévision du Sommet des Amériques, les directives d'Immigration et Citoyenneté Canada prouvent qu'un méfait fiche un individu et le rend ainsi sujet à des contrôles accrus. Le ministère informe que « [l]'existence d'un casier judiciaire et l'appartenance présumée à un groupe de casseurs qui auraient été actifs à Seattle justifient le refus des autorités de laisser les visiteurs étrangers franchir la frontière canadienne »<sup>233</sup>. En interdisant l'accès au pays, on joue avec les concepts d'appartenance et de participation. Ces concepts sont utilisés dans les médias en rapport avec le nouveau projet de loi antigang visant à faciliter la condamnation des motards criminels<sup>234</sup>. On associe ainsi les groupuscules pratiquant l'action directe aux bandes de motards hors-la-loi, pourchassés pour

---

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> *Le Devoir*, 19 avril 2001, A 8. Cette affirmation se trouve dans la même édition que celle annonçant les arrestations de membres du Mouvement Germinal.

<sup>234</sup> Les autorités réclament « depuis l'automne 2000 une loi antigang qui transformerait en crime la simple appartenance à un gang organisé », ce qui est refusé « par crainte que la loi subisse des attaques en vertu de la Charte des droits et libertés », *Le Devoir*, 6 avril 2001, A 8. Par conséquent, les nouvelles mesures législatives font « de la participation [*sic*] à une organisation criminelle un acte criminel », *Ministère de la justice Canada*, [http://canada.justice.gc.ca/fr/news/nr/2001/doc\\_28213.html](http://canada.justice.gc.ca/fr/news/nr/2001/doc_28213.html)

« gangstérisme, [...] trafic de stupéfiants et [...] complot en vue de commettre un meurtre »<sup>235</sup>.

En vue du sommet, la ville de Sainte-Foy modifie même un règlement municipal<sup>236</sup> afin d'interdire à quiconque « d'être présent dans un endroit public [...] en portant ou en ayant en sa possession un masque, une cagoule ou tout autre objet pouvant être utilisé pour couvrir le visage, en tout ou en partie »<sup>237</sup>. Ce règlement, retiré à la suite des diverses pressions publiques, aurait eu pour effet de repousser hors des limites de la loi les manifestants qui se protègent des gaz ou qui dissimulent leur identité à l'aide de masques. Lors de l'événement, les forces policières procèdent à 463 arrestations, dont 280 pour la seule nuit de samedi à dimanche<sup>238</sup>. « L'immense majorité des contrevenants [sont] arrêtés [cette nuit-là] pour des infractions au code criminel, surtout pour participation à une émeute, alors que les autres ont contrevenu à un règlement municipal »<sup>239</sup>. La judiciarisation de la dissi-

<sup>235</sup> *La Gazette*, [http://www.rcmp.ca/gazette/vol64\\_no3\\_f.htm#prosecution](http://www.rcmp.ca/gazette/vol64_no3_f.htm#prosecution); Autour de l'événement, les allusions aux motards criminels sont fréquentes. Par exemple, lors de sa vidéo comparution devant le juge, un manifestant qui se voit refuser du papier et un crayon pour prendre des notes s'exclame : « Je ne suis pas un Hells Angels ! ». Dès le lendemain, cette affirmation fait le titre d'un article dans *Le Journal de Québec*, 22 avril 2001, p. 4.

<sup>236</sup> *Le Devoir*, 7 mars 2001, A 4; « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 7.

<sup>237</sup> *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002, p. 23; *Le Devoir*, 3-4 mars 2001, A 12. Le règlement en question interdit également « d'être présent dans un endroit public, en ayant en sa possession tout objet ou appareil susceptible d'être utilisé pour incommoder ou blesser une personne ou [...] pour endommager un bien », *Quartier libre*, <http://www.ql.umontreal.ca/volume8/numero12/societev8n12b.html>.

<sup>238</sup> *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/2003/08/07/33390.html>; *Radio-Canada*, <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation/>

<sup>239</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-22-3.stm>; Une émeute est un attroupement illégal qui a commencé à troubler la paix tumultueusement. Par ailleurs, l'article 63 du Code criminel définit un attroupement illégal comme étant une « réunion de trois individus ou plus qui, dans l'intention d'atteindre un but commun, s'assemblent, de manière à faire craindre, pour des motifs raisonnables, à des personnes se trouvant dans le voisinage de l'attroupement [qu'ils ne provoquent une émeute] ». Un individu

dence politique conduit à considérer les manifestants comme des criminels. Elle permet également de réprimer la dissidence la plus visible et d'affaiblir le mouvement de contestation en neutralisant temporairement certains éléments<sup>240</sup>. De la même façon, l'aliénation de la charge politique du casseur a pour effet de ramener ces luttes proprement politiques à des actes illégaux. En faisant basculer publiquement ces militants du côté de la criminalité, on tire partie de l'imaginaire de la délinquance, cet « illégalisme voyant » qui semble résumer symboliquement toutes les autres formes d'activités interdites par la loi. À cet effet, la nature des accusations portées contre les membres du Mouvement Germinal opère un glissement du manifestant comme casseur au manifestant comme criminel.

Des accusations de complot pour commettre des méfaits pouvant mettre des vies en danger, de possession de substances explosives avec l'intention de s'en servir ainsi que du vol de matériel militaire ont été portées hier par vidéoconférence<sup>241</sup>.

En exploitant dans les accusations la « force de l'imaginé »<sup>242</sup>, on renforce le lien suggéré entre le tenant de l'action directe violente et le criminel.

La médiatisation de la figure du partisan de l'action directe comme criminel dangereux possède une intensité dramatique de nature à frapper l'imaginaire. Autour de l'événement politique urbain, on veille donc à ce que le sensationnalis-

---

peut se faire arrêter pour le simple fait de demeurer présent sur les lieux d'un attroupement illégal, D. Barrette, *op. cit.*, p. 24.

<sup>240</sup> En vertu d'une directive émanant du ministère de la justice du Québec, toute personne arrêtée en rapport avec le Sommet des Amériques n'est pas remise en liberté avant la fin de l'événement, *A-Infos*, <http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00248.html>

<sup>241</sup> *Le Devoir*, 19 avril 2001, A 8.

<sup>242</sup> J.-P. Brodeur, *Les visages de la police : pratiques et perceptions*, *op. cit.*, p. 30-35.

me entourant « ceux qui veulent démolir ce très bon système démocratique »<sup>243</sup> se transforme bien en répulsion. La mise en scène spectaculaire de l'action directe comme crime, afin d'empêcher l'identification à celle-ci, constitue tout un dispositif de représentation qui inverse les valeurs. Foucault fait remarquer que

[l']influence d'un crime n'est pas forcément en proportion directe avec son atrocité; un crime qui épouvante la conscience est d'un moindre effet qu'un méfait que tout le monde tolère et se sent prêt à imiter pour son compte<sup>244</sup>.

À Québec, on rend donc l'action directe violente intolérable pour éviter l'effet d'entraînement. C'est dans cette optique que les forces policières orchestrent les arrestations et l'emprisonnement fort médiatisés du Mouvement Germinal. En gérant de la sorte le sensationnalisme, les forces de l'ordre exploitent une magnifique machine médiatique. La représentation du casseur comme criminel berné, démasqué et emprisonné affiche la force des autorités et finit par imposer ce discours à l'ensemble de la population, discours par lequel tous s'interdisent, et interdisent aux autres, les actes de violence.

En représentant le tenant de l'action directe comme un voyou, on trace « la limite qui définira la différence par rapport à toutes les différences, la frontière extérieure de l'anormal »<sup>245</sup>. En effet, quel honnête citoyen pourrait se reconnaître dans des « actes criminels »? Lors de la conférence de presse sur le coup de filet de

<sup>243</sup> Le premier ministre du Canada, cité dans *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 7.

<sup>244</sup> M. Foucault, *op. cit.*, p. 110.

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 215.

Germinal, les policiers dessinent les limites de tolérance en décourageant explicitement tout lien avec les tenants de l'action directe : « Les gens qui veulent s'approcher ou qui sont solidaires de ce type de regroupement nous inquiètent toujours, et des enquêtes policières sont en cours à ce sujet »<sup>246</sup>. Si l'inquiétude justifie les enquêtes policières, la médiatisation de l'affaire permet de faire sentir que la surveillance policière est sans faille et que tout non-conformisme politique porte en soi la possibilité d'infiltration et de répression. Il s'agit de montrer que le pouvoir politique est omniprésent, alors qu'en réalité, il ne l'est pas.

À force de creuser le fossé existant entre tenants de l'action directe et pacifiques, on évacue les revendications qui leur sont communes et on donne l'impression qu'il existe une distance plus grande entre ces deux types d'alliance qu'entre chacune d'elle et les autorités. Ainsi, la figure du casseur permet de diviser et de hiérarchiser les manifestants et d'assurer une surveillance des opposants entre eux. Quant à la figure du délinquant, elle exploite les effets de la pénalité établie et joue sur la dramatisation de la casse comme acte criminel pour dresser une barrière de répulsion autour du non-conformisme politique. La démonisation et la dépolitisation du tenant de l'action directe dissuadent l'imitation, découragent la convergence entre différents types de manifestants et rendent acceptables le périmètre et les mesures de sécurité. Dans l'organisation de la représentation du pouvoir politique, tout un travail de théâtralisation est mis en œuvre. En créant un rôle expressément

---

<sup>246</sup> *Le Devoir*, 19 avril 2001, A 8.

pour le casseur, les autorités en font, malgré lui, un acteur du drame urbain qu'ils orchestrent dans le cadre du Sommet de Québec. Vu l'impression qu'elle produit et « la charge de rupture qu'elle véhicule »<sup>247</sup>, la violence devient la force du spectacle.

### 2. 3. ESPACE URBAIN DÉCLOISONNÉ PAR LES INTERACTIONS

Si pour la majorité de la population, le rapport au monde passe principalement par l'image, pour les occupants de l'espace périphérique lors du sommet, le rapport au monde aux événements et aux faits passe d'abord par l'expérience directe qui en est faite. Dans ce qu'on pourrait appeler les coulisses du spectacle, la perspective change : bien que toute violence soit condamnée sans équivoque dans le discours entourant la figure du casseur, dans les rues de la ville, la violence fait l'objet d'un certain discernement et même d'une certaine acceptation. Au milieu des interactions, la figure de casseur se voit dépouillée de son intensité dramatique.

---

<sup>247</sup> Y. Michaud, *op. cit.*, p. 49.

### 2. 3. 1. Décloisonnement dans l'espace urbain

Contrastant avec les terrifiants scénarios dessinés par la propagande, l'investissement de l'espace urbain périphérique se fait sur le mode du rassemblement, de la circulation et du décloisonnement.

Les trajets des groupes de manifestants dans la ville sont planifiés en fonction de la division entre manifestants pacifiques et violents. Toutefois, la circulation piétonne dans la ville se fait souvent sans égard aux trajets prévus, ce qui amenuise la distance entre les pacifiques et les tenants de l'action directe. De façon générale, les manifestants restent dans la ville plusieurs journées et, hors des activités et des conférences dont ils sont directement responsables, ils sont libres de participer aux activités ou d'explorer les lieux à leur guise. Profitant des journées chaudes et ensoleillées, ils se promènent et se rassemblent hors du cadre des activités et des marches organisées. Les activités étant concentrées dans un espace relativement restreint, il est possible pour un piéton d'appréhender la ville dans son ensemble. Par exemple, un manifestant peut, en quelques heures, monter du Vieux-Port dans la haute-ville, longer le périmètre derrière le Château Frontenac, s'arrêter sur la rue Saint-Jean pour s'y reposer, observer les affrontements au Parc de l'Amérique française, s'attarder à l'extrémité du périmètre clôturé, sur les plaines d'Abraham, redescendre danser à l'Îlot Fleurie, dans le quartier Saint-Roch, puis

retourner passer la nuit à l'Université Laval<sup>248</sup>. Le rapport à l'espace urbain et à ses occupants se fait donc relativement concret.

Les nombreux déplacements dans la ville entraînent donc un brouillage des trajets. Le seul fait d'aller rejoindre une marche implique des déplacements non planifiés d'individus dans l'espace urbain. Par exemple, les passagers des quelque quatre cents autobus qui arrivent à Québec pour la Marche des peuples descendent à différents endroits pour éviter les bouchons de circulation, puis vont rejoindre à pied le cortège, faisant émerger un espace urbain mouvant. Les lieux sont poreux : bien que la majorité des participants de cette marche poursuive le trajet prévu jusqu'à Expo-Cité, des curieux s'attardent aux environs du périmètre avant de réintégrer la marche et d'autres, une fois parvenus au site d'Expo-Cité, rebroussement chemin et reviennent dans la haute-ville<sup>249</sup>. Manifestants, résidents et curieux déambulent, courent, s'arrêtent, s'assoient, puis repartent au fil des rues et des rencontres. Des actions aussi simples que marcher, faire partie d'une foule et rencontrer des gens sont essentielles à la construction d'une sphère politique publique<sup>250</sup>. Ainsi, la réappropriation du lieu public entraîne une reconsidération de la réalité politique à l'écart du fait médiatique.

---

<sup>248</sup> L'Université Laval, dans le quartier Ste-Foy, devient quant à elle un carrefour fort fréquenté par les manifestants pour sa nouvelle vocation de centre de convergence, terminus, dortoir, cafétéria et lieu de départ de quelques marches.

<sup>249</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 8; De nombreux participants à la Marche des peuples viennent manifester autour du périmètre, « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 46.

<sup>250</sup> George Simmel, cité dans « Feel Good Here? Relationship between Bodies and Urban Environments », *City Lives & City Forms. Critical Research & Canadian Urbanism*, Rob Shields, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 87.

### 2. 3. 2. Représentation et réalité

Si le clivage entre les différents groupes de manifestants apparaît clairement dans les discours, il semble moins évident dans la ville périphérique, où le partage de l'espace favorise les contacts entre individus d'opinions diverses. L'événement s'inscrivant dans une réalité locale, les résidants et les manifestants se côtoient forcément. Ainsi, situé sur la trajectoire menant de la basse-ville au périmètre de sécurité, le quartier Saint-Jean-Baptiste devient un carrefour, une place publique fréquentée par une foule calme, avant d'être envahie, suite à l'avancée du cordon policier dans la ville, par les gaz lacrymogènes. Les points chauds du périmètre étant à proximité de la rue Saint-Jean, des partisans de l'action directe violente, dont des membres du Black Bloc, déambulent dans le quartier, au milieu des autres manifestants<sup>251</sup>. Samedi soir,

[s]ur la rue Saint-Jean, à proximité du cimetière Saint-Matthew, les policiers larguent simultanément une dizaine de grenades lacrymogènes. La fumée devient si dense que les badauds doivent trouver refuge dans les commerces. Certains commerçants, munis de masques à gaz, indiquent à leurs clients le moment propice pour déguerpir chez eux<sup>252</sup>.

L'orientation politique des « badauds » et des « clients » ne s'affiche pas d'emblée et il est permis de penser que des lanceurs de pierres trouvent aussi refuge chez les

<sup>251</sup> Dans un article sur le Black Bloc, un journaliste écrit : « Après avoir examiné l'état des lieux, les anarchistes décident de retourner sur la rue Saint-Jean », *Le Soleil*, 22 avril, A 8.

<sup>252</sup> *Le Soleil*, 22 avril, A 8.

commerçants. L'écart existant entre l'image véhiculée et l'anarchiste en chair et en os, l'humain, tenant ou non de l'action directe violente, est donc si grand qu'il est difficile d'établir un rapprochement entre la représentation et la réalité<sup>253</sup>. Si elle paraît sans équivoque dans la propagande, la délimitation entre les pacifiques et les tenants de l'action directe se fait beaucoup plus floue dans la réalité, au milieu de la foule. Comment savoir si un manifestant s'est attaqué ou non au périmètre? Dans un attroupement, comment déterminer qui vient de relancer la grenade de gaz lacrymogène aux policiers anti-émeute? Est-ce que les spectateurs qui se réjouissent de la tombée du périmètre de sécurité sont aussi des « casseurs »?

Dans les rues de la ville, l'action directe violente visant la clôture du périmètre de sécurité semble comprise comme geste politique. En effet, les attaques contre le périmètre de sécurité font l'objet d'une certaine tolérance<sup>254</sup>. Des cris et des acclamations se font entendre lorsque des manifestants renversent une section du périmètre de sécurité<sup>255</sup>, et même la foule pacifique de la Marche des peuples en basse-ville applaudit en apprenant la nouvelle<sup>256</sup>. Pour plusieurs, le fort contesté

---

<sup>253</sup> À l'approche de l'événement, « des anarchistes de Québec » écrivent : « Certains, ne sachant pas qui nous étions – on cache bien notre jeu – et s'imaginant sans doute qu'un anarchiste, ça a nécessairement l'écume aux lèvres et le regard fou, nous ont mis en garde contre nous-mêmes », *Émile Henry*, <http://www3.sympatico.ca/emile.henry/4pnefac.htm>

<sup>254</sup> *Le Devoir* suggère que les Black Blocs auraient réussi à faire tomber plusieurs sections du périmètre de sécurité en raison d'un « [é]lément clé : derrière eux, ils avaient la foule ». *Le Devoir*, 23 avril 2001, A 3.

<sup>255</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 46.

<sup>256</sup> Un participant à la Marche des peuples écrit : « Je crois important de mentionner que, durant cette marche, des hauts-parleurs ont crié le message : « Nous sommes informés que 60 pour cent du périmètre est tombé ! » Les gens ont applaudi. Ainsi, même si ces gens ont préféré ne pas confronter le mur, il semble évident qu'ils ne l'acceptent pas pour autant. En fait, la « violence » contre ces clôtures séparant les dirigeants des peuples ne semble pas du tout choquer les gens, s'ils ne la supportent pas carrément », <http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/a20/ignorer.htm>

périmètre de sécurité semble être devenu « la frontière extérieure de l'anormal »<sup>257</sup>, l'interdit qu'il faut transgresser parce qu'il brime la liberté d'expression. Les résidents de la zone close se disent généralement solidaires des manifestants pacifiques comme des tenants de l'action directe<sup>258</sup>. Fait à noter, de nombreux résidents et manifestants se reconnaissent dans les manifestants qui tentent de renverser la clôture, obstacle physique et symbolique généralement contesté, alors qu'à peu près personne ne se reconnaît dans les « actes criminels » associés à la figure du délinquant. De plus, si tant de manifestants et de résidents s'accordent pour tolérer ou approuver les attaques contre le périmètre, c'est qu'ils ne voient pas en elles une violence obscure, menaçante et condamnable, mais une action précise dirigée contre une cible politique vivement réprouvée<sup>259</sup>.

Dans l'espace urbain, les actions des manifestants sont généralement jugées selon la cible et la nature de la violence, et non selon une conception manichéenne de la violence et du pacifisme. En comparant les réactions face aux différentes actions de membres du Black Bloc, on remarque que le degré de tolérance envers les attaques diffère selon que la cible est réprouvée ou estimée.

<sup>257</sup> M. Foucault, *Surveiller et punir*, op. cit., p. 215.

<sup>258</sup> Des témoignages le prouvent. Par exemple, une résidente de la zone close déclare à un journaliste : « Je n'ai pas le *guts* d'aller manifester avec eux, mais je suis de leur bord. C'est rendu qu'il faut être violent pour se faire entendre des dirigeants ». Le journaliste ajoute que « [d]e façon surprenante, le sentiment de madame semblait partagé par plusieurs [personnes] à l'intérieur du périmètre ». Un autre résident du périmètre affirme : « [Les manifestants] ont ma complète sympathie. Ils se battent pas avec les mêmes moyens dont dispose l'État. Les chefs d'État ont le droit de se réunir pour le Sommet. Par contre, ils ont le devoir de faire parler ceux qui sont dans la rue », *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-21-7.stm>

<sup>259</sup> À ce sujet, une manifestante fait remarquer « que la lutte est [...] politique car les gens ne s'amuse pas à tout casser ». *Le Devoir*, 23 avril 2001, A 3.

Les briques lancées par les membres du Black Bloc défonçaient les vitrines de l'immeuble quand Christine, une brave dame de 60 ans, s'est plantée devant les fenêtres, les bras en croix, indifférente aux pavés qui volaient autour d'elle. Cinq minutes plus tôt, ce commando d'une trentaine de personnes était accueilli comme un libérateur à l'intersection de Turnbull et René-Lévesque [près d'un point chaud du périmètre], dans une atmosphère digne du Festival d'été. Mais après un bref conciliabule, armés des pavés que quelqu'un avait pris soin de desceller plus tôt, ils entreprennent de fracasser les fenêtres et en une seule seconde l'air se charge d'électricité. Les manifestants, qui venaient tout juste de les acclamer, sont stupéfaits, la foule s'est mise à huer, à crier. « Gang de caves! Arrêtez! »<sup>260</sup>

Le périmètre de sécurité, dépourvu de valeur comme objet de propriété, est érigé pour protéger la rencontre au sommet, après quoi il sera enlevé et ne servira plus. Les tentatives pour le renverser ne font donc que précipiter sa fin et, en ce sens, sont tolérées. Par contre, la sympathie pour les commerçants de la ville et l'estime pour la propriété privée, qui ne symbolise pas l'interdit, font que l'on proteste contre les actions directes violentes visant les édifices<sup>261</sup>. Ainsi, le respect de la propriété privée possède un effet régulateur : la ville entière apparaissant comme un bien de l'État et des particuliers, tout devient de l'ordre de l'intouchable<sup>262</sup>. Les occupants de l'espace périphérique qui s'interposent pour empêcher les bris montrent que la foule n'est pas apathique et que les tenants de l'action directe ne pourraient pas saccager la ville aveuglément, par simple envie de destruction, sans rencontrer une vive résistance des autres manifestants et des résidants. De même, on constate qu'il serait impossible pour un manifestant de s'attaquer à d'autres manifestants ou à des résidants sans se faire rapidement neutraliser par la foule.

<sup>260</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 8; La femme qui place devant les fenêtres explique : « Des gestes comme ça vont tourner le public contre nous », *Ibid.*

<sup>261</sup> « À un autre moment, une personne brise les vitres d'une banque et la foule se met à huer pour exprimer sa désapprobation » « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 10.

<sup>262</sup> Dans ce contexte, il est possible de se demander ce qu'il reste dans l'imaginaire pour l'espace public.

Dans la rue, dans le feu de l'action, les tenants de l'action directe ne s'en prennent pas à d'autres manifestants et la peur inspirée par figure du casseur se dissipe au fil des interactions. En effet, c'est compte tenu de l'image véhiculée à distance que les tenants de l'action directe sont accusés de faire peur aux manifestants qui se joindraient à la Marche des peuples. Cependant, ils ne semblent pas effrayer les manifestants et les résidants qui les côtoient dans la ville. Dans l'espace urbain, si tous ne tolèrent pas les efforts de renverser le périmètre de sécurité, la critique ne se fait pas sur le mode de la peur et de la démonisation, mais sur celui de l'interaction et de l'action : « Plusieurs personnes interviennent physiquement pour faire cesser [les tentatives d'attaques contre la clôture] »<sup>263</sup>. Dans le feu de l'action, on s'oppose physiquement à un manifestant dont on réproouve les actions, non pas à un spectre obscur et terrifiant.

Par opposition aux antagonismes qui évoluent par l'intermédiaire des discours médiatiques, les rivalités qui se vivent directement, sur la place publique, amenuisent la distance entre les manifestants. La figure du casseur, construction discursive, disparaît dans le feu de l'action, où il ne reste que des manifestants qui circulent, agissent et interagissent. Bien sûr, les désaccords persistent, mais ils ne se présentent pas comme une division claire et infranchissable. Ils prennent plutôt la forme d'altercations, ce qui ouvre la voie à la communication entre les oppo-

---

<sup>263</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 10.

sants et permet une réévaluation de la nature des conflits. À la différence de la paralysante « violence représentée » véhiculée par la propagande, la violence dont on est témoin contribue à la perception de la violence comme tactique politique, vécue dans le feu de l'action. D'un point de vue politique large, toutefois, l'action directe violente, telle que mise en scène par les autorités, continue d'effrayer les spectateurs par le biais des médias, puisque « la manière dont la violence sera perçue compte autant que la violence effective »<sup>264</sup>.

---

<sup>264</sup> Y. Michaud, *op. cit.* p. 64; À ce sujet, la GRC note que « [l]es Canadiens craignent de plus en plus les crimes de violence, malgré les baisses récentes des taux officiels, en raison des rapports[...] par les médias d'incidents relativement rares, mais dramatiques », Rapport sur les plans et les priorités de la GRC de 2001-2002, Gendarmerie Royale du Canada, p. 43.

### CHAPITRE TROIS

#### CARNAVALESQUE DANS L'ESPACE URBAIN

Par contraste avec le spectacle du pouvoir mis en scène par les autorités dans un souci d'efficacité politique, s'élabore sur la place publique un spectacle improvisé, marqué par de fortes réminiscences carnavalesques, et auquel tous participent, en tant qu'acteurs et spectateurs<sup>265</sup>. Dans les rues en périphérie de la zone close, un peu comme en temps de carnaval, le « peuple » émerge des structures habituelles et édifie « à côté du monde officiel un second monde et une seconde vie »<sup>266</sup>, sorte de monde à l'envers, où les profanations de l'ordre établi et de ses symboles déclenchent un « rire carnavalesque »<sup>267</sup>, universel et ambivalent. Les chefs d'État et les forces de l'ordre, la ZLÉA et la mondialisation des marchés, les rencontres et cérémonies officielles, ainsi que la ville close et le périmètre de sécurité, se prêtent bien aux renversements carnavalesques, précisément parce qu'ils s'imposent comme autorité, exhibant prestige et prospérité. Au sommet, les opposants ont recours aux jeux de mots, aux parodies, aux masques, aux travestis-

---

<sup>265</sup> Mikhaïl Bakhtine étudie le carnaval et ses traits caractéristiques, ses fonctions et son unité de style au Moyen âge et à la Renaissance, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au moyen âge et sous la renaissance*, Paris, Gallimard, 1970.

<sup>266</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 13.

<sup>267</sup> *Ibid.*, p. 20.

sements, aux rabaissements sur le plan matériel et corporel, aux mauvais tours et aux insultes grossières pour attaquer l'ordre et réaliser un parasitage comique de la rencontre au sommet. Délibérément improductif, adogmatique et hors norme, le carnaval stimule la créativité, libère de la peur, détruit les hiérarchies, ridiculise allègrement toute prétention à la supériorité, au sérieux unilatéral et à l'immuabilité. L'expérience du monde à l'envers sur la place publique fait ressentir concrètement la relativité de l'ordre des choses et laisse entrevoir la possibilité d'un changement. Toutefois, les manifestations étant motivées par un objectif politique déterminé, elles ne sont pas un vrai carnaval, puisque dans leur essence, les rites du carnaval « n'exigent rien et ne demandent rien »<sup>268</sup>. Ainsi, le carnavalesque qui surgit au sein des grands rassemblements constitue en quelque sorte une forme apolitique de la contestation se réalisant dans l'éphémère.

### 3. 1. PLACE PUBLIQUE ET FOULE HÉTÉROCLITE

Au sommet, le découpage de l'espace urbain selon un mode binaire et la rupture par rapport au quotidien, créent un espace-temps favorisant l'émergence, dans les rues périphériques, d'un espace festif populaire entièrement livré à lui-même. Les pratiques urbaines se voient redéfinies : l'accueil des manifestants se fait à l'écart des réseaux commerciaux et touristiques, l'espace privé s'ouvre à l'exté-

---

<sup>268</sup> *Ibid.*, p. 15.

rieur et la place publique est investie par une foule hétéroclite<sup>269</sup>, ce qui confère une dimension festive à l'occupation des lieux.

### 3. 1. 1. Aménagement des frontières entre le privé et le public

Pendant trois jours et trois nuits, une foule hétéroclite se rassemble d'elle-même sur la place publique, à l'écart de l'ordre établi, des règles et des normes habituelles. Comme lors des manifestations tumultueuses, « [l]a vie quotidienne est interrompue, les établissements commerciaux se retrouvent vides et pendant un bref moment le monde semble être sens dessus dessous »<sup>270</sup>. Bakhtine note que la sanction des fêtes « doit émaner non du monde des moyens et conditions indispensables, mais de celui des buts supérieurs de l'existence humaine, c'est-à-dire du monde des idéaux »<sup>271</sup>. Ainsi, les grands rassemblements sur la place publique favorisent l'apparition d'une dimension festive, du fait qu'ils sont, entre autres, libérés de la nécessité et motivés par une profonde conviction qu'« un autre monde est possible »<sup>272</sup>. En rupture avec la société de consommation et les impératifs de rendement économique, les manifestations se distinguent du Carnaval de Québec, qui, vu son aspect de festivité organisée et économiquement profitable, s'apparente da-

<sup>269</sup> L'espace festif se déploie dans un rayon d'environ trois kilomètres autour du périmètre de sécurité. Les quartiers Saint-Jean-Baptiste et Saint-Roch, le Vieux-Port et l'Îlot Fleurie sont différents lieux où travaille la même poésie carnavalesque.

<sup>270</sup> *La Gazette*, vol. 64, n° 1, 2002, p. 10.

<sup>271</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 17.

<sup>272</sup> Une bannière de la ville de Québec se lit : « Un nouveau monde est possible » *Le Soleil*, 21 avril, B1; La déclaration du Sommet des peuples conclut : « D'autres Amériques sont possibles! »; De même, la CLAC écrit : « Il faut refuser que ces jours soient des jours de « business as usual ». [...] Il faut rire et danser et leur montrer qu'un autre monde est possible », *Résiste!*, mars 2001, p. 1.

vantage au festival qu'au carnaval<sup>273</sup>. Au festival, le plaisir est géré et commercialisé et l'ordre établi n'est pas remis en question, si ce n'est de façon purement plastique et propre<sup>274</sup>. Par contre, au Sommet de Québec, les réjouissances des opposants ne sont ni programmées, ni rentabilisées, et, de surcroît, prennent plaisir à déconsidérer la société capitaliste et ses dirigeants.

Par opposition au quotidien et à la ville close étroitement encadrée par le pouvoir, la forme urbaine en périphérie favorise l'abandon provisoire du rôle de consommateur et l'amenuisement des frontières entre l'espace ouvert et l'espace fermé. En marge de la lucrative industrie touristique de la ville, des groupes de cuisine collective distribuent gratuitement de la nourriture<sup>275</sup>. Les repas collectifs gratuits sur la place publique, s'ils n'égalent pas l'abondance des banquets de la fête populaire évoqués par Bakhtine, s'en rapprochent néanmoins du fait qu'ils « n'ont rien de commun avec la vie quotidienne immobile et le contentement de l'individu privé »<sup>276</sup>, mais sont plutôt l'expression d'un sentiment de justice sociale.

---

<sup>273</sup> Moteur de l'activité touristique hivernale de la ville, le Carnaval de Québec M. Christie génère annuellement « des retombées économiques de plus de 28 millions de dollars », *Carnaval de Québec*, <http://www.carnaval.qc.ca/plus.asp>

<sup>274</sup> POPOVIC, Pierre, « Le festivaesque (La ville dans le roman de Réjean Ducharme) », dans *Tangence*, n° 48, septembre 1995, p. 116-127.

<sup>275</sup> À l'Îlot Fleurie, *Food not Bombs* et *Winnipeg Free Kitchen* servent gratuitement de la nourriture aux manifestants, *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 10; À Limoilou, *People's Potatoe*, le groupe de cuisine collective de l'Université Concordia, fait de même, *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002, p. 53.

<sup>276</sup> Bakhtine oppose les images de banquet de la fête populaire à « un petit repas domestique avec des mendiants affamés au seuil », M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 300.

Contrastant avec la privauté offerte par les hôtels et auberges commerciaux, les dortoirs publics aménagés dans les gymnases, les salles de classe, ainsi que dans les bandes de la patinoire de l'aréna Bardy, favorisent la proximité des manifestants<sup>277</sup>. L'infiltration du monde extérieur dans l'espace privé est encouragée par les résidants qui, en réponse à la campagne « Adopter unE militantE! »<sup>278</sup>, hébergent des manifestants, ainsi que par les résidants qui « ouvrent leurs portes (ou leurs fenêtres) aux manifestant-es [...] refoulés par la police »<sup>279</sup>, ce qui crée chez certains une « atmosphère moitié-carnaval, moitié 24 juin »<sup>280</sup>. Dans un mouvement inverse, les résidants contribuent au déversement de l'espace privé dans la rue : ils font jouer de la musique par les fenêtres de leur appartement pour la foule sur la rue Saint-Jean, remplissent les bouteilles d'eau des manifestants, font pendre leur boyau d'arrosage par la fenêtre pour abreuver les passants et leur permettre de se passer de l'eau sur les yeux<sup>281</sup>, et, tout au long du trajet de la Marche des peuples, sortent de leur maison pour saluer les manifestants<sup>282</sup>. Tout comme le carnaval se caractérise par une occupation massive du domaine public, la ville transfigurée est marquée par l'amenuisement de la frontière délimitant l'espace privé de la

<sup>277</sup> Des manifestants sont hébergés gratuitement ou à prix modique dans des écoles et des CEGEP mis à leur disposition par la municipalité ainsi que par des groupes communautaires, Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 4 avril 2001, Dossier No 20107/1, Résolution CE-2001-7155. En annexe, mémoire du Service de la culture, du loisir et de la vie communautaire.

<sup>278</sup> La campagne est lancée par les groupes d'opposants locaux CASA et OQP 2001, *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 11; site internet d'OQP 2001, <http://www.oqp2001.org/fr/hebergement/hebergement.htm>; Voir le bordereau d'engagement pour les citoyens désirant « poser un geste de solidarité citoyenne », *Droit de parole*, mars 2001, cahier spécial d'OQP 2001, p. 4.

<sup>279</sup> *Droit de parole*, vol. 28, n° 3, mai 2001, p. 6 et 8.

<sup>280</sup> *Ibid.*

<sup>281</sup> *Droit de parole*, <http://www.oricom.ca/communicationsbasse-ville/>; Il est recommandé de se rincer les yeux à grande eau pour soulager la sensation de brûlement causée au contact des gaz lacrymogènes.

<sup>282</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-22.stm>; *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 7.

place publique. Se voit alors momentanément renversée la double évolution qui caractérise les sociétés occidentales et par laquelle, explique Richard Sennett, « [l']espace public se rapetisse et se débilite dans le même mouvement où la sphère privée accroît de diverses manières sa prégnance dans la vie sociale »<sup>283</sup>.

Sur la place publique, la foule obtient « la forme concrète, sensible, visible de sa masse et de son unité »<sup>284</sup>. David Fennario fait allusion cette « l'autosensation particulière du peuple »<sup>285</sup> en soulignant l'amalgame de groupes souvent divisés et rivaux :

And then later mingling in the streets with thousands of people : Anglophones, francophones, blacks, whites, gays and straights, women and men and it wasn't a dream. We made it happen because we were fighting them for a change instead of ourselves. Solidarité<sup>286</sup>.

Par oppositon à la discrimination et aux frictions, le mélange harmonieux de groupes divers sur la rue est ressenti comme la solidarité d'une collectivité qui partage une même lutte, motivée par l'espoir d'amener un changement de la société dans son ensemble, plutôt que de se limiter à des luttes individuelles pour sa prospérité. Par contraste avec le caractère individualiste de la vie quotidienne et celui, protocolaire, du sommet officiel, la proximité, l'interaction et le partage accrus dans

<sup>283</sup> Préface au texte de Richard Sennett, P. Ansay et R. Schoonbrodt, *op. cit.*, p. 279.

<sup>284</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 255.

<sup>285</sup> *Ibid.*

<sup>286</sup> David Fennario, cité par L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, *op. cit.*, p. 55; D'autres militants écrivent : « Une fois dans la rue, le syndicaliste, l'étudiant, le citoyen, l'anarchiste, le travailleur et le curieux se mélangeaient pour créer un collectif solidaire et entraînant », *La Gauche*, <http://www.lagauche.com/lghebdo/2001/2001-23-02.html>

l'espace festif périphérique favorisent un « contact libre et familial »<sup>287</sup> entre des individus séparés dans la vie normale par des barrières rarement franchies.

### 3. 1. 2. Foule hétéroclite

Effet typiquement carnavalesque, l'espace urbain hors-périmètre se dessine selon une configuration symbolique et sociale qui ne fonctionne pas autour d'un centre régulateur générateur de rapports de hiérarchies, comme c'est le cas dans l'espace clos, mais plutôt sur le modèle plus souple d'une communauté d'où les autorités sont absentes. Bien que les manifestations convergent vers le centre, elles s'organisent de manière autonome et s'accommodent d'un désordre qui n'a rien des interactions régulées de la ville close, ni de la multiplicité ordonnée et de l'individualité descriptible décrites par Foucault<sup>288</sup>. En plus d'être générateur de rencontres inattendues et de comportements inusités, l'aspect mouvant, hétérogène et anonyme de la foule permet d'esquiver la supériorité d'une classe sociale par rapport à une autre, au profit d'un rapport de complicité et de correspondance. Un journaliste rend compte du caractère hétéroclite de la foule qu'il observe dans les rues :

[J'ai vu une] manif très disparate et colorée : syndicalistes, libertaires, écolos, femmes contre la violence faite aux animaux, j'ai même vu des membres du parti communiste iranien défiler côte à côte avec des zapatistes latinos qui brandissaient une ahurissante banderole de style réalisme socialiste (mâtiné de maoïsme) montrant le Sub-

---

<sup>287</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 18.

<sup>288</sup> Voir chapitre 2. 1. 2. de ce mémoire.

commandante Marcos, Zapata et El Che sur fond de ciel azur, regards fixés sur l'horizon<sup>289</sup>.

Par rapport aux occupants de la ville close, la foule de manifestants est plus insaisissable et à la fois plus particulière. De même, la pluralité et l'accumulation des styles, des voix et des points de vue entraîne un affaiblissement momentané des marquages social, artistique, politique et idéologique servant normalement à ordonner et à hiérarchiser la vie en société.

### 3. 2. APPROPRIATION ARTISTIQUE DE LA RÉALITÉ

Par sa position périphérique par rapport au périmètre, la place publique devient le point de convergence de tout ce qui n'est pas officiel et jouit « en quelque sorte d'un droit "d'exterritorialité" dans le monde de l'ordre et de l'idéologie officiels »<sup>290</sup>. Une esthétique d'ostentation carnavalesque se remarque dans ce regroupement diversifié qui s'unit dans la contestation. Des milliers de personnes s'expriment hors des créneaux officiels et commerciaux par le biais de la parole, de l'écrit, de la musique et de l'art, réalisant ce que Bakhtine appelle une « possession artistique de la réalité »<sup>291</sup>. Le temps de l'événement, les créations artistiques ignorent les notions de hiérarchisation des productions culturelles, de propriété intellec-

<sup>289</sup> *24 images*, n° 107-108, automne 2001, p. 49; *Le Nouvel Observateur* fait état d'une « coalition hétéroclite » (n° 1903, 26 avril 2001, p. 39).

<sup>290</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 156.

<sup>291</sup> *Ibid.*, p. 212.

tuelle et de respect du patrimoine littéraire, philosophique et politique, au profit de reconstitutions libres, qui prennent leur sens dans la logique carnavalesque. Le carnaval s'opposant « à toute perpétuation, à tout parachèvement et terme »<sup>292</sup>, les jeux de mots, les parodies, les travestissements et les masques qui prennent vie sur la place publique s'effacent au retour du quotidien.

### 3. 2. 1. Action politique et démarche artistique

Lors du sommet, les démarches artistiques des opposants s'intègrent à leur action politique. À ce sujet, l'invitation à « transform[er] l'horrible mur de la honte en immense fresque urbaine »<sup>293</sup> illustre bien que si le périmètre de sécurité est une barrière politique réelle, les ornements dont on l'affuble sont bien du domaine artistique. Les manifestants ont recours à divers procédés de profanation du périmètre : on l'orne de ballons, de banderoles, de toiles d'araignées en tissu et de soutiens-gorge<sup>294</sup>, on fait à sa base des graffitis, « signes de résistance anonymes »<sup>295</sup>, et on tente de le faire tomber par terre à l'aide de moyens bricoleurs. Rue Saint-Jean, des manifestants lancent des rouleaux de papier hygiénique sur la clôture<sup>296</sup>, ce qui abaisse le périmètre de sécurité tout en le rénovant, c'est-à-dire en le

<sup>292</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>293</sup> L'invitation est lancée par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste en collaboration avec d'autres groupes militants, *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 1; *Indymedia*, [http://montreal.indymedia.org/front.php3?article\\_id=414](http://montreal.indymedia.org/front.php3?article_id=414)

<sup>294</sup> *Le Soleil*, 20 avril 2001, A 7; M. Isacsson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*; « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 8.

<sup>295</sup> Michèle Garneau, citée dans *Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>296</sup> M. Isacsson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*; L. Palladino et D. Widgington, *Counter Productive [...]*, *op. cit.*, p. 44; *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 3-4.

transformant en décor festif d'une blancheur et d'une légèreté étonnantes. Sur la clôture, derrière laquelle sont alignés des policiers anti-émeute, une affiche à l'intention des occupants de l'espace périphérique se lit : « SVP. Veuillez ne pas nourrir les animaux. (Nous ne sommes pas responsables... des morsures.) »<sup>297</sup>. Les positions entre privilégiés et exclus ainsi inversées, les autorités se retrouvent en captivité, alors que les opposants, devenus observateurs curieux, sont libres de leurs mouvements. La transformation de la ville close en cage de parc zoologique crée une association surprenante, qui fait rire par son caractère audacieux et injurieux. Par contraste avec les débats intellectuels sur le libre-échange, les campagnes de mobilisation et les poursuites judiciaires, l'appropriation artistique de la réalité clôturée contribue à dédramatiser la ville close et à l'envisager sous une perspective nouvelle.

Installé en plein air sous l'autoroute Dufferin depuis 1997, l'Îlot Fleurie s'inscrit dans cette logique d'amalgame de l'art et de la réalité. Lors du Sommet des Amériques, ce « laboratoire artistique »<sup>298</sup>, issu de la rencontre de l'art et du social, est animé par des milliers de personnes qui prennent part aux soirées de danse mises sur pied par des groupes contestataires. Les manifestants accompagnent les musiciens en jouant des percussions sur les clôtures de métal avec pour baguettes des

<sup>297</sup> L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, op. cit., p. 35. Le motif de la bouche et de l'acte de manger est typique du corps grotesque propre au carnaval.

<sup>298</sup> L'Îlot Fleurie se veut « un lieu qui ramène l'art vers le monde, dans la ville », *L'Infobourg*, vol. 15, n° 3, août 2001, p. 8.

pierres glanées sous les autoroutes<sup>299</sup>. L'espace urbain devient caisse de résonance pour un concert populaire improvisé.

Almost forgotten is the background noise to the whole weekend – drumming. On hand-held drums on the streets, on guardrails, metal and boarded-up buildings, on doors and signs and trashcans, a rythm was always going. “No matter where you went you could hear it, practically feel it pulsing inside you.”<sup>300</sup>

Le rythme joué sans relâche non seulement à l'Îlot Fleurie, mais dans toute la vieille ville pendant la durée du sommet, finit par battre à l'intérieur des corps humains. Par opposition au calme, à la contenance et au silence régnant dans la ville close, la place publique prend vie au son des tambours, des sifflements, des rengaines, des chants et des cris des manifestants<sup>301</sup>. Les musiciens d'une fanfare déambulent dans les rues en battant le tambour sur des chaudières en plastique renversées. Ces chaudières d'huile, utilisées en restauration, évoquent l'acte de manger ainsi que le thème carnavalesque du détournement d'instruments culinaires à des fins musicales ou belliqueuses. Il est à noter que les batteurs improvisés jouent dans la rue, et non sur une estrade qui les distinguerait des spectateurs. Ils se donnent en spectacle à la foule tout en faisant eux-mêmes partie de celle-ci. Les actions politiques artistiques rappellent que « le carnaval, c'est la vie même qui joue et, pendant un certain temps, le jeu se transforme en vie même »<sup>302</sup>.

<sup>299</sup> M. Isacson, *Vue du Sommet*, op. cit..

<sup>300</sup> *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002, p. 40.

<sup>301</sup> *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 22; *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-20-1.stm>; Un concert de percussions a lieu sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste, en haute-ville, *L'Actualité*, 26, n° 9, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 49-50.

<sup>302</sup> M. Bakhtine, op. cit., p. 16.

### 3. 2. 2. Poétique du recyclage et de l'amalgame

Libéré des impératifs de classement, de productivité et de succès, l'espace de la contestation devient un terrain propice à l'émergence d'images et de formes carnavalesques. Excentrées et délibérément excentriques, les créations déformantes des manifestants s'en prennent à l'ordre établi, à ses représentants et à ses symboles, sans pour autant engager de polémique. Par opposition à la critique politique sérieuse qui veut convaincre par la force des arguments, les profanations carnavalesques veulent vaincre par le rire.

Symbole d'autorité et de contrainte, le périmètre de sécurité fait l'objet de renversements, sur le plan réel comme sur le plan figuré<sup>303</sup>. Jamais neutre, le périmètre est marqué par l'ambivalence des perceptions oscillant entre son horrible tyrannie et sa ridicule insignifiance : il est tantôt comparé à une structure puissante et maléfique (« le mur de la honte »), tantôt réduit à une vulgaire clôture de poulailler (« le mur de broche »<sup>304</sup>). Faisant allusion aux prévisions initiales voulant que le périmètre soit coiffé de barbelés<sup>305</sup>, le graffiti « On nous rit à la barbelé » recycle avec humour l'expression « rire à la barbe de quelqu'un » en liant barbe et barbelé, poil et métal, ce qui dédramatise la menace. Le graffiti « Péri-maître chez

<sup>303</sup> *Ibid.*, p. 368.

<sup>304</sup> Un résidant du quartier Saint-Jean-Baptiste, « en maudit parce que le périmètre lui interdit l'accès à ses p'tites bières du samedi matin, à la taverne Drague », s'exclame : « [...] Tu parles d'une maudite clôture de broche à vaches ! », *Droit de parole*, mai 2001, p. 6.

<sup>305</sup> Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 1<sup>er</sup> novembre 2000, Dossier No 71025, Résolution CE-2000-6245.

nous? »<sup>306</sup> déforme un slogan qui a marqué la Révolution tranquille au Québec, afin de l'adapter au contexte de la ville close. La mise à profit de références culturelles ne vise pas à créer un effet d'hermétisme ou de distanciation, mais à se faire comprendre par tous.

La volonté d'interférence et d'action dans l'espace public se caractérise par un effort de vaincre par le rire en « tradui[sant] dans la langue du “bas” les pensées, images et symboles cruciaux des cultures officielles »<sup>307</sup>. Pour détrôner l'idée élevée de la démocratie mise en valeur par les dirigeants, un manifestant arbore une pancarte « *Democracy my A\$\$* »<sup>308</sup> qui joue à la fois sur la graphie, l'argent et le bas corporel. Raillant le symbole de la patrie américaine en le déplaçant sur le plan de l'obsénité, un manifestant masqué active allègrement une sculpture mobile représentant un phallus aux couleurs du drapeau des États-Unis qui sodomise la planète<sup>309</sup>. À la différence d'une insulte méprisante visant des caractéristiques personnelles, le graffiti « Bush pue de la bush »<sup>310</sup> détruit l'autorité du personnage politique en faisant émaner de sa bouche des odeurs nauséabondes. Pratiquant l'auto-dérision, un graffiti se console : « Vaut mieux être protestataire qu'avoir la prostate

<sup>306</sup> Ces expressions sont rapportées dans *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 3 et A 13; Le slogan « Maîtres chez nous » fait passer Jean Lesage à l'histoire comme « père du nationalisme québécois », *Radio-Canada*, [http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-215-108020/inoubliables/politique\\_economie/jean\\_lesage\\_revolution](http://archives.radio-canada.ca/IDC-0-17-215-108020/inoubliables/politique_economie/jean_lesage_revolution)

<sup>307</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 391.

<sup>308</sup> L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, *op. cit.*, p. 35.

<sup>309</sup> M. Isacson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*; *Le Journal de Québec*, 21 avril 2001, p. 4; L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, *op. cit.*, p. 34.

<sup>310</sup> *Brunmarde.com*, <http://66.46.177.46/bm/voir/projects/SommetAmeriques2001.html>

à terre »<sup>311</sup>. Si les cibles sont politiques, les moyens utilisés pour les atteindre demeurent résolument apolitiques. De plus, ils ne visent pas à affirmer une quelconque supériorité. Le rabaissement des notions abstraites et des symboles de l'ordre établi sur le plan matériel et corporel contribue à la destruction des hiérarchies en ramenant tout au même niveau, soit celui du corps humain appréhendé dans son caractère générique<sup>312</sup>.

Le détournement, langage fluide de l'anti-idéologie, « ramène à la subversion les conclusions critiques passées qui ont été figées en vérités respectables »<sup>313</sup>. À Québec, l'ambition des manifestants est de pulvériser l'équivalence entre forces policières, sécurité, protection et justice, comme le laisse entendre le slogan « Police partout, justice nulle part »<sup>314</sup>, scandé lors de la marche au flambeau. Pour diminuer l'aspect imposant du corps policier canadien associé à la royauté, des manifestants octroient à la GRC le nom parodique de « Gentille Rigolade du Canada »<sup>315</sup>. Dans le même esprit, les Zapatistes modifient une maxime populaire et affirment qu'« il faut toujours se fier à sa première répression »<sup>316</sup>. Les jeux de mots à caractère esthétique-politique ont comme principe le refus de l'ordre établi et

<sup>311</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A13.

<sup>312</sup> « Le rabaissement est [...] le principe artistique essentiel du réalisme grotesque : toutes les choses sacrées et élevées y sont réinterprétées sur le plan matériel et corporel », M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 368.

<sup>313</sup> Guy Debord, *La Société du Spectacle*, Paris, Gallimard, 1992, p. 197; Dans cet esprit, la chorale militante les Amères Noëlles détourne des cantiques et chansons populaires pour exprimer sa critique de la mondialisation des marchés, *L'Aut journal*, mars 2001, p. 10.

<sup>314</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A1.

<sup>315</sup> *Ibid.*

<sup>316</sup> *L'Aut journal*, mai 2001, p. 8. Plusieurs opposants présents à Québec affirment en être à leur toute première grande manifestation.

l'espoir en son renouvellement. À la croisée de l'anglais, du français, du cyclisme et de la révolution bolchevique, les « Bikesheviks vélorutionnaires »<sup>317</sup> parcourent à bicyclette le trajet Montréal-Québec pour aller manifester. Ce groupe, autoproclamé « écolo, pacifique, progressiste et anticriminel[...] », témoigne d'une volonté de renouvellement pacifique de l'ordre des choses : son but est « d'anéantir les gangsters motorisés, polluants, armés et réactionnaires », soit l'ordre établi incarné par les participants au Sommet des Amériques, ainsi que leurs moyens de transport, leurs méthodes de maintien de l'ordre et leurs politiques. Les formes d'enthousiasme qui se donnent libre cours au grand air se caractérisent par leur capacité de subvertir en provoquant le rire. Toutefois, le bouleversement ne porte pas à conséquence, puisque le cours habituel de la vie reprend vite le dessus.

### 3. 2. 3. Masques et métamorphoses

Dans le même ordre d'idée que les jeux sémantiques, les travestissements parodiques, les métamorphoses et les masques changent la perspective et le rapport à la réalité. Lors du sommet, la ville du patrimoine mondial est transfigurée par le périmètre de sécurité, lequel est à son tour dénaturé par les regards qui l'envisagent comme une attraction touristique<sup>318</sup>. Pour restreindre l'accès au cœur de la vieille ville, Québec doit déjà se métamorphoser, car « Québec, sans ses touristes, n'est

<sup>317</sup> *Le Devoir*, 2 avril 2001, A 3; M. Isacsson, *Vue du Sommet*, op. cit..

<sup>318</sup> L'Office du tourisme de la Communauté urbaine de Québec note que la : « clôture est devenue une grande curiosité », pour plusieurs touristes et citoyens. *Le Devoir*, 20 avril 2001, B 5.

plus Québec »<sup>319</sup>. De plus, les milliers de manifestants provenant d'autres villes, provinces et pays portent sur elle un regard neuf. Enfin, les contreplaqués qui recouvrent les vitrines des édifices achèvent de défigurer la ville, qui devient temporairement « Plywood City »<sup>320</sup>. La capitale touristique n'est alors plus égale à elle-même<sup>321</sup>, mais ressuscite sous une forme nouvelle avec un sens autre. Tout se passe comme si elle s'était masquée pour participer au carnaval.

Dans la ville périphérique, manifestants et résidants dépassent leurs groupes sociaux et politiques respectifs et transcendent leur individualité. Comme l'explique Richard Sennett, le lieu public où se mêlent des inconnus entraîne l'utilisation de « masques rituels de la sociabilité »<sup>322</sup>, qui doivent « répondre davantage au désir de vivre avec les autres qu'au besoin compulsif d'être intimes avec eux »<sup>323</sup>. Dans ce contexte,

[...] l'*expression* sociale est conçue comme la *présentation* à d'autres personnes de sentiments signifiants en et par eux-mêmes, plutôt que comme la *représentation* à d'autres personnes de sentiments réels immanents à chaque moi<sup>324</sup>.

<sup>319</sup> *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 26; Les manifestants sont qualifiés de « touristes nouveau genre », *L'Actualité*, 26, N° 9, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 49.

<sup>320</sup> *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 26.

<sup>321</sup> Après l'événement, le maire de la ville déclare : « Québec est une ville historique, sécuritaire, propre, accueillante et fière. Si on transforme la ville au point que ce n'est plus Québec, il faudra dire non », *Le Devoir*, 24 avril 2001, A 5.

<sup>322</sup> Richard Sennett, cité par P. Ansay et R. Schoonbrodt, *op. cit.*, p. 283. Selon Sennett, « la civilité est l'activité qui protège le moi des autres moi, et lui permet donc de jouir de la compagnie d'autrui. Le port du masque[,] essence même de la civilité [...] permet la pure sociabilité, indépendamment des sentiments subjectifs de puissance, de gêne, etc. de ceux qui les portent ». *Ibid.*, p. 286-7.

<sup>323</sup> *Ibid.*, p. 287.

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 284.

Ainsi, les interactions et les rapports familiaux entre étrangers, rapprochés par un ensemble d'idéaux possèdent une dimension libératrice, car ils permettent de se distancier de l'individualité et de la dimension psychologisante de l'être. La ville périphérique festive devient donc un foyer de vie sociale active<sup>325</sup>, où les rapports fraternels se font inclusifs<sup>326</sup> et où les opposants retrouvent un espace impersonnel significatif, grâce auquel ils regagnent leur capacité de jouer. Le mot « jouer » s'entend ici à la fois au sens ludique et au sens théâtral.

Aux masques rituels de la sociabilité se superpose le port du masque matériel, qui découle essentiellement du besoin de protection physique contre les gaz lacrymogènes, mais aussi de la volonté de camoufler son identité ou du désir de se recréer. Lors de l'événement, manifestants, policiers et résidents doivent porter un masque à gaz ou transformer des objets domestiques en équipement de protection : lunettes de natation ou de lunettes de ski pour se protéger les yeux, linges à vaisselle ou de mouchoirs trempés dans le vinaigre ou le jus de citron pour se couvrir le nez et la bouche. Bien que le masque possède généralement une fonction utilitaire, il n'en demeure pas moins l'expression du monde en mouvement :

Le masque traduit [...] la joyeuse négation de l'identité et du sens unique, la négation de la coïncidence stupide avec soi-même; le masque est l'expression des transferts, des métamorphoses, des violations des frontières naturelles, de la ridiculisation, des sobriquets; le masque incarne le principe de jeu de la vie, on trouve à sa base le rapport mu-

---

<sup>325</sup> *Ibid.*, p. 290.

<sup>326</sup> La fraternité vécue sur la place publique à Québec diffère de celle généralement connue dans l'expérience communautaire moderne, qui « n'est plus que l'union d'un groupe sélectif qui rejette tous ceux qui ne font pas partie de lui », Richard Sennett, cité par P. Ansary et R. Schoonbrodt, *op. cit.*, p. 288.

tuel de la réalité et de l'image tout à fait particulier, et qui caractérise les formes les plus anciennes de rites de spectacles<sup>327</sup>.

La fusion des fonctions utilitaire et métaphorique du masque est allègrement réalisée par un manifestant portant un masque à gaz coiffé d'un chapeau de fou du roi<sup>328</sup>. De même, le masque à gaz qui protège au point d'entraver suscite les sobriquets. Dans la ville close, un policier, empêtré dans son masque et sa visière, doit demander à une journaliste de répondre pour lui à son téléphone cellulaire et de lui transmettre les directives de son supérieur. Amusés de la vulnérabilité du policier, la journaliste et ses collègues se lancent à sa poursuite en se moquant de lui<sup>329</sup>. Un manifestant détourne une populaire chanson de Robert Charlebois en substituant aux « ailes d'ange » un équipement beaucoup moins léger : « Si j'avais un masque à gaz, je partirais pour... Québec »<sup>330</sup>.

Évoluant dans l'espace urbain enfumé, la multitude de visages méconnaissables modifient le rapport avec la réalité. À l'Îlot Fleurie, vendredi soir, les manifestants repoussés dans la basse-ville se joignent à la fête dansante sous les autoroutes, où tombent les grenades de gaz lacrymogènes lancées par l'escouade anti-émeute alignée au sommet de l'escarpement. Un disque-jockey décrit l'étonnante scène urbaine : « *That was the most surreal part of it. There I was, coughing from*

<sup>327</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 49.

<sup>328</sup> *Le Soleil*, 23 avril 2001, cahier extra, p. 3.

<sup>329</sup> La journaliste imagine qu'elle aurait pu dire au policier d'aller vers le château Frontenac plutôt que vers la brèche dans le périmètre, *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 2.

<sup>330</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 3.

*tear gas, then I'd look up and see 200 people with gas masks dancing* »<sup>331</sup>. Loin d'être purement joyeux, l'espace urbain saturé de gaz comporte une part d'inquiétante étrangeté. Puisant une comparaison à même la culture populaire du XX<sup>e</sup> siècle, un Zapatiste souligne le caractère à la fois glauque et carnavalesque des affrontements dans la ville enfumée : « Ça ressemblait à un carnaval dont le bonhomme aurait été Darth Vader »<sup>332</sup>. Dérivé des parodies, des travestissements et des simagrées, le masque a une fonction ambivalente d'occultation et de monstration qui incite à la création et permet la multiplication des jeux d'identité.

Si le carnaval s'apparente au spectacle théâtral, son noyau n'est pas la forme purement artistique du spectacle théâtral, et de manière générale n'entre pas dans le monde de l'art. Le carnaval se situe « aux frontières de l'art et de la vie »<sup>333</sup>. De plus, malgré la dimension de spectacle présente dans ces festivités, le carnaval refuse toute distinction entre acteurs et spectateurs<sup>334</sup>. Tous vivent le carnaval parce que dans sa définition même, il « est fait pour l'ensemble du peuple »<sup>335</sup>. Dans l'espace périphérique à Québec, les manifestants déguisés déambulent, échangent, se montrent et observent; les regards s'entrecroisent et les perceptions changent au fil des déplacements. Des manifestants sont déguisés en éléphant, en lapin de Pâques, en statue de la Liberté montée sur des échasses, ou en

---

<sup>331</sup> *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002, p. 84.

<sup>332</sup> *L'Aut'journal*, mai 2001, p. 8.

<sup>333</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 15.

<sup>334</sup> *Ibid.*

<sup>335</sup> *Ibid.*

hommes d'affaires avec la bouche baillonnée par un code à barre. À la manière des bouffons du carnaval, des socialistes ontariens revêtent les habits du célèbre Carnaval de Québec : « Rebaptisé « Front de libération des bonhommes », leur joyeuse troupe s'écri[e] à tout bout de chant [sic] : « Vive le bonhomme libre »! »<sup>336</sup> Abordant les débats constitutionnels d'un angle comique, ils se réinventent un nom qui travestit le Front de libération du Québec et ils détournent la célèbre phrase du général de Gaulle pour clamer une liberté insensée, soit celle du bonhomme carnaval. C'est en toute impunité qu'ils s'amuse à déformer des symboles culturels et politiques, pour mieux les amalgamer. Sur la rue Saint-Jean, un faux roi affublé d'un nez de clown interpelle au mégaphone les policiers alignés devant la foule : « oyez, oyez, gendarmes ! », puis les exhorte au calme et à la désobéissance civile. En reprenant de travers le slogan « À qui la rue? À nous la rue! » souvent scandé par les manifestants, il clame d'un ton posé « À qui les flics? À nous les flics! »<sup>337</sup>. Par la remise des forces de l'ordre à la foule, le roi-clown parachève l'inversion des rôles. Le bouffon qui se proclame roi et détrône les représentants de l'autorité constitue une posture typiquement carnavalesque.

Les travestissements parodiques qui surgissent sur la place publique finissent par s'insinuer dans les institutions. Lors de leur arrestation dans l'espace péri-

---

<sup>336</sup> *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 17.

<sup>337</sup> M. Isacsson, *Vue du Sommet*, op. cit.

phérique, puis dans le cadre de la requête en habeas corpus<sup>338</sup> présentée en Cour supérieure<sup>339</sup>, trois manifestants camouflent leur identité réelle derrière les pseudonymes de « Nestor », « George W. Bush » et « Jésus Christ »<sup>340</sup>. Trop évidente pour être effective, la tromperie fait crier le juge non pas à la fraude, mais à l'atteinte à la dignité de son tribunal : « On n'est pas au festival de l'humour ici », dit-il, avant d'ajouter : « Ce procédé ne va pas avec la dignité de la Cour. [...] Les gens devant la justice doivent agir sous leur nom légal »<sup>341</sup>. En se dégageant de leur identité dénominative, les manifestants se soustraient à la norme. De plus, en empruntant des noms parodiques, ils font porter aux autorités leur rôle d'accusé devant le tribunal, ce qui possède indéniablement une force comique subversive. Néanmoins, la blague porte uniquement atteinte à la dignité de la cour comme institution, puisque le juge conserve ses pleins pouvoirs de condamner les bouffons. Les avocats défendent leurs clients au nom de circonstances que l'on peut qualifier de carnavalesques :

Le but de notre requête n'est pas de ridiculiser la justice, mais les circonstances exceptionnelles font en sorte que nous ne pouvons pas avoir une relation normale avec nos clients<sup>342</sup>.

---

<sup>338</sup> Une requête en habeas corpus est une procédure exceptionnelle qui vise à obtenir de la Cour supérieure une décision immédiate à la suite d'une détention qu'on prétend illégale. La procédure fait généralement suite à une détention dépassant 24 heures sans qu'il y ait eu comparution devant un juge.

<sup>339</sup> Trois avocats présentent une requête en habeas corpus au nom d'une trentaine de manifestants arrêtés au cours du Sommet des Amériques. La plupart d'entre eux comparaissent entretemps devant un juge ou sont libérées avec promesse de comparaître plus tard. Comme les trois seuls noms dont le sort n'est pas fixé demeurent les trois personnes s'étant présentées sous un pseudonyme, le juge refuse d'émettre un bref d'habeas corpus à leur avantage, *Topo-Info*,

[http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr22\\_requete-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr22_requete-cp.html)

<sup>340</sup> *Ibid.*

<sup>341</sup> *Ibid.*

<sup>342</sup> *Ibid.*

Par sa nature exceptionnelle, le carnaval accorde une certaine liberté de violer les règles sociales, dans ce cas-ci, de déranger le protocole et d'effriter en la ridiculisant l'autorité de la justice.

Si de nombreuses personnes déambulent dans les rues en jouant un numéro qui fait partie intégrante de leurs actions politiques, d'autres cultivent encore plus étroitement l'effacement de la frontière entre la réalité et la fiction. À propos d'un des journalistes qui surveille les affrontements dans le feu de l'action, on affirme qu'il est « devenu justicier masqué »<sup>343</sup>. De même, un cordonnier décide d'être agent de sécurité le temps du Sommet pour vivre la plus belle expérience de sa vie<sup>344</sup>. Il joue alors réellement le rôle d'un agent de sécurité sans toutefois en être un. Prenant une identité d'emprunt pour vivre une expérience nouvelle, ces personnes ne se situent pas dans le domaine de la fiction, mais bien dans celui de la réalité.

### 3. 3. TURBULENCES ET RENOUVEAU

En plus des créations linguistiques et artistiques, les actions des opposants, particulièrement par rapport à la ville close et aux forces de l'ordre, évoquent les bagarres carnavalesques. Au sommet, le déplacement de la vocation touristique du

---

<sup>343</sup> *Le Devoir*, 24 avril 2001, B 7.

<sup>344</sup> *Le Soleil*, 20 avril 2001, A 4.

Vieux-Québec vers une vocation contestataire correspond à un détronement de la ville du patrimoine, objet d'admiration, au profit de la ville lieu, à la fois terrain de jeux et champ de bataille. Au cœur de la contestation, la redéfinition des rapports à l'autre, à l'espace urbain et à l'ordre établi font entrevoir l'espoir en l'avènement d'un monde nouveau.

### 3. 3. 1. Transgressions ludiques

Le branle-bas général entourant l'événement politique urbain créé une atmosphère propice à la transgression, non seulement chez les opposants à la ZLÉA, mais dans la population en général. Les pompiers de Québec, dont la participation aux mesures de sécurité est essentielle, profitent des circonstances pour protester contre la lenteur du règlement de leur convention collective. Quelques jours avant le sommet, ils « renou[ent] avec le bon temps de leurs manifestations intensives » et, au volant de véhicules bariolés, sillonnent l'espace urbain qu'ils font résonner au son des sirènes<sup>345</sup>. De même, la veille de l'événement, les procureurs de la Couronne, en négociation avec le gouvernement du Québec, se rendent manifester dans la salle d'audience où se déroule la comparution par télévidéo d'un des membres du Mouvement Germinal<sup>346</sup>. Lors du sommet, la ville des contestataires laisse

---

<sup>345</sup> *Topo-Info*, [http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr19\\_pompiers-cp.html](http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet/avr19_pompiers-cp.html); La ville de Québec réclame l'intervention immédiate du Conseil des services essentiels pour faire cesser tout moyen de pression, *Ibid.*

<sup>346</sup> Les procureurs décorent « leur toge de minipancartes [sic] sur lesquelles apparaiss[ent] une douzaine de messages différents ». La choix du lieu et du temps en fonction de la télécomparution d'un membre du Mouvement Germinal « a une valeur symbolique pour les procureurs », qui sont exclus de tous les dossiers

place au désordre et à l'irrégularité : la foule est affranchie du travail, « principe d'ordre et de régularité »<sup>347</sup>, et les effectifs policiers, concentrés autour et à l'intérieur du périmètre, se font moins présents dans les rues de la périphérie<sup>348</sup>. Enfreignant le règlement, les dépanneurs et les épiceries vendent de l'alcool au-delà des heures permises et les occupants de l'espace périphérique boivent de la bière sur la rue. Les opposants sont dans un rapport d'incivilité délibéré à la ville : « La rue est engorgée. Y a du monde joué partout, aux murs, aux fenêtres, aux lampadaires, aux arbres, sur les toits »<sup>349</sup>. L'investissement inédit de l'espace et des architectures fait repenser la rue, la politique urbaine et les rapports humains sous un nouvel angle. Si les dérogations à la norme accompagnent toute rupture du quotidien, celles entourant le Sommet des Amériques ont ceci de particulier qu'elles se multiplient et se font sur le mode festif et ludique, propre au carnaval.

Les moyens astucieux utilisés par les manifestants pour déjouer les tactiques policières tiennent souvent de la farce et du mauvais tour<sup>350</sup>. La ville close se voit réévaluée par le biais de la transgression ludique : un journaliste s'amuse à entrer et

---

liés aux manifestants arrêtés dans le cadre de l'événement, parce que l'association des substituts du Procureur général a « refusé de garantir que les procureurs n'exerceraient pas de moyens de pression pendant le Sommet », *Le Soleil*, 20 avril 2001, A 8.

<sup>347</sup> En effet, le travail « plie les corps à des mouvements réguliers, il exclut l'agitation et la distraction, il impose une hiérarchie et une surveillance qui sont d'autant mieux acceptées [...] qu'elles font partie de sa logique », M. Foucault, *op. cit.*, p. 281.

<sup>348</sup> Lors de la Marche des peuples, on remarque qu'il n'y a « [p]as un seul policier en vue », situation en partie attribuable au fait que les policiers sont débordés en haute-ville, *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/opposants/4-22-2.stm>

<sup>349</sup> *Droit de parole*, mai 2001, p. 8; Les feux de circulation servent aussi d'observatoires improvisés, *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 3.

<sup>350</sup> Victor Hugo souligne l'ambivalence de cette plaisanterie : « Faire un mauvais tour, qui est la même chose qu'un bon tour », *Le Petit Robert*.

à sortir par toutes les portes jusqu'à ce que les accès en soient bloqués et des résidents déjouent la sécurité en prêtant leur laissez-passer. Au début du sommet, des manifestants volent des plans de sécurité et des listes téléphoniques confidentielles dans une voiture de la SQ, puis s'empressent à les publier sur Internet<sup>351</sup>. Réussir à duper plus fort que soi, contre toute probabilité, suscite une sensation de triomphe, surtout si l'objet de la risée est un représentant du pouvoir ou de l'ordre établi. À la blague, un journal contestataire invite les manifestants à brouiller les ondes lors de l'événement :

Les services de sécurité avertissent la population qu'elle devra le moins possible utiliser de téléphones cellulaires parce que leur trop grande utilisation pourrait brouiller les ondes, surtout dans les zones de sécurité et les zones très médiatisées. Alors... tout le monde amène son cellulaire à Québec!!!<sup>352</sup>

Les plaisantins sont invités à utiliser des moyens légaux, inoffensifs et irréprochables qui assureront leur impunité tout en désorganisant les zones destinées à la sécurité et aux médias. L'euphorie suscitée par le bon tour réussi et la victoire incongrue du bouffon sur les autorités possède un caractère carnavalesque.

Les rapports entre policiers et manifestants prennent souvent des allures grotesques, à la fois surprenantes et comiques. Après une soirée de musique et de danse à l'Îlot Fleurie, les disque-jockeys retournent aux limites de la ville au volant du ca-

<sup>351</sup> Par la suite, des agents du FBI visitent les locaux du Independent Media Center de Seattle, qui a affiché les plans volés sur son site Internet, *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-25.stm>

<sup>352</sup> *Résiste!*, mars 2001, p. 12; Se moquant de la prison aménagée pour les manifestants arrêtés, un journal publie un bordereau de réservation pour l'hôtel Orsainville, de même que pour le transport en voiture de police ou en ambulance, *Droit de parole*, déc 2000.

mion transportant l'équipement de son nécessaire aux spectacles. Ils se font alors arrêter par des policiers qui, constatant que ce sont les manifestants de l'Îlot Fleurie, appellent aussitôt des renforts.

One of [the cops] asked : "Are you sure those aren't bombs back there?" We we like, those are *records*. They said "What are those posters in your van?" They were CLAC posters that were *all over town*<sup>353</sup> [...]... We were like "Do you want one?" They said yeah, and we autographed it. We said we were just DJ's. We took a picture of all of us, arm in arm with SQ cops and the ten cop cars. By the end I was like, "Look, is it gonna be much longer, cause I gotta piss really bad. Are you guys gonna bust me if I piss on the lawn?" The cop got a Burger King cup from his car for me, so I went around the van, peed in it, then poured it down the drain<sup>354</sup>.

Les policiers, en arrivant par dizaines pour vérifier si le camion transporte des bombes, sans pourtant trop y croire, font preuve d'un affairément carnavalesque. De leur côté, les disque-jockeys interceptés par les autorités exploitent à leur avantage la situation incongrue. En autographiant pour les forces de l'ordre les affiches du Carnaval contre le capitalisme avant de les leur remettre, ils s'auto-proclament rois et vedettes de la fête et relèguent les policiers au banal rôle de fan. La photo des disque-jockeys et des policiers, bras dessus, bras dessous, est typique des barrières rarement franchies dans le quotidien, mais allégrement renversées durant le carnaval au profit de contacts plus familiers. En plus de détonner dans un contexte de vérification policière, la pressante envie d'uriner illustre la préséance des besoins naturels sur les impératifs de la loi des hommes. L'urine, qui « est la joyeuse

---

<sup>353</sup> Avant l'événement, la CLAC distribue un grand nombre de d'affiches annonçant le Carnaval contre le capitalisme. L'affiche est reproduite dans L. Palladino et D. Widgington, *Counter Productive [...], op. cit.*, p. 42.

<sup>354</sup> 1-speed bike, cité dans *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002, p. 83.

matière qui rabaisse et soulage, qui transforme la peur en rire »<sup>355</sup>, permet d'alléger l'atmosphère, d'autant plus qu'elle est évoquée dans un vocabulaire grossier, délibérément impropre. Le policier, en tendant une tasse de Burger King en guise d'urinoir, participe ironiquement au rabaissement sur le plan corporel et matériel de l'image d'une grande chaîne de restauration rapide, symbole de la société de consommation. Fait cocasse, c'est la tasse qui recueille l'urine et l'empêche d'entrer en contact direct avec le sol qui évite l'infraction au règlement municipal interdisant d'uriner sur la voie publique. Versé dans la bouche d'égoût, le liquide se joint aux eaux souterraines. Le rapprochement inusité de l'acte de boire et de celui d'uriner, les permutations du haut et du bas, ainsi que l'unité indissociable des sécrétions humaines et de l'univers matériel participent de la conception carnavalesque du monde.

### 3. 3. 2. Affrontements carnavalesques

Les manifestants occupent une position excentrée, qui ne participe ni de la guerre dans les règles de l'art, ni du duel proprement politique, mais qui choisit d'affronter les forces policières sur le terrain de la culture populaire et du carnaval. Refusant de subir l'événement dans le silence, des groupes d'opposants suggèrent : « Et si nous faisons un immense pied de nez à la police et aux médias en transfor-

---

<sup>355</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 332-333.

mant la rue Saint-Jean en scène de carnaval de résistance pacifique et festif? »<sup>356</sup>. Selon eux, le carnaval demeure la meilleure manière de vaincre la peur et d'être solidaires des peuples des Amériques. En provoquant le rire, les affronts grotesques aux représentants de l'autorité et le rabaissement des signes de prestige attirent la sympathie plutôt que l'opprobre.

Plusieurs groupes et individus occupent une position radicale, qui assume le lieu périphérique et en exploite les possibilités subversives. La conception du périmètre de sécurité comme forteresse inspire à des manifestants la construction d'une catapulte, « ancienne machine de guerre qui projetait de lourds projectiles »<sup>357</sup>. Il s'agit de parodier le périmètre en faisant appel à des temps médiévaux, étrangers à la démocratie. De plus, les manifestants se dissocient de cette arme archaïque en ne lui donnant aucune utilité pratique, mais en exploitant et tordant le symbole qu'elle constitue : la catapulte sert uniquement à lancer des oursins en peluche à l'intérieur du périmètre. La fausse apparence de violence vise à ridiculiser les imposantes mesures de sécurité. Pour renverser le périmètre, les manifestants ont recours à des moyens improvisés et saugrenus, mais tout de même efficaces<sup>358</sup>. De plus, di-

---

<sup>356</sup> *L'Infobourg*, vol. 15, n° 4, avril 2001, p. 1.

<sup>357</sup> *Le Robert*.

<sup>358</sup> Par exemple, une « équipe de souque à la corde » tente de renverser la clôture la tirant vers le bas à l'aide d'une corde attachée à son extrémité, *Le Journal de Québec*, 21 avril, p. 5.

vers objets de l'espace urbain sont transformés en projectiles, qui lors des manifestations en haute-ville fusent de toutes parts<sup>359</sup>.

Derrière [les policiers], pierres, billes et écrous, que certains propulsent avec un lance-pierres, bouteilles, toutous (!), marteau (!!), rondelles de hockey (!!!) et nombre de pavés de la grosseur d'un pamplemousse, parfois plus, jonchent le sol<sup>360</sup>.

Utilisés à l'encontre de leur usage habituel, les jouets, outils, récipients à boisson et équipements sportifs transposent les affrontements dans la sphère de la domesticité, de la nourriture et du jeu<sup>361</sup>. Dépossédant les attaques de leur aspect menaçant, les objets utilisés à l'envers ont pour effet de déjouer un impossible affrontement selon les règles de l'art avec une force démesurément supérieure. Les policiers de l'escouade anti-émeute conçoivent d'ailleurs une part de jeu dans les affrontements, comme le décrit l'un d'eux : « Je voyais ça comme un jeu : ils tirent, je bloque »<sup>362</sup>. Un peu comme lors d'une joute sportive, les bons coups sont acclamés : « quand les tirs de gaz ou de balles atteignent les manifestants, [...], le policier tireur est applaudi ou félicité par ses collègues », qui « marquent leur approbation en frappant leurs boucliers avec leurs matraques »<sup>363</sup>. De leur côté, les

<sup>359</sup> *Le Soleil*, 21 avril, A 4; Des manifestants arrachent des pavés du terrassement pour les lancer à l'escouade anti-émeute, *Le Soleil*, 21 avril, A 1; Des rondelles de hockey servent de projectiles, *Le Soleil*, 21 avril, A 3.

<sup>360</sup> *Le Soleil*, 21 avril, A 2.

<sup>361</sup> De même, des manifestants travestissent le sport national en relançant les grenades de gaz lacrymogènes à l'escouade anti-émeute à l'aide de bâtons de hockey. Plusieurs articles sur le sommet comparent les escarmouches à des joutes sportives, *Le Devoir*, 21-22 avril 2001, A 1; *Le Devoir*, 23 avril 2001, A 4 et A 6.

<sup>362</sup> *Le Soleil*, <http://www.lesoleil.com/documents2/fda/securite/4-26-4.stm>; Un autre policier compare son appréhension à celle d'« un joueur de hockey avant sa première joute pour la coupe Stanley », M. Isacson, *Vue du Sommet*, *op. cit.*

<sup>363</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 16; D'un point de vue abstrait, il serait possible de suggérer que les balles de plastique ont quelque chose du jeu de guerre. Toutefois,

manifestants soutiennent de leurs cris et acclamations le renversement du périmètre de sécurité, figure politique ayant pris valeur de symbole<sup>364</sup>. Tout comme au carnaval, « les coups et injures n'ont pas un caractère particulier et quotidien, mais sont des actes symboliques dirigés contre *l'autorité suprême* »<sup>365</sup>, ici contre la ville close et ses défenseurs, représentants du pouvoir. Un policier de Sainte-Foy craint que les jeunes de Québec, qui profitent du chaos ambiant pour se joindre aux escarmouches, finissent par croire « [q]ue tout ça n'est qu'un *party* »<sup>366</sup>. Selon lui, cette di-mension festive pourrait déposséder de toute notion de gravité et de sérieux les turbulences à caractère politique et les déploiements policiers, qui devraient en imposer davantage qu'un simple « *party* »<sup>367</sup>. En transformant le conflit politique en joute, les contestataires déplacent en quelque sorte le champ d'expertise des forces de l'ordre sur le plan, autrement moins imposant, du terrain de jeux.

---

en réalité, les quelque milles balles de plastique lancées en direction des manifestants causent de nombreuses blessures qui n'ont rien de ludique.

<sup>364</sup> Le renversement du périmètre de sécurité « avait essentiellement une portée symbolique positive pour [les manifestants] puisque seul un petit groupe s'est avancé de quelques mètres à l'intérieur du périmètre et a confronté la police », *Ibid.*, p. 46. Il faut dire qu'il aurait été périlleux de s'avancer dans le périmètre.

<sup>365</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 199.

<sup>366</sup> *Le Soleil*, 22 avril, A 7-8; *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002, p. 40.

<sup>367</sup> Si l'on carnavalise pour dédramatiser, le mouvement inverse guette les bouffons à l'entrée du monde officiel. Lors de la télécomparution de manifestants arrêtés, les policiers effectuent une inflation des actes d'accusation en effaçant le caractère carnavalesque des pièces de conviction. Par exemple, une veste de sécurité aquatique se transforme en veste pare-balles; le vinaigre, les animaux en peluche et les rouleaux de papier de toilette, en armes offensives; et un casque en plastique pour enfants, en casque d'armée, *L'Aut'journal*, juin 2001, p. 7; Ce faisant, les policiers accentuent la gravité de la situation et évitent de paraître ridicules en exposant le contraste incongru entre leurs armures et celles des manifestants. En décrivant la situation avec le langage et les concepts propres aux institutions juridiques, ils ramènent le conflit sur le terrain du monde officiel, où chaque acte illégal possède sa correspondance punitive. Fait à noter, la judiciarisation de l'entartage de personnages politiques participe de cette « décarnavalisation ».

Pour certains manifestants, les motifs-clés de la conception grotesque du corps (postérieur, gros ventre, nez, bouche et organes génitaux) et l'injure grossière constituent une arme idéale, à la fois parce qu'ils n'invitent pas à l'anéantissement par une force plus grande et parce qu'ils réussissent, en suscitant un rire généralisé, à libérer de la peur. Au milieu d'un arrosage au canon à eau, un manifestant nu, « seulement vêtu (si l'on peut dire) de son masque à gaz et de ses bottes »<sup>368</sup>, provoque les forces de l'ordre en leur montrant son postérieur. Ce geste carnavalesque et son expression dans l'espace (le rabaissement de la tête et l'élévation du postérieur) allège l'atmosphère, particulièrement dans la salle des médias, d'où les journalistes observent l'action<sup>369</sup>. La violation flagrante des bonnes manières et de la civilité, dans un contexte de carnaval, n'est pas perverse, mais grotesque. À la prison d'Orsainville, « [un manifestant arrêté] « pète » devant les policiers »<sup>370</sup>, ce qui porte atteinte à la décence en présence de l'autorité policière, qui réagit en disant : « Toi, le frisé, j'vas te casser la gueule »<sup>371</sup>. Impuissant devant le geste carnavalesque, le policier sort de ses gonds, se détache de la norme qui lui confère son pouvoir et menace le manifestant dans un langage grossier. Les insultes grotesques renversent les valeurs et les idées reçues tout en demeurant totalement apolitiques. En effet, les mêmes procédés peuvent servir à la profanation de

---

<sup>368</sup> *Le Soleil*, 22 avril 2001, A 14.

<sup>369</sup> *Ibid.*; Le bas corporel a pour effet d'affranchir « du sérieux mensonger, des sublimations et des illusions inspirées par la peur », M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 373-374.

<sup>370</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 44; Lors de la rencontre de l'OMC à Cancun, au Mexique, des manifestantes lancent des sacs remplis d'excréments et d'urine aux policiers anti-émeute derrière le périmètre de sécurité, *La Tribu du verbe*,

<http://www.latribuerverbe.com/archives/001192.html>

<sup>371</sup> « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 44.

divers personnages et symboles officiels, de quelque régime qu'ils soient. Par essence, le carnaval s'active à profaner tout dogmatisme et à rabaisser ce qui cherche à s'imposer comme supériorité et prétend à l'immutabilité.

Rappelant les murailles que Panurge voulait construire autour de Ladedemone à partir des « callibistris des femmes de ce pays » et de « tant de bracquemars enroiddys qui habitent par les braguettes claustrales »<sup>372</sup>, des manifestants imaginent la « corporalisation grotesque »<sup>373</sup> du périmètre de sécurité.

En avril 2001, 34 chefs d'État pénétreront de force la ville de Québec avec le fantasme avoué de semer leur "libre"-échangeisme musclé à la grandeur des Amériques. De peur que le virus de la contestation radicale ne les ronge, ces obsédés du profit s'emballeront dans une belle grosse clôture Frost dont l'érection sera lubrifiée par des centaines de flics... [...] Nous appelons donc les anarchistes de toutes tendances à venir gâcher le plaisir de ceux qui prétendent nous gouverner en participant [au] Carnaval de résistance au capitalisme ainsi qu'à former avec nous un contingent libertaire pour la grande manifestation unitaire [...]... Ensemble, nous les ferons débâter !<sup>374</sup>

L'image ambivalente du périmètre de sécurité, détrôné, puis rénové dans l'image du phallus, dont l'érection est lubrifiée par les forces de l'ordre, entraîne dans un mouvement vers le bas l'ensemble de la prestigieuse ville close. La représentation des accords de libre-échange comme pratiques sexuelles libertines, celle des chefs d'État comme des obsédés sexuels, celle de la contestation comme un virus et celle des forces policières comme du lubrifiant traduit sur le plan matériel et corporel tout ce qui se rattache aux négociations de la ZLÉA, aux autorités et aux manifes-

<sup>372</sup> François Rabelais, cité dans M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 311.

<sup>373</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 311.

<sup>374</sup> *Émile Henry*, <http://www3.sympatico.ca/emile.henry/quebec1.htm>

tants eux-mêmes. Le caractère incongru et corporel du cri de ralliement incitant à faire tomber les murailles porte à rire : il s'agit de résister en causant l'impuissance par le déplaisir<sup>375</sup>. Le corps humain utilisé comme matériau de construction, qui se détache du corps et mène une vie indépendante, a pour effet d'affaiblir, sur un plan métaphorique, la frontière entre le corps et le monde<sup>376</sup>.

Plusieurs scènes urbaines se caractérisent par une esthétique de l'hyperbole : des canons à neige sont transformés en ventilateurs géants pour repousser les gaz lacrymogènes en direction des manifestants<sup>377</sup>, un hélicoptère largue du poivre de Cayenne sur la foule, rue Saint-Jean<sup>378</sup>, et des pompiers arrosent l'hôtel Royal William pour faire descendre les gaz qui incommode les clients, dont de nombreux invités au Sommet<sup>379</sup>. Le canon à neige détourné en arme contre-défensive géante, l'épice travestie en agent irritant, la foule qu'on assaisonne et les pompiers qui tentent non pas d'éteindre un incendie, mais de combattre les gaz lacrymogènes, sont toutes des images liées à la domesticité, au corps humain et aux éléments de la nature. En plus de provoquer une sensation partagée d'inconfort physique et des interactions spontanées<sup>380</sup>, les gaz lacrymogènes contribuent à effacer les limi-

---

<sup>375</sup> Dans la conception grotesque du corps, chez Rabelais, le corps humain devenait « le principe à l'aide duquel et autour duquel s'effectuait la destruction du tableau hiérarchique du monde existant au Moyen âge et se créait un tableau nouveau », M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 360.

<sup>376</sup> *Ibid.*, p. 311 et 320.

<sup>377</sup> *L'Actualité*, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 50; *Le Soleil*, 22 avril, A 3.

<sup>378</sup> *Le Soleil*, 22 avril, A3.

<sup>379</sup> *Ibid.*, A12.

<sup>380</sup> Par exemple, des groupes de secouristes autonomes viennent en aide aux résidants et aux manifestants affectés par les gaz lacrymogènes, L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, *op. cit.*, p. 57-61.

tes entre le corps humain et l'environnement<sup>381</sup> : ils entrent dans la bouche, les yeux et les poumons et, en faisant pleurer, tousser, cracher et vomir, font sortir le corps de son enveloppe. Ainsi, le corps humain ouvert, troublé, en échange continu avec le monde, s'oppose au corps individuel, achevé et imperturbé. Le rapprochement des figures de l'autorité du corps humain générique, considéré sur le mode grotesque, ainsi que la présence du corps affecté par la fumée, amenuisent les frontières qui séparent le corps humain de l'environnement extérieur, du point de vue de l'image comme de la réalité. En plus d'amener à considérer le monde dans son unité, ces caractéristiques carnavalesques encouragent les occupants de l'espace périphérique à se considérer comme humain parmi les humains, plutôt que comme individu caractérisé, classé et hiérarchisé dans une société donnée.

Les affrontements sont une fête incertaine où les positions sont instantanément réversibles et où la solidarité sort souvent renforcée. Dès la première journée du sommet, le vent se met à repousser les gaz lacrymogènes sur le Centre des congrès. Naturellement, les manifestants jubilent en voyant l'arme des policiers se retourner contre la ville close, faisant en sorte que les hauts placés se retrouvent prisonniers des mesures assurant leur protection. C'est le monde à l'envers : les pres-

---

<sup>381</sup> Un journaliste écrit : « Un vent du sud-ouest soufflait à 30 kilomètre à l'heure hier après-midi sur Québec. Et les Amériques ont vite appris que le boulevard René-Lévesque court d'ouest en est. En quelques secondes, les gaz lacrymogènes lâchés sur la place des Amériques françaises frôlaient les pieds des casseurs, revenaient dans le nez des policiers, envahissaient les bouches d'aération du Centre des congrès, rampaient entre les maisons du Vieux Québec, atteignaient la côte de la montagne pour enfin mourir sur les rives du Saint-Laurent », *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 1; M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 308.

tigieux invités se voient doublement enfermés<sup>382</sup>, les protocoles et les discours sont expédiés, le zèle des policiers est ridiculisé et, pour couronner le tout, le renversement de la clôture du périmètre de sécurité vole la vedette aux discours officiels à la une de CNN<sup>383</sup>. Fait à noter, les manifestants doivent leur triomphe à un élément de la nature, comme si cette dernière étaient dans leur camp. Comme au carnaval, les rôles sont inversés, les puissances bafouées et la foule héroïsée<sup>384</sup>. Toutefois, la subversion demeure de l'ordre de l'éphémère, car bien qu'elle s'inspire du politique, elle ne cherche pas à se donner de structure fonctionnelle. En fait, elle passe essentiellement par la désorganisation.

### 3. 3. 3. Renouveau

Par opposition au spectacle du pouvoir soigneusement orchestré par les autorités, les occupants de l'espace périphérique élaborent spontanément leur propre scénario de désorganisation de la forme urbaine. Sans direction centrale, si ce n'est que l'attraction exercée par la ville close, ils détournent de ses fonctions habituelles l'espace urbain, qui se voit retourné sens dessus dessous. La transgression mas-

---

<sup>382</sup> Les dirigeants se voient enfermés pendant quelques heures à l'intérieur de l'hôtel Hilton et du Château Frontenac. De plus, plusieurs participants au Sommet se retrouvent dans l'impossibilité de se rendre à la conférence de presse au palais Montcalm, *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 1-2.

<sup>383</sup> *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 1-2; Le chaos s'infiltré dans la ville close, où un colonel en uniforme gesticule et engueule en vain des policiers de la GRC pour qu'ils le laissent entrer dans l'édifice fermé en raison des gaz lacrymogène, *Le Soleil*, 21 avril 2001, A 2. En perdant sa contenance, ce personnage officiel se laisse emporter dans la position du joué.

<sup>384</sup> Un résidant affirme préférer l'idéalisme des manifestants au pouvoir financier et technique des dirigeants : « D'un côté, derrière les barrières anti-peuple, des mercenaires soutenus par un budget de cent millions; de l'autre, l'ardeur et la fureur de l'idéalisme. Devinez de quel côté mon cœur penche? », *Droit de parole*, mai 2001, p. 7.

sive des règles de la circulation, l'agitation dans les rues, les multiples créations amalgamées et l'emportement festif des manifestations constituent le désordre de Québec. Dans son livre « Le tourment des formes », Alain Médam souligne l'ambivalence du désordre de la ville, qu'il désigne comme étant « le vertige de sa possession par elle-même »<sup>385</sup>. Puisque le Sommet de Québec est contenu à l'intérieur de limites spatio-temporelles définies, les occupants de la périphérie sont à même d'envisager le désordre non pas comme un état affolant menaçant de se perpétuer, mais comme « la sourde vibration, la création exubérante, la fébrile mise en question de l'instant par l'instant, du temps mort par le temps fou »<sup>386</sup>.

En effet, les manifestations carnavalesques qui surgissent dans l'espace urbain affirment la prédominance du « pôle positif régénérateur »<sup>387</sup> des bouleversements. Par exemple, des manifestants font brûler des panneaux de contreplaqué recouvrant les vitrines, ainsi que leurs propres pancartes. Bien que dépossédés de leur existence, ces objets ne sont pas simplement jetés : ils servent à alimenter des feux de joie autour desquels on se rassemble et on fait la fête<sup>388</sup>. Tout comme les lieux, les objets et les écrits qui sont mis en pièces dans le but d'aboutir à des créations, cette scène urbaine tient plutôt de l'enthousiasme que du désenchantement. Le car-

---

<sup>385</sup> Alain Médam, dans *Les formes subjectives du lieu habité dans la littérature des communautés culturelles au Québec*, Simon Harel, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2001, p. 107; Médam précise que le spectacle de la grande capitale, la frénésie de la fête, les délires de la guerre ou encore les ferveurs de la révolution nous font tous connaître l'ambivalence du désordre, *ibid.*

<sup>386</sup> *Ibid.*, p. 106-107.

<sup>387</sup> M. Bakhtine, *op. cit.*, p. 377.

<sup>388</sup> Sur le boulevard Charest, en basse-ville, près de 300 personnes observent un feu de joie qui flambe au milieu de la rue, alimenté par quelques jeunes qui arrachent des contreplaqués posés aux vitrines des magasins environnants, « Violations des droits et libertés au Sommet des Amériques [...] », *op. cit.*, p. 17.

naval est marqué par l'ambivalence : si les renversements des représentants et les symboles de l'ordre établi expriment effectivement une critique négative du pouvoir et de son idéologie, ils témoignent simultanément d'une affirmation positive des manifestants à eux-mêmes, ainsi que de leur capacité de générer de nouvelles formes et images. Bakhtine précise que la joie éprouvée devant le renversement d'un symbole de l'ordre établi est proportionnelle à l'ascendant de ce dernier, ainsi qu'à la longueur de sa domination. Ainsi, à Québec, les profanations suscitent un enthousiasme particulièrement vif, directement lié au caractère imposant de la rencontre des chefs d'État et à celui, dominant et bien ancré, de la société capitaliste et de la mondialisation des marchés.

Dérangeant le protocole et transgressant allègrement la norme, les mauvais tours et les insultes grossières créent un chaos qui favorise « la re-création »<sup>389</sup>, qui permet à la ville de se libérer de ses structures habituelles. De fait, les manifestations carnavalesques sont marqués par le triomphe de l'inutilité, de l'improductivité, de l'irrégularité et des inventions débridées. Le temps de l'événement, la foule, les bagarres, la confusion et la surexcitation donnent à chacun l'impression d'être « soulevé au-dessus de lui-même »<sup>390</sup>, ce qui entraîne « un arrachement du groupe à ses pesanteurs »<sup>391</sup>. Un manifestant abonde en ce sens :

---

<sup>389</sup> Alain Médam citant Durkheim, dans *Les formes subjectives du lieu habité [...]*, *op. cit.*, p. 107.

<sup>390</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>391</sup> *Ibid.*

I think it's super-important that people have the break from reality a few days of rioting brings. It gives people a sense of what they can be, as well as a more overt expression of what they're against as opposed to the banality of everyday life<sup>392</sup>.

Ainsi, « l'expérience sensible et matérielle »<sup>393</sup> vécue dans les rues de la ville périphérique entraîne les manifestants à reconsidérer la réalité et leurs propres capacités sous un autre angle. Évoquant l'effervescence et les ruptures de l'ordre, Médam écrit que « la turbulence rend possible [...] un ressaisissement primordial de soi – un dépassement de son organisation coutumière – et que c'est tout un renouvellement »<sup>394</sup>. Dans cette optique, les grands rassemblements à Québec donnent un souffle nouveau au mouvement de contestation et génèrent un certain espoir. Des manifestants décrivent ainsi la perspective engendrée par leur expérience de contestation en marge de la ville close : « Contrastant radicalement avec tout ça, un autre futur possible nous est apparu plus clair que jamais dans le feu de la résistance et le brouillard des gaz lacrymogènes »<sup>395</sup>. C'est en ce sens que Bakhtine affirme que le carnaval « est un état particulier du monde entier : sa renaissance et sa rénovation auxquelles chaque individu participe »<sup>396</sup>.

Même s'il permet d'entrevoir la possibilité d'une alternance des époques, des idéologies et des régimes politiques, le carnavalesque qui apparaît au hasard des grands rassemblements demeure de l'ordre de l'éphémère et ne porte pas à

<sup>392</sup> One-speed-bike, cité dans *Fish Piss*, op. cit., p. 85.

<sup>393</sup> M. Bakhtine, op. cit., p. 378.

<sup>394</sup> Alain Médam, cité dans *Les formes subjectives du lieu habité [...]*, op. cit., p. 108.

<sup>395</sup> *Indymedia*, [http://montreal.indymedia.org/front.php3?article\\_id=617](http://montreal.indymedia.org/front.php3?article_id=617)

<sup>396</sup> M. Bakhtine, op. cit., p. 15.

conséquence. Existant momentanément à l'écart du quotidien, de la nécessité, de la norme, du commerce et du tourisme, en sortant de son cadre habituel, la ville de Québec semble « fai[re] place aux temps qui germent »<sup>397</sup>. Fait intéressant, le Sommet des Amériques a lieu au printemps, saison du renouveau, du remplacement de la vieille année par la nouvelle<sup>398</sup>. Évoquant malgré eux la disparition éventuelle de l'autorité qu'ils incarnent, des policiers se tiennent debout parmi les vieilles pierres tombales du cimetière Saint-Matthew, derrière la clôture du périmètre<sup>399</sup>. De même, une affiche utilisée dans les annonces entourant l'événement<sup>400</sup> illustre un rassemblement d'hommes, de femmes et d'enfants, armés de tambours et d'immenses trompettes, marchant sur un tank apparaissant sur l'autre versant de la montagne, le canon pointé vers la foule et conduit par un soldat casqué. L'image représente la victoire joyeuse du peuple en fête et désarmé, qui repousse hardiment un tank, symbole de l'ordre établi. Typiquement carnavalesque, l'union en une même image du monde qui meurt et qui renaît « fixe l'instant même de la transition en incluant leurs deux pôles »<sup>401</sup>. À Québec, la ville close participe de cette idée de polarisation en inscrivant dans l'espace urbain une dualité caricaturale entre les rencontres officielles et les manifestations. Toutefois,

<sup>397</sup> Alain Médam, cité dans *Les formes subjectives du lieu habité [...]*, op. cit., p. 108.

<sup>398</sup> Suivant cette thématique, un groupe de manifestants, arrêté avant l'événement, affirme aux chefs d'État réunis dans la ville close qu'« aucune bastille n'est imprenable ». D'une manière excessive, représentative des espoirs de carnaval, le groupe déclare ensuite que l'ordre établi, renfermé à Québec dans une forme urbaine rigide et excluante, est prêt à être renouvelé : « la germination est arrivée à terme, un second printemps des peuples peut et doit arriver », Énoncé de principe du Mouvement Germinal, *A-Infos*, <http://www.ainfos.ca/01/may/ainfos00234.html>

<sup>399</sup> *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002,

<sup>400</sup> *Résiste!*, mars 2001, p. 8-9; Une de ces affiches est intitulée : « Assemblée publique : LA BATAILLE DE QUÉBEC », L. Palladino et D. Widginton, *Counter Productive [...]*, op. cit., p. 41.

<sup>401</sup> M. Bakhtine, op. cit., p. 207.

cette division claire et sans équivoque reste du domaine de l'irréel, puisque la réalité politique est beaucoup plus complexe.

Le carnavalesque qui surgit dans l'espace périphérique à Québec tient donc davantage de l'expérience vécue que de l'action politique. En effet, les renversements des représentants et des symboles du pouvoir en place égayent momentanément les manifestants et favorisent une appréhension différente des autorités. Néanmoins, ces attaques à l'ordre établi demeurent délibérément à l'écart de la polémique et ne sont pas utilisés pour bâtir une supériorité politique concrète. Dans le carnaval, ce qui s'éprouve, c'est la capacité « d'exterminer l'homme ordinaire pour nourrir de ses cendres les féeries électriques »<sup>402</sup>. Par conséquent, le carnavalesque des manifestations prend son sens au regard de la vie quotidienne et de la ville close, desquelles il s'écarte et qu'il envisage sous un autre angle.

---

<sup>402</sup> Alain Médam, cité dans *Les formes subjectives du lieu habité [...]*, *op. cit.*, p. 110.

## CONCLUSION

Dans un monde déterminé par les flux d'individus, d'argent et d'information, par la disparition de l'espace-temps, ainsi que par la perte du corps<sup>403</sup>, la territorialisation qu'entraînent les événements politiques urbains, comme le Sommet des Amériques à Québec, joue sur la manière d'appréhender les enjeux politiques et économiques. Force est de constater que ce sommet, et plus particulièrement le périmètre de sécurité, ont mis la question de l'espace au centre des préoccupations.

Le chapitre premier a montré que toute une géopolitique entre dans le choix de la ville de Québec pour le Sommet des Amériques, de même que de l'emplacement de la rencontre officielle. Il a également analysé l'efficacité de la mise en scène du pouvoir politique, qui s'appuie sur un décor naturel stratégique, ainsi que sur les représentations collectives rattachées à la ville du patrimoine mondial. Construite selon un principe d'exclusivité, la ville close est marquée par une gestion centralisatrice de l'espace, par un contrôle serré de ses occupants et par une direction rigide de la représentation de l'événement. Signe d'une conception dualiste du monde, le périmètre de sécurité a comme revers l'exclusion des opposants

---

<sup>403</sup> Blanquart Paul, *Une histoire de la ville : pour repenser la société*, Paris, La Découverte et Syros, 1997, p. 151-161.

des lieux de rencontre des dirigeants. Dans l'espace périphérique, les manifestations témoignent d'une conscience de la ville comme espace politique à occuper, ainsi que d'une volonté de réappropriation de la ville par le mouvement. Dans les constructions de la ville close faites par les opposants, l'occupation exclusive des hauts lieux par les dirigeants constitue un acte d'invasion du pouvoir politique. De plus, les mesures de sécurité et la présence policière deviennent signe d'un autoritarisme et expression de provocation autour desquels s'élabore l'opposition. Ce chapitre analyse l'imaginaire de la confrontation associé aux batailles de Québec, aux infrastructures militaires et à la structure défensive éphémère. Il considère enfin l'aspect conflictuel de la manifestation de masse et souligne la territorialisation conflictuelle des divergences dans la ville, ainsi que le développement d'une communauté d'appartenance rattaché à l'espace.

Par une analyse des justifications de la ville close, le chapitre deux a montré que l'ampleur grandissante du mouvement de contestation politique et l'existence d'une menace terroriste sont occultées, et qu'inversement, les manifestations violentes sont l'objet d'une amplification dramatique. Ce chapitre élabore la construction de la figure du casseur et les procédés utilisés pour éviter le discours du manifestant violent de sa teneur politique afin de ne conserver que la charge violente. Situé comme étant aux antipodes du pacifique, le casseur a pour effet de diviser, de hiérarchiser et de diriger les manifestants, de même que d'assurer une surveillance au sein même de la foule. À l'approche du sommet, les autorités s'efforcent de

créer un climat d'inquiétude en manipulant les appréhensions et les rumeurs par l'intermédiaire de la machine médiatique. L'arrestation spectaculaire de membres du Mouvement Germinal, peu avant l'événement, affiche aux yeux de tous la force des autorités et frappe l'imaginaire populaire qui reproduit ensuite le discours de la loi, plus particulièrement celui qui interdit les actes de violence lors de manifestations. En usant de la sorte le sensationnalisme, les autorités dirigent les acteurs du spectacle qu'ils orchestrent et orientent également les regards vers celui-ci. Ce chapitre montre que la structure de la ville, certains règlements municipaux, ainsi que la prison d'Orsainville, spécialement aménagée pour l'événement, associent les manifestants à la criminalité, dans l'imaginaire comme dans l'espace urbain. De même, l'association du manifestant violent à la figure du délinquant exploite l'intensité dramatique de la casse dans le but de dresser une barrière de répulsion autour du non-conformisme politique. Ce chapitre examine également le rôle de la violence dans le spectacle politique médiatisé. Par contraste, il montre que la circulation dans la ville brouille les divisions, apaise la crainte et met en évidence l'écart existant entre la représentation et la réalité. Dans la rue, le périmètre de sécurité est envisagé comme une cible politique, de même que les attaques à son endroit. Par contre, la propriété privée demeure intouchable et la foule, qui n'est pas apathique, intervient directement pour faire cesser les comportements qu'elle réproouve. Ce chapitre illustre le contraste entre la violence médiatisée et celle dont on est témoin, tout en considérant que la première possède une plus grande influence politique.

Le chapitre trois s'est intéressé à l'aspect carnavalesque des manifestations. Il a mis en lumière la manière dont la ville close, en accentuant la dualité propre à la ville de Québec, favorise le temps de l'événement, dans l'espace périphérique, l'élaboration d'un monde à l'envers, à l'écart de la consommation, du tourisme et du commerce. Il a décrit l'amenuisement des frontières entre l'espace ouvert et l'espace fermé, l'occupation massive de l'espace public, l'harmonie des mélanges entre individus normalement séparés, ainsi que le caractère autonome et hétérogène des grands rassemblements. Dans l'espace périphérique, l'appropriation artistique de la réalité par les manifestants dédramatise les mesures de sécurité et la ville close. De même, les créations carnavalesques utilisent des procédés de recyclage et de recomposition visant à distordre les symboles officiels tout en demeurant apolitiques. Les masques rituels de sociabilité, les masques matériels et les déguisements donnent aux occupants de l'espace périphérique de se dégager de leur identité et de se recréer. Enfin, ce chapitre a abordé la dimension carnavalesque des transgressions et des affrontements dans les rues de la ville, puis a conclu sur l'aspect libérateur du désordre et de l'effervescence expérimentée lors de l'événement, puis a souligné la remise en perspective de la réalité qui laisse entrevoir la possibilité d'un renouvellement.

Les manifestations dans la ville de Québec en 2001 ont été les derniers grands rassemblements contre la libéralisation des marchés et la mondialisation de

cette ampleur, de cette durée et de cette vigueur<sup>404</sup>. Survenus peu de temps après le sommet, les attentats contre le *World Trade Center* à New-York ont complètement changé la donne en ce qui a trait à la contestation, car les autorités ont resserré le contrôle des dissidents et accru la surveillance au nom de la sécurité. Les attentats terroristes ayant placé cette question au premier plan, il serait intéressant d'éclaircir le lien entre l'accroissement des mesures de sécurité et la corrélative diminution des droits et libertés. Une telle étude pourrait, entre autres, évaluer l'agrandissement du rayon d'action des forces de l'ordre et l'influence de cette tendance sur le mouvement de contestation contre la libéralisation du commerce à l'échelle mondiale et sur les grands rassemblements urbains.

Puisque les démocraties se donnent pour objectif de maintenir un équilibre constant entre le droit à la liberté d'expression et le droit à la vie et à la sécurité de la personne, il convient de se demander ce qu'il advient lorsque les besoins de sécurité s'accroissent de manière démesurée. En effet, dans la mesure où la sécurité devient prétexte à outrepasser les limites fixées par le droit, comme dans le cas du périmètre de sécurité et, de manière beaucoup plus prononcée, dans le cas des mesures de protection contre les actes terroristes, les impératifs de sécurité gérés par les services d'ordre ne finissent-ils pas par faire passer les questions logistiques et pragmatiques avant les considérations métaphysiques et critiques, normalement

---

<sup>404</sup> Les manifestations contre la guerre en Irak ont attiré un plus grand nombre de manifestants, mais se sont avérées plus limitées dans le temps et l'espace, de même que considérablement moins turbulentes que les manifestations à Québec en 2001.

envisagées par le droit ? Dans ce contexte, les questions se posent à savoir qui évalue le degré de danger, qui exploite la force de la violence dans le spectacle politique et à qui sert l'état d'insécurité? Enfin, comment penser la démocratie si elle échappe à elle-même ?

## BIBLIOGRAPHIE

ANSAY Pierre, SCHOONBRODT René, *Penser la ville : choix de textes philosophiques*, Bruxelles, Archives d'architecture moderne, 1989.

BAKHTINE Mikhaïl, *La poétique de Dostoïevsky*, Paris, Seuil, 1970.

\_\_\_\_\_, *L'œuvre de François Rabelais et la culture populaire au Moyen Âge et sous la Renaissance*, Paris, Gallimard, 1970.

BATAILLE George, *La part maudite*; précédé de *La notion de dépense*, Éditions de Minuit, Paris, 1980, [1967].

BENJAMIN Walter, «Pour une critique de la violence», dans *L'homme, le langage et la culture*, Paris, Denoël/Gonthier, 1974, [1971], p. 23-55.

BLANQUART Paul, *Une histoire de la ville : pour repenser la société*, Paris, La Découverte et Syros, 1997.

BRISTOL Michael D., *Carnival and Theater : Plebeian Culture and the Structure of Authority in Renaissance England*, New York, Methuen, 1985.

BRODEUR Jean-Paul, «Le besoin de police», *Le Devoir*, 6 mai 2003, <http://www.ledevoir.com/2003/05/06/26952.html>.

\_\_\_\_\_, «Mythes et réalités de la police», *Les visages de la police : pratiques et perceptions*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2003, p. 17-46.

\_\_\_\_\_, «Paraître le plus fort», *Le Devoir*, 29 mars 2001. A 7.

BRUCKNER Pascal, *Misère de la prospérité : la religion marchande et ses ennemis*, Paris, Grasset & Fasquelle, 2002.

DUPUIS-DÉRI Francis, «Mouvements sociaux et répression policière – Plus de 1700 arrestations à caractère politique au Québec depuis 1999», *Le Devoir*, 7 août 2003, <http://www.ledevoir.com/2003/08/07/33390.html>.

\_\_\_\_\_, *Les Black Block : quand la liberté et l'égalité se manifestent*, Québec, LUX éditeur et Francis Dupuis-Déri, 2003.

CUILLERAI Marie et ABÉLÈS Marc, « Mondialisation : du géo-culturel au bio-politique », *Anthropologie et Société*, vol. 26, n° 1, 2002, p. 11-28.

DEBORD, Guy, *La Société du Spectacle*, Paris, Gallimard, 1992.

FAVREAU, Louis, « Un autre mondialisation en marche », *Le Devoir*, 24 septembre 2003, A 7.

FELKAY Michel, *Les interventions de la police dans les zones de cités urbaines*, Paris/ Montréal, L'Harmattan, 1999.

FOUCAULT Michel, « Les mailles du pouvoir » dans *Dits et écrits 1954-1988*, Paris, Gallimard, 1994, p. 182-201.

\_\_\_\_\_, « Le sujet et le pouvoir » dans *Dits et écrits 1954-1988*, Paris, Gallimard, 1994, p. 222-243.

\_\_\_\_\_, « Espace, savoir et pouvoir » dans *Dits et écrits 1954-1988*, Paris, Gallimard, 1994, p. 270-285.

\_\_\_\_\_, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

HARTMANN Franz, « Challenging Spatial Control of the City : Capitalism, Ecological Crisis, and the Environment Movement », dans *City Lives & City Forms. Critical Research & Canadian Urbanism*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 302-323.

HEALEY Patsy, « On Creating the 'City' as a Collective Resource », *Urban Studies*, Vol. 39, No. 10, 1777-1792, 2002.

LEDUC Mario, *Carnaval et carnavalesque dans l'œuvre de Plume Latraverse, auteur-compositeur interprète à deux faces*, Montréal, coll. Mémoire de maîtrise en études littéraires, Université du Québec à Montréal, 2000, p. 57-90.

LOUDIER Céline, « Expériences nord-américaines », *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région de l'île-de-France*, N° 133/134, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestre 2002, p. 59-71.

MACHIAVEL Nicolas, *Le Prince*, Paris, Librio, 2001.

MÉDAM, Alain, *Ethnos et polis. À propos du cosmopolitisme montréalais*, dans *Les formes subjectives du lieu habité dans la littérature des communautés culturelles au Québec*, Simon Harel, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2001.

\_\_\_\_\_ , « Chaos ou création », dans *Les formes subjectives du lieu habité dans la littérature des communautés culturelles au Québec*, Simon Harel, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2001.

MICHAUD, Yves, *La violence*, Que sais-je?, Paris, 1986.

*Ville imaginaire, ville identitaire : Échos de Québec*, MORISSET Lucie K., NOPPEN Luc et SAINT-JACQUES Denis, Québec, Éditions Nota Bene, 1999.

*Québec de roc et de pierres : La capitale en architecture*, NOPPEN Luc et MORISSET Lucie K., Commission de la capitale nationale du Québec et Éditions MultiMondes, Québec, 1998.

POPOVIC Pierre, « Le festivaesque (La ville dans le roman de Réjean Ducharme) », *Tangence*, n° 48, septembre 1995, p. 116-127.

PLEAU Jean-Philippe, «Repenser la résistance pour un nouveau “refus global”», *Le Devoir*, 15 août 2003, A 9.

RIMKE Heidi, « Postcard : A Social Space of Political Resistance », *Space and Culture*, June 2001, Archival Spaces Issue 10, p. 91-93.

SHIELDS Rob, « Feel Good Here? Relationship between Bodies and Urban Environments », dans *City Lives & City Forms. Critical Research & Canadian Urbanism*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. 82-97.

VÖCKLER, Kai, « City of Open Spaces. Decline in East German cities is clearing the way for new aesthetic strategies », *Flash Art*, Vol. XXXIV. n° 224 May-June 2002, p. 104-106.

## *CORPUS*

### **Publications gouvernementales**

«Impacts économiques pour le Québec de la tenue du Sommet des Amériques, dans la ville de Québec, les 20, 21 et 22 avril 2001», Gérald Leblanc, professeur titulaire, Département d'économique, Université Laval, juin 2001.

«Le respect des droits fondamentaux au III<sup>e</sup> Sommet des Amériques : une question de sécurité et de dignité», Rapport du groupe d'observateurs indépendants formé par le ministre de la Sécurité publique pour surveiller le travail des corps policiers et des services correctionnels pendant le Sommet des Amériques (19 au 21 avril 2001), Montréal, 2001, 24 p.

«Services de santé et services sociaux, Sommet des Amériques», Communiqué du Centre de coordination de la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec, *Régie régionale de la santé et des services sociaux de Québec*, 22 avril 2001, <[http://www.rrsss03.gouv.qc.ca/communiques/Main\\_comm\\_presse\\_22-avril01.html](http://www.rrsss03.gouv.qc.ca/communiques/Main_comm_presse_22-avril01.html)>

«Sommet des Amériques, 21-21-22 avril 2001», Rapport de la Coordination ministérielle en sécurité civile du Ministère de la santé et des services sociaux dans le cadre de la tenue du Sommet des Amériques à Québec, du 20 au 22 avril 2001, *Coordination ministérielle en sécurité civile*, Québec, 2001.

### **Archives municipales de la ville de Québec**

Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 1<sup>er</sup> novembre 2000, Dossier n<sup>o</sup> 7102/5, Résolution CE-2000-6245. En annexe, documents relatifs à la soumission pour la clôture.

Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 20 décembre 2000, Dossier n<sup>o</sup> 24000/1, Résolution CE-2000-6594.

Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 28 mars 2001, Dossier n<sup>o</sup> 13100/1, Résolution CE-2001-7110. En annexe, mémoire de la Division du transport du Centre de développement économique et urbain (CDÉU) accompagné de trois cartes.

Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 4 avril 2001, Dossier n° 20107/1, Résolution CE-2001-7155. En annexe, mémoire du Service de la culture, du loisir et de la vie communautaire.

Extrait du procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 4 avril 2001, Dossier n° 5305/1, Résolution CE-2001-7156. En annexe, mémoire du Directeur général adjoint de la Ville.

Extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil municipal de la Ville de Québec, tenue le 9 avril 2001, Résolution CM-2001-2368. En annexe, mémoire de la Direction du Service de l'environnement. Dossier R-2368 (partie de 01558-00-00 (1), protocoles d'entente) : Protocole d'entente devant intervenir entre la Ville de Québec et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries, et de l'Alimentation du Québec concernant le financement des activités d'inspection des aliments effectués par la Ville de Québec dans le cadre du Sommet des Amériques.

Procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 4 avril 2001. Résolution CE-2001-7149.

Procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 11 avril 2001. Résolution CE-2001-7191.

Procès-verbal d'une séance du Comité exécutif de la Ville de Québec, tenue le 18 avril 2001. Résolution CE-2001-7236.

### Livres

Collectif, *Le Québec de la honte*, Outremont, Lanctôt, Édition des Intouchables, Montréal, 2001.

PALLADINO Luca et David WIDGINGTON, *Counter Productive : Québec City Convergence Surrounding the Summit of the Americas*, Montréal, Cumulus Press, 2002.

### Journaux imprimés

*L'Aut' journal*, journal indépendant, ouvrier et populaire publié tous les mois par le collectif du journal au Québec depuis 1984, n° 196, février 2001; n° 197, mars 2001; n° 198, avril 2001; n° 199, mai 2001; n° 200, juin 2001; n° 201, juillet-août 2001; n° 202, septembre 2001.

*Bulletin FSE*, Fédération des syndicats de l'enseignement, n° 59, mai-juin 2001.

*Le Devoir*, journal d'opinion indépendant distribué au Québec. Fondé en 1910 par Henri Bourassa, mars et avril 2001.

*Droit de parole*, journal communautaire des quartiers centraux de Québec fondé en 1974, vol. 27, n° 3, octobre 2000; vol. 27, n° 4, novembre 2000; vol. 28, n° 1, février 2001; vol. 28, n° 2, mars 2001 (cahier spécial : «OQP 2001»); vol. 28, n° 3, mai 2001.

*L'Infobourg*, journal de quartier(s), publié douze fois par trois ans et diffusé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste depuis 1976, vol. 15, n° 4, avril 2001 (cahier spécial : «La gazette de la CASA. Comité d'accueil du Sommet des Amériques»); vol. 15, n° 3, août 2001 (cahier spécial : «OQP 2001»).

*Le Journal de Québec*, quotidien distribué dans l'Est du Québec. Fondé en 1967 par Pierre Péladeau, fondateur de Quebecor inc., *Le Journal de Québec* fut le premier quotidien du matin de format tabloïd à être publié dans l'Est du Québec, du 21 au 23 avril 2001.

*Le Journal économique*, le journal d'information n° 1 des gens d'affaires du centre et de l'est du Québec, février 2001; avril 2001, mai 2001, vol. 10, n° 7, p. 100; juin 2001, vol. 10, n° 8.

*MiniMot*, bulletin du Comité des citoyens du Vieux-Québec, vol. 9, n° 7, le 11 décembre 2000, [n.p.], vol. 10, n° 1, le 18 janvier 2001, [n.p.], vol. 10, n° 2, le 16 avril 2001, [n.p.] et vol. 10, n° 3, le 15 juin 2001, [n.p.].

*Québec Centre*, Le bulletin du Centre des congrès de Québec, automne 2000, vol. 6, n° 2, [n.p.]; printemps 2001, vol. 7, n° 2, [n.p.]; été 2002, vol. 6, n° 1, p. 5.

*Le Soleil*, journal quotidien du matin de grand format fondé en décembre 1896 et distribué principalement à Québec, mais aussi dans l'Est du Québec, du 21 au 23 avril 2001.

*Voir Québec*, journal hebdomadaire d'information culturelle distribué gratuitement dans la région de Québec, du 3 au 9 mai 2001.

## Périodiques

### L'Actualité

«Les nouveaux militants», Isabelle Grégoire, *L'Actualité*, 26, n° 6, 15 avril 2001, p. 30-35.

«Mon quartier d'Amérique», Yan Muckle, *L'Actualité*, 26, n° 9, 1<sup>er</sup> juin 2001, p. 49-52.

Études internationales

«L'engagement des citoyens dans la politique étrangère canadienne : l'expérience du Sommet des Amériques, Québec, avril 2001», Marc Lortie, Sylvie Bédard, *Études internationales*, 33, n° 2, juin 2002, p. 335-348.

Feuille d'érable (voir la section «sites webs» du Ministère de la Défense nationale et Forces canadiennes)

Fish Piss

«Special Feature : Quebec Summit», Louis Rastelli, *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002 ISSN 1206-3355, p. 22-71.

«1-Speed Bike, Interview», Louis Rastelli, *Fish Piss*, vol. 2, n° 2 Fall/Winter 2002 ISSN 1206-3355, p. 83-85.

Le Nouvel Observateur

«Québec : la bataille du grand marché : sous la protection de 3,7 km de grillage», Philippe Boulet-Gercourt, *Le Nouvel Observateur*, n° 1903, 26 avril 2001, p. 39.

Relations

«Le Sommet des Amériques : La démocratie emmurée», Jean Pichette, *Relations*, mars 2001, p. 10-11.

Résiste!

«Sommet des Amériques : Québec – Avril 2001», *Résiste!*, Convergence des luttes anti-capitalistes, mars 2001.

Revue commerce

«Marc Lortie, le pari des Amériques», Hélène Buzetti, *Revue commerce*, 102<sup>e</sup> année, avril 2001, p. 14-20.

Prestige

«Spécial – Sommet des Amériques», *Prestige, Le magazine de Québec*, avril 2001, p. 7-11.

24 images

«T'as rien vu à Québec», Yves Rousseau, *24 images*, n° 107-108, automne 2001, p. 48-49.

Le Monde diplomatique

«Vers une Zone de libre-échange des Amériques : un Sommet déjà discrédité», Michel Brodeur et Pierre Henrichon, *Le Monde diplomatique*, avril 2001, p. 8.

**Vidéo**

Film documentaire *Vue du Sommet*, Magnus Isacsson, Office national du film, 75 min, 2001.

**Sites internet**

A-Infos, agence de presse anarchiste autonome qui est à la fois un outil d'organisation, un outil de propagande et un outil d'information du mouvement et pas seulement «des informations par, sur et pour les anarchistes»,  
<<http://www.ainfos.ca/fr/>>

Alternative libertaire, journal mensuel sur l'actualité et sur les mouvements sociaux, Extrait du numéro d'avril 2002, <<http://iquebec.ifrance.com/NouvelOrdre/anarchie-quebec.html>>

AmeriquesCanada.org : Le Canada et les Amériques...plus proche que jamais!, Gouvernement du Canada, <<http://www.ameriquescanada.org/menu-f.asp>>

Amnesty International, archives, Canada, <<http://web.amnesty.org/library/fra-can/index>>

«Amnesty International demande qu'une enquête soit menée en toute transparence sur des allégations de brutalités policières», Amnesty International, 22 mai 2001, *Index AI : AMR 20/003/01*,  
<<http://web.amnesty.org/library/Index/FRAAMR200032001?open&of=FRA-CAN>>

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), association à but non lucratif regroupant une cinquantaine d'organismes de coopération et d'éducation à la solidarité œuvrant au Québec, <<http://www.aqoci.qc.ca/>>

Brunmarde.com, journal internet basé à Québec, <http://www.brunmarde.com/>

«Photo-reportage : Sommet des Amériques, Québec, avril 2001»,  
<<http://66.46.177.46/bm/voir/projects/SommetAmeriques2001.html>>

Carnaval de Québec, fête populaire hivernale dans la ville de Québec,  
<<http://www.carnaval.qc.ca/flash.html>>

Centrale des syndicats du Québec (CSQ), représentant les secteurs de l'éducation et de la santé et des services sociaux, <<http://www.csq.qc.net/>>

Centre de conservation du Québec, contribue à la conservation préventive et à la restauration du patrimoine mobilier du Québec en vue d'une meilleure accessibilité et d'une valorisation de l'héritage culturel du Québec,  
<<http://www.ccq.mcc.gouv.qc.ca/realisations/sculptures/chandelier.htm>>

Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ), «Sortir de la pensée unique», Le CMAQ est à la fois un point de rencontre physique et une plate-forme virtuelle d'échange d'informations alternatives et indépendantes visant l'exercice de la démocratie par le biais d'une réappropriation de l'information. Créé à l'occasion du Sommet des Amériques à Québec, le CMAQ vise à susciter les débats et la participation citoyenne autour de Québec 2001. Lors de l'événement, le CMAQ opère à partir du Complexe Méduse, coopérative de producteurs et de diffuseurs artistiques, culturels et communautaires située entre la haute-ville et la basse-ville, <<http://www.cmaq.net/>>

La Confédération des syndicats nationaux (CSN), <<http://www.csn.qc.ca/>>

«CCMM-CSN dénonce la répression policière», Communiqués de presse publiés sur le site de la CSN en avril 2001, (Source: CCMM-CSN 23-04-01)  
<<http://www.csn.qc.ca/Pageshtml/CommAvril01.html#anchor1579511>>

«Le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN exige une enquête publique et indépendante sur les abus de la police», Communiqués de presse publiés sur le site de la CSN en avril 2001, (Source: CCMM-CSN 26-04-01)  
<<http://www.csn.qc.ca/Pageshtml/CommAvril01.html#anchor1579511>>

«La CSN et le Sommet des Amériques: La clause "démocratie" est incomplète sans charte sociale et économique», Communiqués de presse publiés sur le site de la CSN en avril 2001, (Source: CSN 23-04-01)  
<<http://www.csn.qc.ca/Pageshtml/CommAvril01.html#anchor1579511>>

«Face aux enjeux que poserait une ZLEA: Les acteurs de la société civile doivent avoir voix au chapitre», Communiqués de presse publiés sur le site de la CSN en avril 2001, (Source: CSN 12-04-01)  
<<http://www.csn.qc.ca/Pageshtml/CommAvril01.html#anchor1579511>>

« Forum syndical au Sommet des peuples: Une mobilisation continentale jamais égalée! », Communiqués de presse publiés sur le site de la CSN en avril 2001, (Source: CSN 19 avril 01)

<<http://www.csn.qc.ca/Pageshtml/CommAvril01.html#anchor1579511>>

Le Couac : un drôle d'oiseau, un journal satirique, libre et indépendant fondé en 1997. Le Couac propose tous les mois un regard critique sur notre société avec l'humour grinçant qui lui a valu son surnom de « canard qui a des dents »...

<<http://www.lecouac.org/index.php3>>

« QUI COMPOSITE ? Entrevue avec des membres du Mouvement Germinal », Francis Dupuis-Déry, *Le Couac*, juin 2001, <[http://www.lecouac.org/article.php3?id\\_article=35](http://www.lecouac.org/article.php3?id_article=35)>

Counter Set, magazine en ligne publié par Linda Dawn Hammond, 2004, <<http://www.dawnone.com/frffta1.html>>

« Le Canada a monté l'opération de sécurité la plus imposante de l'histoire pour un sommet des Amériques », Keith Jones, *Counter Set*, 4 avril 2001,

<<http://www.dawnone.com/frffta1.html>>

Défense nationale et Forces canadiennes (voir Ministère de Défense nationale et Forces canadiennes)

Émile Henry, groupe anarchiste de la ville de Québec

« Sommet des Amériques : tract de la NEFAC »,

<<http://www3.sympatico.ca/emile.henry/4pnefac.htm>>

Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), <<http://www.fpjq.org/>>

« Comité de surveillance de la liberté de presse au Sommet des Amériques », Hélène Pichette, 19 avril 2001, *Fédération professionnelle des journalistes du Québec*,

<<http://www.fpjq.org/cgi-bin/bienvenue.cfm?section=14>>

« Les « globaliphobes » s'organisent », Mathieu Boivin, *Le 30 : le magazine du journalisme québécois*, 30 avril 2001, <<http://www.fpjq.org/cgi-bin/bienvenue.cfm?section=14>>

« Rapport sur la liberté de presse dans les Amériques », Reporters sans frontières et la *Fédération professionnelle des journalistes du Québec*, 19 avril 2001,

<<http://www.fpjq.org/cgi-bin/bienvenue.cfm?section=14>>

«Résolution adressée aux chefs d'État du Sommet des Amériques», *Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Journalistes canadiens pour la liberté d'expression et Reporters sans frontières*, 21 avril 2001,  
 <<http://www.fpjq.org/cgi-bin/bienvenue.cfm?section=14>>

*La Gauche*, journal pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme,  
 <<http://www.lagauche.com/lagauche/index.php>>

«La forteresse assiégée : une analyse des événements de Québec, Sommet des Amériques», Antoine Casgrain, *La Gauche*,  
 <<http://www.lagauche.com/lghebdo/2001/2001-23-02.html>>

*Gendarmerie royale du Canada*, service de police national et organisme qui relève du ministère de la Sécurité publique et Protection civile Canada et qui a pour mandat d'appliquer la loi, de prévenir le crime et de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité. La GRC au Québec applique les lois fédérales, enquête sur des enjeux nationaux et internationaux et combat le crime organisé, <[http://www.rcmp-grc.gc.ca/index\\_f.htm](http://www.rcmp-grc.gc.ca/index_f.htm)>

«Des balles aux bombes : les nouveaux véhicules blindés de la GRC protègent les dignitaires dans leurs déplacements», Heather Hamilton, *La Gazette*, une publication de la Gendarmerie royale du Canada, vol. 64, n° 1, 2002, p. 12-14.

«La GRC tire de précieuses leçons de la conférence de l'APEC», Jolene Bradley, Services nationaux de communication, Direction générale de la GRC, Ottawa (Ontario), *La Gazette*, une publication de la Gendarmerie royale du Canada, vol. 64, n° 1, 2002, p. 7-9.

«La police communautaire à l'œuvre au Sommet du G8 de 2002», par le serg. Mike O'Rielly, Chef adjoint, Groupe des relations communautaires du G8, Sécurité du Sommet du G8, *La Gazette*, une publication de la Gendarmerie royale du Canada, vol. 64, n° 1, 2002, p. 10-11.

«Rapport sur le rendement 2001/2002», *Gendarmerie Royale du Canada*,  
 <[http://www.rcmp-grc.gc.ca/dpr/performance02\\_b\\_f.htm](http://www.rcmp-grc.gc.ca/dpr/performance02_b_f.htm)>

«Rapport sur les plans et les priorités de la GRC de 2001-2002», *Gendarmerie Royale du Canada*, 96 p.

«Rapport sur les plans et les priorités de la GRC pour 2000/2001», *Gendarmerie Royale du Canada*, 73 p.

*Harris Corporation*, Government Communications Systems (GCSD), modèles urbains tridimensionnels Real Site™, dont un modèle de la ville de Québec utilisé à l'occasion du troisième Sommet des Amériques,  
 <<http://www.govcomm.harris.com/realsite/3dmodels.html>>

*Hola Québec!*, site officiel renseignant les Québécois sur les événements entourant le Sommet des Amériques 2001. Ministère source : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Site tenu par le Bureau du Sommet hémisphérique (BSH), <[http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil\\_f.htm](http://www.americascanada.org/holaquebec/menu/Accueil_f.htm)>

*Îlot Fleurie*, organisme à but non lucratif présent dans le domaine de l'art public depuis 1991, et devenu avec le temps un jardin communautaire de sculptures florales et un espace de création important. L'îlot Fleurie est situé sous l'autoroute Dufferin-Montmorency, dans le quartier Saint-Roch entre la rue de St-Vallière est et le boulevard Charest, <<http://membres.lycos.fr/ilotfleurie/>>

*L'itinérant électronique enr.*, <<http://www.itinerant.qc.ca/plan.html>>

«Dossier sur le Sommet des Amériques», Le site du monde du travail, mis à jour le 16 février 2003, <<http://www.itinerant.qc.ca/sommet.html>>

*Ligue des droits et libertés*, organisme indépendant et non-partisan qui défend et fait la promotion de tous les droits proclamés dans la Charte internationale des droits de l'homme, <<http://www.liguedesdroits.ca/>>

«La liberté d'expression dans la rue : judiciarisation de la dissidence et quelques moyens de défense», Denis Barrette, *Bulletin de la ligue des droits et libertés*, décembre 2002, p. 23-26.

«Rapport sur l'utilisation des balles de plastique lors de manifestations», *Ligue des droits et libertés*, document de travail, 14 mai 2002, 13 p.

«Violation des droits et libertés au Sommet des Amériques, Québec avril 2001», Rapport du comité de surveillance des libertés civiles, *Ligue des droits et libertés*, Montréal, 14 juin 2001, 60 p.

*Les Métallos au Canada*, <<http://www.uswa.ca/fr/index.htm>>

«Sommet prévu à Québec : Une commission d'enquête sur le comportement des entreprises entendra des témoignages», Syndicat des Métallos, Communiqué, le 19 mars 2001, <[http://www.uswa.ca/fr/news\\_releases/submitfr.htm](http://www.uswa.ca/fr/news_releases/submitfr.htm)>

*Ministère de la Défense nationale et Forces canadiennes*, la Défense nationale est une institution nationale canadienne relevant uniquement du gouvernement fédéral. Le ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes ont pour mission de défendre

le Canada ainsi que ses intérêts et ses valeurs, tout en contribuant à la paix et à la sécurité internationales, <[http://www.forces.gc.ca/site/sitemap\\_f.asp](http://www.forces.gc.ca/site/sitemap_f.asp)>

«Below Radar Coverage: 8 Air Communication and Control Squadron Supports OP QUADRILLE», Bulletin des Communications et de l'Électronique, vol. 43, 2001/12, *Défense nationale*, <[http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/8accs\\_f.htm](http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/8accs_f.htm)>

«Le Portefeuille de la Défense 2002», *Défense nationale*, Canada, 73 p.

«QGET 5GBMC», L. Poirier, Communications & Electronics Newsletter, vol. 43 2001/12, *Défense nationale*, <[http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/qget\\_e.htm](http://www.img.forces.gc.ca/commelec/nwslettr/Vol43/qget_e.htm)>

«Rapport annuel 2001-2002», *Recherche et développement pour la défense du Canada*, 65 p., <[http://www.drev.dnd.ca/f/home\\_f.asp?page=1&lang=f](http://www.drev.dnd.ca/f/home_f.asp?page=1&lang=f)>

«Rapport annuel de 2001-2002 du Chef d'état-major de la Défense», *Défense nationale*, Canada, 48 p.

«Rapport annuel de 2000-2001 du Chef d'état-major de la Défense», *Défense nationale*, Canada, 32 p.

«Des technologies du CRDV et de Harris Corporation démontrées au Sommet des Amériques», *Recherche et développement pour la défense Canada*, Valcartier, 7 novembre 2001, <[http://www.drev.dnd.ca/f/actualitesdisplay\\_f.asp?lang=f&page=33&news=45](http://www.drev.dnd.ca/f/actualitesdisplay_f.asp?lang=f&page=33&news=45)>

**La Feuille d'érable**, journal hebdomadaire vedette de la Défense nationale et des Forces canadiennes. Des articles de tous les membres des Forces canadiennes et des employés civils du Ministère sont acceptés, <[http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=Vol4\\_17\\_\\_\\_Frontpage1-2](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=Vol4_17___Frontpage1-2)>

«Appui des militaires au Sommet des Amériques», Yan Bélanger et Michel Mailloux, *La Feuille d'érable*, vol. 4, n<sup>o</sup>. 17, 2001, <[http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=Vol4\\_17\\_\\_\\_Dnews3-6](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=Vol4_17___Dnews3-6)>

«L'avion-ambulance à la Citadelle de Québec», Johanne Bournival, *La Feuille d'érable*, vol. 4, n<sup>o</sup>. 17, 2001, <[http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=Vol4\\_17\\_\\_\\_Dnews3-6](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=Vol4_17___Dnews3-6)>

«Le CNGS – au coeur de vos communications», Elizabeth Munn, *La Feuille d'érable*, vol. 5, n<sup>o</sup>. 2, 2002, p. 15.

«L'équipe des communications au travail», Johanne Bournival, *La Feuille d'érable*, vol. 4, n°. 17, 2001,

<[http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=Vol4\\_17\\_\\_\\_Dnews3-6](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=Vol4_17___Dnews3-6)>

«La musique corps et âme», René Champigny, *La Feuille d'érable*, vol. 5 n°. 19, 2002,

<[http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html\\_files/html\\_view\\_e.asp?page=ol5-19p6-7](http://www.forces.gc.ca/site/community/mapleleaf/html_files/html_view_e.asp?page=ol5-19p6-7)>

Ministère de la justice Canada

«Sanction royale du projet de loi C-24, Loi sur le crime organisé»,

<[http://canada.justice.gc.ca/fr/news/nr/2001/doc\\_28213.html](http://canada.justice.gc.ca/fr/news/nr/2001/doc_28213.html)>

Montreal Independent Media Center (Indymedia), collectif montréalais travaillant à démocratiser la communication en rendant accessibles à tous les moyens de production et de diffusion de l'information. Sa plate-forme médiatique fonctionne selon le principe d'ouverture des médias à la participation citoyenne. Depuis l'ouverture du premier centre des médias, en 1999, pour couvrir les manifestations contre l'OMC à Seattle, 40 centres des médias ont été mis sur pied dans les villes du monde entier, formant ainsi un réseau international rivalisant avec les médias de masse, <<http://montreal.indymedia.org/>>

Organisation mondiale du commerce (OMC), organisation internationale s'occupant des règles régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'Organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Sa principale fonction est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges,

<[http://www.wto.org/french/thewto\\_f/thewto\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/thewto_f.htm)>

Quartier libre, journal des étudiants de l'Université de Montréal, «Policiers et manifestants: surveillance réciproque», Geneviève Gélinas, février 2001,

<<http://www.q1.umontreal.ca/volume8/numero12/societev8n12b.html>>

Radio-Canada, site Internet francophone de la société Radio-Canada, radiodiffuseur public national du Canada, dossier sur le Sommet de Québec,

<<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Dossiers/mondialisation>>

Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches, forum social régional réunissant des individus et organisations sociales et politiques progressistes de la région de Québec, dont OQP-2001, <<http://www.reseauforum.org/>>

Le Soleil, archives, dossier «Sommet des Amériques à Québec»,  
<<http://www.lesoleil.com>>

Service canadien du renseignement sur la sécurité (SCRS), le SCRS a pour mandat de recueillir, d'analyser et de conserver des informations ou des renseignements sur des activités dont il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'elles constituent des menaces pour la sécurité du Canada, et de faire rapport au gouvernement du Canada et de le conseiller à ce sujet, <[http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/menu/welcome\\_f.html](http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/menu/welcome_f.html)>

Site officiel du premier ministre du Québec, archives

«Allocution du premier ministre du Québec, M. Bernard Landry, à l'occasion de la réunion de la conférence parlementaire des Amériques (COPA) à Québec», 18 avril 2001, <[http://www.premier.gouv.qc.ca/general/discours/archives\\_discours/2001/avril/dis20010418.htm](http://www.premier.gouv.qc.ca/general/discours/archives_discours/2001/avril/dis20010418.htm)>

Sûreté du Québec, police nationale concourant, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens, <<http://www.suretequebec.gouv.qc.ca/index.html>>

«Bilan des affaires internes 2001», Sûreté du Québec, 23 p.

«Plan stratégique de la Sûreté du Québec 2001-2004», Sûreté du Québec, avril 2001, 60 p.

«Rapport annuel de gestion 2001-2002», Sûreté du Québec, 90 p.

«Rapport d'activités 2001-2001», Sûreté du Québec, 31 p.

Topo-Info, actualités en temps réel sur Internet, archives du Sommet de Québec, <<http://www.canoe.qc.ca/TopoDossiersArchivessommet>>

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, principal fournisseur de services communs du gouvernement du Canada, <<http://www.tpsgc.gc.ca/min/prof/achievments2001/4-f.html>>

La Tribu du verbe, site d'information sans publicité, censure ou conflit d'intérêts, <<http://www.latribuduverbe.com/archives/001192.html>>

Le Trouble, tu peux le lire, tu peux le faire, journal anarchiste dédié «à cette masse populaire en laquelle nous croyons se situe la radicalité, les racines, de la révolution sociale»,  
<<http://membres.lycos.fr/letrouble/>>

«Québec 2001, Un Sommet qui carbure au gaz», n° 5, juillet 2001.  
<<http://membres.lycos.fr/letrouble/>>

Ville de Québec, site officiel, Ville de Québec, 2004,  
<<http://www2.ville.quebec.qc.ca/accueil/index.shtml>>

Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), site officiel,  
<[http://www.ftaa-alca.org/alca\\_f.asp](http://www.ftaa-alca.org/alca_f.asp)>

## TABLEAU DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ALÉNA :	Accord de libre-échange nord-américain
APEC :	Coopération économique de la zone Asie-Pacifique
ASC :	Alliance sociale continentale
CAI :	Commission d'accès à l'information
CASA :	Comité d'accueil du Sommet des Amériques
CCQ :	Centre des congrès de Québec
CLAC :	Convergence des luttes anticapitalistes
CMAQ :	Centre des médias alternatifs du Québec
CMSC :	Coordination ministérielle en sécurité civile
COPA :	Conférence parlementaire des Amériques
CSN :	Confédération des syndicats nationaux
FC :	Forces canadiennes
FMI :	Fonds monétaire international
GOMM :	Groupe opposé à la mondialisation des marchés
GRC :	Gendarmerie royale du Canada
MAPAQ :	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
OEA :	Organisation des États américains
OMC :	Organisation mondiale du commerce
OQP-2001 :	Opération Québec Printemps 2001
RRSSS :	Régie régionale de la santé et des services sociaux
SCRS :	Service canadien du renseignement de sécurité
SQ :	Sûreté du Québec
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZLÉA :	Zone de libre-échange des Amériques

